



N°85F0028XIF au catalogue

L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas 1999-2000



Statistics
Canada Statistique
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Centre canadien de la statistique juridique numéro de télécopieur (1-613-951-6615), numéro sans frais (1-800-387-2231), Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-9023).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 85F0028XIF au catalogue est publié sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 24 \$ CA. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à **www.statcan.ca** et en choisissant la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 52 \$ CA. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire
États-Unis	6 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

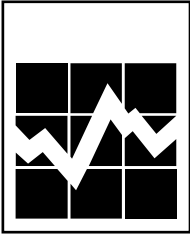
La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **order@statcan.ca**
- Poste
Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada

Centre canadien de la statistique juridique.

L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas 1999-2000

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2001

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Août 2001

N° 85F0028XIF au catalogue

Périodicité : Annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 85F0028XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans ce rapport :

- .. nombres indisponibles.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- nombres infimes.
- néant ou zéro.
- ^e estimations.
- ^p nombres provisoires.
- ^r nombres réctifiés.

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction	4
Méthodologie	5
Tableau 1 Revenu selon la source, l'aide juridique	6
Tableau 2 Contributions des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique	8
Tableau 3 Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle	10
Tableau 4 Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique	12
Tableau 5 Dépenses par objet au chapitre de l'aide juridique	14
Tableau 6 Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles et civiles	16
Tableau 7 Effectifs de l'aide juridique au 31 mars	18
Tableau 8 Participation des membres du Barreau, à la prestation des services d'aide juridique	20
Tableau 9 Total des demandes d'aide juridique reçues, affaires criminelles et civiles	22
Tableau 10 Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles et civiles	24
Tableau 11 Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, affaires criminelles et civiles	26
Tableau 12 Demandes d'aide juridique rejetées, affaires criminelles et civiles, raisons	28
Tableau 13 Services d'avocats nommés d'office, affaires criminelles et civiles	30
Tableau 14 Appels approuvés et rejetés pour des services d'aide juridique, affaires criminelles et civiles	31
Tableau 15 Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	32
Tableau 16 Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	34
Tableau 17 Contributions fédérales au titre de l'aide juridique en matière civile	36
Tableaux supplémentaires	37
Glossaire	54

Introduction

Des régimes d'aide juridique ont été mis en place dans toutes les provinces et les territoires, et ils ont tous pour objectif d'aider les Canadiens à faible revenu qui ont besoin des services d'un avocat. Au Canada, les régimes d'aide juridique offrent des services de représentation par un avocat, de consultation, et des services d'information. Parce que l'administration de la justice est une responsabilité provinciale, la structure organisationnelle, les critères d'admissibilité et le fonctionnement des régimes diffèrent dans chaque province et territoire. Compte tenu de ces différences fondamentales dans la structure et des différences organisationnelles connexes, **il faut faire preuve de prudence dans la comparaison des régimes d'aide juridique en place dans les divers secteurs de compétence du Canada.**

Les tableaux qui suivent fournissent des données chronologiques pour cinq ans (niveau agrégé) sur : recettes, selon la source de financement; contributions provinciales/territoriales et fédérales; dépenses au titre de l'aide juridique; paiements à des cabinets d'avocats privés, ou honoraires versés à des avocats de pratique privée; dépenses directes d'aide juridique, selon le type d'affaire, et réparties entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée; ressources en personnel, selon le type d'employé; services d'avocats nommés d'office; et caractéristiques des causes civiles et criminelles (nombre total de demandes, de demandes approuvées et de demandes rejetées), selon le type d'affaire.

Pour un examen analytique de ces données, voir le produit connexe intitulé *L'aide juridique au Canada: ressources et nombre de cas, 1998-1999* (n° 85F0015 au catalogue). Ce rapport fournit de l'information sur l'organisation et le coût de l'aide juridique au Canada, y compris de l'information sur les systèmes de prestation des services d'aide juridique, ainsi que sur les recettes, les dépenses et les demandes.

Pour des renseignements précis sur l'administration de l'aide juridique dans chaque province et territoire, voir le rapport intitulé *L'aide juridique au Canada : Une description des opérations* (n° 85-217-XDB au catalogue, version sur disquette, ou 85-217-XIB, version sur Internet). Ce rapport qualitatif décrit la structure et l'administration des services d'aide juridique provinciaux/territoriaux au Canada. Il renferme également de l'information sur la législation, l'organisation, le champ d'application, l'admissibilité, les services d'avocats nommés d'office et les tarifs. Il fournit aussi des listes de personnes-ressources et les adresses des bureaux d'aide juridique.

Méthodologie

Les données présentées dans le rapport intitulé *L'aide juridique au Canada : ressources et nombre de cas* (n° 85F0015 au catalogue) et les tableaux de données connexes *L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas* (n° 85F0028 au catalogue) ont été extraites de l'Enquête sur l'aide juridique menée tous les ans depuis 1983-1984 par le Programme des tribunaux du Centre canadien de la statistique juridique. L'Enquête qui est un recensement, a pour objet de fournir des statistiques sur les recettes, les dépenses, le personnel et la charge de travail associés à la prestation et à l'administration de l'aide juridique au Canada. Les données sont recueillies et présentées au niveau agrégé provincial/territorial.

Pour presque tous les éléments d'information, la collecte de données se fait au moyen d'un questionnaire d'enquête qui est envoyé aux 12 régimes d'aide juridique du Canada. Les données sur les contributions financières des administrations provinciales/territoriales sont obtenues auprès du ministère compétent responsable des questions de justice. Justice Canada fournit les données sur les contributions fédérales pour les chiffres sur l'aide juridique en matière criminelle. Au cours des années antérieures, lorsque le Régime d'assistance publique du Canada était en place, les chiffres concernant les contributions fédérales à l'aide juridique en matière civile étaient obtenus auprès de Développement des ressources humaines Canada. On demande à la Fédération des professions juridiques du Canada de fournir les données sur les avocats membres des barreaux des provinces et des territoires.

Pour tenir compte de l'effet de l'inflation, les chiffres en dollars constants de 1992-1993 ont été calculés au moyen des changements indexés dans les recettes et les dépenses une année sur l'autre relativement aux biens et services, selon *L'Indice des prix à la consommation* de Statistique Canada, n° 62-001 au catalogue.

Les données démographiques qui ont servi au calcul des nombres par habitant dans ce rapport sont tirées du rapport intitulé *Statistiques démographiques annuelles, 1998* (n° 91-213 au catalogue). Elles représentent la population canadienne au 1^{er} juillet et sont des estimations intercensitaires définitives pour 1995, des estimations postcensitaires définitives pour 1996 et 1997 et des estimations postcensitaires mises à jour pour 1998 et 1999.

Tableau 1
Revenu selon la source, l'aide juridique

Province/territoire et année	Revenu total		Contributions de l'État		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres	
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	
Terre-Neuve¹										
1995-1996	5 905	5 403	91	26	-	476	8	-	-	
1996-1997	5 701	5 394	95	73	1	196	3	38	1	
1997-1998	5 350	5 243	98	8	--	69	1	30	1	
1998-1999	5 899	5,488	93	27	--	334	6	50	1	
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard²										
1995-1996	534 ^r	534 ^r	100	...	...	...	...	...	...
1996-1997	598 ^r	598 ^r	100	...	...	...	...	...	...
1997-1998	543 ^r	543 ^r	100	...	...	...	...	...	...
1998-1999	595 ^r	561 ^r	94	...	...	...	...	34	6
1999-2000	695	610	88	...	...	...	...	85	12
Nouvelle-Écosse³										
1995-1996	11 079	10 885	98	...	--	...	...	194	2
1996-1997	10 591	10 468	99	3	--	...	...	120	1
1997-1998	10 354	10 248	99	3	--	...	...	103	1
1998-1999	10 950	10 734	98	37	--	...	...	179	2
1999-2000	11 435	11 207	98	13	--	...	...	215	2
Nouveau-Brunswick⁴										
1995-1996	3 125	2 432	78	147	5	125	4	421	13	
1996-1997	3 595	3 228	90	109	3	100	3	158	4	
1997-1998	3 806	3 278	86	96	3	220	6	212	6	
1998-1999	4 050	3 524	87	98	2	160	4	268	7	
1999-2000	5 058	4 521	89	101	2	100	2	336	7	
Québec										
1995-1996	97 320	96 917	100	233	--	...	...	170	--
1996-1997	113 669	113 025	99	271	--	...	...	373	--
1997-1998	115 966	114 963	99	668	1	...	...	335	--
1998-1999	129 645	128 268	99	914	1	...	...	463	--
1999-2000	105 481	103 874	98	1 123	1	...	...	484	--
Ontario⁵										
1995-1996	359 431	286 805	80	19 928	6	6 000	2	46 698	13	
1996-1997	264 585	226 645	86	18 081	7	6 865	3	12 994	5	
1997-1998	257 940	230 796	89	9 804	4	5 704	2	11 636	5	
1998-1999	272 854	231 588	85	12 361	5	4 365	2	24 540	9	
1999-2000	268 539	230 992	86	10 807	4	-	-	26 740	10	
Manitoba⁶										
1995-1996	15 501	13 064	84	1 153	7	1 203	8	81	1	
1996-1997	15 041	12 467	83	1 080	7	1 457	10	37	--	
1997-1998	15 289	12 957	85	1 316	9	984	6	32	--	
1998-1999	15 335	12 994	85	1 478	10	835	5	28	--	
1999-2000	17 590	14 179	81	1 694	10	1 687	10	30	--	
Saskatchewan⁷										
1995-1996	8 756	8 415	96	55	1	...	...	286	3
1996-1997	8 905	8 800	99	66	1	...	...	39	--
1997-1998	9 534	9 432	99	63	1	...	...	39	--
1998-1999	9 953	9 825	99	55	1	...	...	73	1
1999-2000	10 690	10 565	99	52	-	...	...	73	1
Alberta⁸										
1995-1996	27 363	22 961	84	2 250	8	...	...	2 152	8
1996-1997	27 455	22 542	82	2 201	8	...	...	2 712	10
1997-1998	26 641	22 542	85	2 300	9	...	...	1 799	7
1998-1999	27 012	22 542	83	2 166	8	...	...	2 304	9
1999-2000	27 680	20 742	75	2 360	9	...	...	4 578	17
Colombie-Britannique⁹										
1995-1996	94 789	89 183	94	238	--	4 000	4	1 368	1	
1996-1997	92 717	87 423	94	289	--	4 000	4	1 005	1	
1997-1998	86 230	82 171	95	214	--	3 500	4	345	--	
1998-1999	86 213	82 035	95	187	--	2 975	3	1 016	1	
1999-2000	86 545	81 810	95	199	--	3 175	4	1 361	2	

Tableau 1
Revenu selon la source, l'aide juridique – fin

Province/territoire et année	Revenu total		Contributions de l'État		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres	
	'000 \$		'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%
Territoires du Nord-Ouest¹⁰										
1995-1996	5 470		5 470	100	...	...	...	...	...	...
1996-1997	5 125		5 125	100	...	...	...	...	...	...
1997-1998	5 395		5 395	100	...	...	...	...	...	...
1998-1999	5 412		5 412	100	...	...	...	...	...	...
1999-2000	3 846		3 286	85	...	...	...	...	560	15
Territoire du Yukon¹¹										
1995-1996	902		856	95	9	1	...	...	37	4
1996-1997	895		881	98	11	1	...	...	3	--
1997-1998	864		856	99	8	1	...	...	--	--
1998-1999	938		931	99	7	1	...	...	--	--
1999-2000	978		968	99	10	1	...	...	--	--
Nunavut¹²										
1999-2000	2 411		2 411	100	..	..	..	..	..	..
Canada										
1995-1996	630 175		542 925	86	24 039	4	11 804	2	51 407	8
1996-1997	548 877		496 596	90	22 184	4	12 618	2	17 479	3
1997-1998	537 912		498 424	93	14 480	3	10 477	2	14 531	3
1998-1999	568 822		513 902	90	17 330	3	8 669	2	28 921	5
1999-2000	540 948		482 754	89	16 359	3	4 962	1	34 411	6

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Note générale Lorsqu'elles sont additionnées, les contributions provinciales/territoriales (tableau 2) plus les contributions fédérales (tableaux 3 et 17) peuvent ne pas correspondre au total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le total des contributions gouvernementales au tableau 1 est fourni par les régimes d'aide juridique, et il représente le total de la subvention provinciale et des contributions fédérales, alors que les chiffres des contributions provinciales/territoriales et fédérales sont obtenus auprès du ministère compétent; (ii) toute différence dans les méthodes comptables (c.-à-d. méthode de caisse ou méthode d'exercice) se traduira par des différences entre les exercices dans lesquels les contributions sont comptabilisées; (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de remboursement au cours d'une année donnée, pour des dépenses qui avaient déjà été engagées et incluses dans le chiffre du total des contributions gouvernementales pour une année précédente.

¹ **Terre-Neuve** En 1999-2000, la catégorie «Autres» comprend 30 000 \$ d'intérêts provenant de comptes en fiducie d'avocats.

² **Île du Prince Édouard** À cause d'une erreur dans les calculs antérieurs, les figures pour les revenus totales, contributions gouvernementale ainsi que les dépenses ont été révisées pour l'Île du Prince Édouard.

³ **Nouvelle-Écosse** Les données déclarées sont fondées sur les méthodes de comptabilité de caisse et de comptabilité d'exercice. Pour 1999-2000, la catégorie «Autres» comprend des revenus en intérêts de 159 000 \$ et de subvention d'investissement différée réalisée de 56 000 \$.

⁴ **Nouveau-Brunswick** Les autres revenus pour l'année 1999-2000 comprenaient un remboursement de la THS de 268 500 \$, et des revenus en intérêts et divers autres montants totalisant 67 900 \$.

⁵ **Ontario** Les autres revenus pour 1999-2000 comprennent des revenus en intérêts sur des investissements (4 939 000 \$), le produit de la vente de travaux de recherche (93 000 \$), les contributions de la Fondation du droit (21 496 000 \$), conférences (règlement) (15 000 \$) et divers autres recettes (197 000 \$). Les contributions de l'État comprennent les subventions versées par le gouvernement provincial pour le fonctionnement des cliniques communautaires :

1995-1996	32 362 000 \$
1996-1997	32 444 000 \$
1998-1998	32 453 000 \$
1999-1999	37 677 000 \$
1999-2000	35 085 000 \$

⁶ **Manitoba** Les autres revenus pour l'année 1999-2000 comprenaient des revenus en intérêts (30 000 \$).

⁷ **Saskatchewan** Les chiffres comprennent des comptes clients nets de 66 450 \$ en 1999-2000. En 1998-1999 les comptes clients nets comptaient pour 14 000 \$. Est inclus dans le solde des comptes clients nets (79 817 \$) le montant de 50 000 \$ de Justice Saskatchewan pour l'affectation de 1997-1998. N'est pas comprise dans le total une subvention de 121 400 \$ versée par la Fondation du droit de la Saskatchewan pour l'achat d'un ordinateur. Les autres revenus au cours des années antérieures à 1996-1997 comprennent des fonds du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien :

1994-1995	197 000 \$
1995-1996	202 000 \$

Le financement du ministère des Affaires indiennes et du Nord a pris fin le 31 mars 1996.

⁸ **Alberta** Les autres revenus pour 1999-2000 comprennent une subvention de la Fondation du droit (3 391 000 \$), des revenus d'intérêts (1 087 000 \$), et des droits de demande (100 000 \$).

⁹ **Colombie-Britannique** Les autres revenus pour 1999-2000 comprennent des intérêts (6542 000 \$), la Notary Foundation (476 000 \$) et diverses sources (231 000 \$).

¹⁰ **Territoires du Nord-Ouest** En 1998-1999, des contributions des clients de 48 000 \$ ont été portées au crédit du Trésor du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et ne sont pas disponibles au régime. En 1998-1999, le montant était 87 000 \$, en 1996-1997, il était 75 000 \$, et en 1995-1996, 91 000 \$. Ces contributions sont comprises dans les recettes totales. Les recettes provenant du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest comprennent les fonds alloués à l'ensemble du Programme des services juridiques. Ils ne sont pas répartis entre l'aide juridique. Ils ne sont pas répartis entre l'aide juridique, les Services de travailleurs auprès des tribunaux et la formation juridique du public.

¹¹ **Territoire du Yukon** Les autres revenus pour 1998-1999 comprennent des intérêts de 500 \$.

¹² **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 2
Contributions des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique

Province/territoire et année	Total	Dollars courants		Total	Dollars constants		IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population
		Variation en %	Par habitant		Variation en %	Par habitant		
	'000 \$		\$	'000 \$		\$		'000 \$
Terre-Neuve								
1995-1996	2 579	-1	4,54 ^r	2 477	-3	4,36	104,1 ^r	567,9 ^r
1996-1997	3 698	43	6,60 ^r	3 492	41	6,23	105,9 ^r	560,6 ^r
1997-1998	3 971	7	7,17 ^r	3 701	6	6,68	107,3	554,0 ^r
1998-1999	4 467	12	8,19 ^r	4 125	11	7,56	108,3	545,4 ^r
1999-2000	3 809	-15	7,04 ^r	3 425	-17	6,33	111,2	541,0
Île-du-Prince-Édouard¹								
1995-1996	304 ^r	3	2,26 ^r	292	1	2,17	104,1 ^r	134,8 ^r
1996-1997	369 ^r	21	2,71 ^r	348	19	2,56	105,9 ^r	136,2 ^r
1997-1998	306 ^r	-17	2,24 ^r	285	-18	2,08	107,3	136,9 ^r
1998-1999	313 ^r	2	2,28 ^r	289	1	2,11	108,3	137,0 ^r
1999-2000	456	46	3,30	410	42	2,97	111,2	138,0
Nouvelle-Écosse								
1995-1996	4 919	-8	5,30 ^r	4 725	-9	5,09	104,1 ^r	927,7 ^r
1996-1997	7 406	51	7,95 ^r	6 993	48	7,51	105,9 ^r	931,2 ^r
1997-1998	7 566	2	8,10 ^r	7 051	1	7,55	107,3	934,5 ^r
1998-1999	7 878	4	8,42 ^r	7 274	3	7,77	108,3	936,1 ^r
1999-2000	8 776	11	9,34	7 892	8	8,40	111,2	939,8
Nouveau-Brunswick²								
1995-1996	2 420	-15	3,22 ^r	2 325	-17	3,09	104,1 ^r	751,8 ^r
1996-1997	3 228	33	4,29 ^r	3 048	31	4,05	105,9 ^r	753,0 ^r
1997-1998	3 278	2	4,35 ^r	3 055	--	4,05	107,3	754,2 ^r
1998-1999	3 524	8	4,68	3 254	7	4,32	108,3	753,5 ^r
1999-2000	3 607	2	4,78	3 244	--	4,30	111,2	755,0
Québec								
1995-1996	66 437	--	9,17 ^r	63 820	-2	8,81	104,1 ^r	7 241,4 ^r
1996-1997	102 959	55	14,15 ^r	97 223	52	13,37	105,9 ^r	7 274,0 ^r
1997-1998	98 515	-4	13,49 ^r	91 813	-6	12,57	107,3	7 302,6 ^r
1998-1999	111 873	14	15,28 ^r	103 299	13	14,11	108,3	7 323,0 ^r
1999-2000	87 340	-22	11,89	78 543	-24	10,69	111,2	7 345,4
Ontario								
1995-1996	187 900	-4	17,14 ^r	180 500	-6	16,46	104,1 ^r	10 964,9 ^r
1996-1997	191 096	2	17,21 ^r	180 449	--	16,26	105,9 ^r	11 100,9 ^r
1997-1998	191 130	--	16,99 ^r	178 127	-1	15,83	107,3	11 249,5 ^r
1998-1999	194 500	2	17,08 ^r	179 594	1	15,78	108,3	11 384,4 ^r
1999-2000	194 792	--	16,92	175 173	-2	15,21	111,2	11 513,8
Manitoba								
1995-1996	7 698	-4	6,81 ^r	7 395	-6	6,55	104,1 ^r	1 129,8 ^r
1996-1997	9 154	19	8,07 ^r	8 644	17	7,62	105,9 ^r	1 134,3 ^r
1997-1998	9 801	7	8,62 ^r	9 134	6	8,04	107,3	1 136,6 ^r
1998-1999	9 850	--	8,66 ^r	9 095	--	7,99	108,3	1 138,0 ^r
1999-2000	11 044	12	9,66	9 932	9	8,69	111,2	1 143,5
Saskatchewan³								
1995-1996	3 996	32	3,94	3 839	30	3,78	104,1 ^r	1 014,2 ^r
1996-1997	5 321	33	5,22	5 025	31	4,93	105,9 ^r	1 019,5 ^r
1997-1998	6 912	30	6,76 ^r	6 442	28	6,30	107,3	1 022,0 ^r
1998-1999	7 360	6	7,18	6 796	5	6,63	108,3	1 025,2 ^r
1999-2000	8 084	10	7,87	7 270	7	7,07	111,2	1 027,8
Alberta								
1995-1996	16 375	-3	5,98 ^r	15 730	-5	5,74	104,1 ^r	2 739,9 ^r
1996-1997	16 140	-1	5,80 ^r	15 241	-3	5,48	105,9 ^r	2 780,6 ^r
1997-1998	16 056	-1	5,66 ^r	14 964	-2	5,27	107,3	2 837,2 ^r
1998-1999	16 101 ^r	--	5,54 ^r	14 867	-1	5,11	108,3	2 906,9 ^r
1999-2000	14 198	-12	4,79	12 768	-14	4,31	111,2	2 964,7

Tableau 2
Contributions des provinces et territoires aux dépenses totales d'aide juridique – fin

Province/territoire et année	Total '000 \$	Dollars courants		Total '000 \$	Dollars constants		IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population '000 \$
		Variation en %	Par habitant		Variation en %	Par habitant		
Colombie-Britannique⁴								
1995-1996	58 400	-1	15,43 ^r	56 100	-3	14,83	104,1 ^r	3 784,0 ^r
1996-1997	72 500	24	18,68 ^r	68 461	22	17,64	105,9 ^r	3 882,0 ^r
1997-1998	72 900	1	18,41 ^r	67 940	-1	17,16	107,3	3 959,7 ^r
1998-1999	73 600	1	18,41 ^r	67 959	--	17,00	108,3	3 998,3 ^r
1999-2000	74 100	1	18,42 ^r	66 637	-2	16,56	111,2	4 023,1
Territoires du Nord-Ouest⁵								
1995-1996	3 431	--	51,52 ^r	3 296	-2	49,49	104,1 ^r	66,6 ^r
1996-1997	3 467	1	51,29 ^r	3 274	-1	48,43	105,9 ^r	67,6 ^r
1997-1998	3 358	-3	49,60 ^r	3 130	-4	46,23	107,3	67,7 ^r
1998-1999	3 124	-7	46,28	2 885	-8	42,73	108,3	67,5
1999-2000	3 521	13	51,33	3 166	10	46,16	111,2	68,6
Territoire du Yukon								
1995-1996	492 ^r	-24	15,92	473	-26	15,30	104,1 ^r	30,9 ^r
1996-1997	476 ^r	-3	14,92 ^r	449	-5	14,09	105,9 ^r	31,9 ^r
1997-1998	426	-11	13,23 ^r	397	-12	12,33	107,3	32,2 ^r
1998-1999	503	18	15,92	464	17	14,70	108,3	31,6
1999-2000	822	63	26,86	739	59	24,16	111,2	30,6
Nunavut⁶								
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada								
1995-1996	354 951	-2	12,09^r	340 971	-4	11,62	104,1^r	29 353,9^r
1996-1997	415 814	17	14,01^r	392 648	15	13,23	105,9^r	29 671,9^r
1997-1998	414 219	--	13,81^r	386 038	-2	12,87	107,3	29 987,2^r
1998-1999	433 093^r	5	14,32^r	399 901	4	13,22	108,3	30 246,9^r
1999-2000	410 549	-5	13,46	369 199	-8	12,11	111,2	30 491,3

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Note générale Avant 1996-1997, plusieurs provinces ont reçu des fonds du gouvernement fédéral pour l'aide juridique en matière civile, dans le cadre de l'ancien Régime d'assistance publique du Canada qui était administré par Développement des ressources humaines Canada. Le 1er avril 1996, le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) est devenu le nouveau mécanisme de financement fédéral pour un certain nombre de programmes sociaux, y compris l'aide juridique en matière civile. Ce nouveau financement global donne aux provinces davantage de souplesse dans leurs propres priorités de financement. À la suite du nouveau programme de transfert, les contributions provinciales à l'aide juridique ont sensiblement augmenté en 1996-1997 à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse, au Québec, au Manitoba, en Saskatchewan, et en Colombie-Britannique.

¹ **Île du Prince Édouard** À cause d'une erreur dans les calculs antérieurs, les figures pour les revenus totales, contributions gouvernementale ainsi que les dépenses ont été révisées pour l'Île du Prince Édouard.

² **Nouveau-Brunswick** La contribution du gouvernement du Nouveau-Brunswick pour 1996-1997 et 1997-1998 comprend toutes les dépenses pour l'aide juridique en matière de droit de la famille, qui est absorbé par le ministère de la Justice. En 1994-1995 et 1995-1996 ces coûts ont été sous-estimés.

³ **Saskatchewan** Suite à la fin du Régime d'assistance publique au Canada le 31 mars 1996, les contributions provinciales ont augmentés de 1,3 million (33%) en 1996-1997.

⁴ **Colombie Britannique** Les figures pour la Colombie britannique n'incluent les frais et déboursements des grands cas d'aide juridique et Rowbothams subventionnés par le gouvernement provinciale.

⁵ **Territoires du Nord-Ouest** Les chiffres représentent le total des contributions territoriales à l'aide juridique moins le total des contributions fédérales aux programmes d'aide juridique criminel ainsi qu'au programme des auxiliaires juridiques. Les contributions en 1999-2000 incluent \$1.8 million provenant du Nunavut.

⁶ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 3
Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle¹

Province/territoire et année	Contribution fédéral Dollars courants		% des dépenses nettes admissibles au partage des coûts	Dépenses nettes admissibles au partage des coûts	Contribution fédéral Dollars constants		IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population
	Total	Par habitant			Total	Par habitant		
	'000 \$	\$	%	'000 \$	'000 \$	\$		'000
Terre-Neuve								
1995-1996	1 730	3,05 ^r	49	3 516	1 662	2,93	104,1 ^r	567,9 ^r
1996-1997	1 661	2,96 ^r	51	3 246	1 568	2,80	105,9 ^r	560,6 ^r
1997-1998	1 653	2,98 ^r	49	3 362	1 541	2,78	107,3	554,0 ^r
1998-1999	1 571	2,88	..	3 534 ^e	1 451	2,66	108,3	545,4 ^r
1999-2000	1 557	2,88	..	3 756 ^e	1 400	2,59	111,2	541,0
Île-du-Prince-Édouard								
1995-1996	230	1,71 ^r	56 ^r	409 ^r	221	1,64	104,1 ^r	134,8 ^r
1996-1997	229	1,68 ^r	55	413	216	1,59	105,9 ^r	136,2 ^r
1997-1998	237	1,73 ^r	..	430	221	1,61	107,3	136,9 ^r
1998-1999	248	1,81	..	450	229	1,67	108,3	137,0 ^r
1999-2000	254	1,84	52	492	228	1,66	111,2	138,0
Nouvelle-Écosse								
1995-1996	3 209	3,46 ^r	58	5 535	3 083	3,32	104,1 ^r	927,7 ^r
1996-1997	3 062	3,29 ^r	57	5 347	2 891	3,11	105,9 ^r	931,2 ^r
1997-1998	3 037	3,25 ^r	59	5 190	2 830	3,03	107,3	934,5 ^r
1998-1999	2 858	3,05	50	5 683	2 639	2,82	108,3	936,1 ^r
1999-2000	2 831	3,01	48	5 939	2 546	2,71	111,2	939,8
Nouveau-Brunswick								
1995-1996	1 209	1,61 ^r	59	2 038	1 161	1,54	104,1 ^r	751,8 ^r
1996-1997	1 210	1,61 ^r	60	2 033	1 143	1,52	105,9 ^r	753,0 ^r
1997-1998	1 256	1,67 ^r	59	2 135	1 171	1,55	107,3	754,2 ^r
1998-1999	1 327	1,76	57	2 335	1 225	1,63	108,3	753,5 ^r
1999-2000	1 363	1,81	62	2 205	1 226	1,62	111,2	755,0
Québec								
1995-1996	16 646	2,30 ^r	42	40 026	15 990	2,21	104,1 ^r	7 241,4 ^r
1996-1997	16 234	2,23 ^r	49	33 102	15 329	2,11	105,9 ^r	7 274,0 ^r
1997-1998	16 448	2,25 ^r	41	40 214	15 329	2,10	107,3	7 302,6 ^r
1998-1999	16 396	2,24	38	42 937	15 139	2,07	108,3	7 323,0 ^r
1999-2000	16 535	2,25	..	36 292 ^e	14 870	2,02	111,2	7 345,4
Ontario								
1995-1996	41 420	3,78 ^r	30	140 010	39 789	3,63	104,1 ^r	10 964,9 ^r
1996-1997	39 402	3,55 ^r	34	114 960	37 207	3,35	105,9 ^r	11 100,9 ^r
1997-1998	38 976	3,46 ^r	39	99 245	36 324	3,23	107,3	11 249,5 ^r
1998-1999	36 438	3,20	39	93 764	33 645	2,96	108,3	11 384,4 ^r
1999-2000	36 066	3,13	..	90 148	32 433	2,82	111,2	11 513,8
Manitoba								
1995-1996	3 452	3,06 ^r	50	6 857	3 316	2,94	104,1 ^r	1 129,8 ^r
1996-1997	3 312	2,92 ^r	46	7 188	3 128	2,76	105,9 ^r	1 134,3 ^r
1997-1998	3 304	2,91 ^r	42	7 862	3 079	2,71	107,3	1 136,6 ^r
1998-1999	3 154	2,77	41	7 662	2 912	2,56	108,3	1 138,0 ^r
1999-2000	3 145	2,75	36	8 730	2 828	2,47	111,2	1 143,5
Saskatchewan								
1995-1996	2 585	2,55	42	6 094	2 483	2,45	104,1 ^r	1 014,2 ^r
1996-1997	2 503	2,46	41	6 091 ^r	2 364	2,32	105,9 ^r	1 019,5 ^r
1997-1998	2 520	2,47	39	6 498	2 349	2,30	107,3	1 022,0 ^r
1998-1999	2 465	2,40	35	7 085	2 276	2,22	108,3	1 025,2 ^r
1999-2000	2 480	2,41	31	8 076	2 230	2,17	111,2	1 027,8
Alberta								
1995-1996	6 586	2,40 ^r	52	12 605	6 327	2,31	104,1 ^r	2 739,9 ^r
1996-1997	6 402	2,30 ^r	40	15 867	6 046	2,17	105,9 ^r	2 780,6 ^r
1997-1998	6 479	2,28 ^r	46	14 161	6 038	2,13	107,3	2 837,2 ^r
1998-1999	6 441	2,22	44	14 707	5 947	2,05	108,3	2 906,9 ^r
1999-2000	6 544	2,21	42	15 676	5 885	1,98	111,2	2 964,7

Tableau 3
Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique en matière criminelle¹ – fin

Province/territoire et année	Contribution fédérale Dollars courants		% des dépenses nettes admissibles au partage des coûts	Dépenses nettes admissibles au partage des coûts	Contribution fédérale Dollars constants		IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population
	Total	Par habitant			Total	Par habitant		
	'000 \$	\$	%	'000 \$	'000 \$	\$		'000
Colombie-Britannique								
1995-1996	9 159	2,42	23	40 440	8 798	2,33	104,1 ^r	3 784,0 ^r
1996-1997	8 899	2,29 ^r	23	39 416	8 404	2,16	105,9 ^r	3 882,0 ^r
1997-1998	9 005	2,27 ^r	26	34 197	8 392	2,12	107,3	3 959,7 ^r
1998-1999	8 929	2,23	27	32 688	8 245	2,06	108,3	3 998,3 ^r
1999-2000	9 052	2,25	27	34 143	8 140	2,02	111,2	4 023,1
Territoires du Nord-Ouest^{2,5}								
1995-1996	210	3,15 ^r	5	4 568	202	3,03	104,1 ^r	66,6 ^r
1996-1997	1 658	24,53 ^r	39	4 267 ^r	1 566	23,16	105,9 ^r	67,6 ^r
1997-1998	1 658	24,49 ^r	..	..	1 545	22,83	107,3	67,7 ^r
1998-1999	1 658	24,56	..	..	1 531	22,68	108,3	67,5
1999-2000	1 274	31,00	..	..	1 146	27,88	111,2	41,1
Territoire du Yukon^{3,5}								
1995-1996	52	1,68	6	908 ^r	50	1,62	104,1 ^r	30,9 ^r
1996-1997	427	13,40 ^r	49	878 ^r	404	12,65	105,9 ^r	31,9 ^r
1997-1998	427	13,27 ^r	..	..	398	12,37	107,3	32,2 ^r
1998-1999	427	13,51	..	..	394	12,48	108,3	31,6
1999-2000	668	21,83	..	..	601	19,63	111,2	30,6
Nunavut^{4,5}								
1999-2000	1 178	43,6	..	..	1 059	..	111,2	27,0
Canada								
1995-1996	86 488	2,95^r	33	263 006^r	83 082	2,83	104,1^r	29 353,9^r
1996-1997	85 000	2,86^r	37	232 808^r	80 264	2,71	105,9^r	29 671,9^r
1997-1998	85 000	2,83^r	..	..	79 217	2,64	107,3	29 987,2^r
1998-1999	81 912	2,71	..	..	75 634	2,50	108,3	30 246,9^r
1999-2000	82 947	2,72	..	..	74 593	2,45	111,2	30 491,3

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Contribution fédérale au chapitre de l'aide juridique criminelle** Une nouvelle entente fédérale/provinciale/territoriale relative aux frais partagés est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1996. Dans le cadre de la nouvelle entente, la formule de financement a été modifiée, et elle tient maintenant compte des montants des revendications historiques ainsi que de la population des provinces/territoires. Les contributions de Justice Canada ne sont plus réparties sur la base des services d'aide juridique pour adultes et pour jeunes contrevenants, mais elles sont calculées globalement.

Les données qui suivent représentent les fonds fournis par Justice Canada relativement à des demandes d'indemnisation traitées en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants jusqu'en 1995-1996, les contributions fédérales en faveur des adultes et des jeunes ayant été combinées depuis cet exercice.

	1995-1996		1995-1996
Terre-Neuve	272 126 \$		
Île-du-Prince-Édouard	68 715 \$ ⁹	Saskatchewan	480 576 \$
Nouvelle-Écosse	630 266 \$	Alberta	1 664 895 \$
Nouveau-Brunswick	170 619 \$	Colombie-Britannique	1 277 021 \$
Québec	1 341 080 \$	Territoires du Nord-Ouest	215 241 \$
Ontario	6 942 877 \$	Yukon	52 109 \$
Manitoba	609 399 \$	Canada	13 724 924 \$ ⁹

² **Dépenses nettes admissibles au partage des coûts** Ces dépenses représentent les frais, dont les provinces et territoires demandent le remboursement, qu'ont engagés les régimes d'aide juridique concernant les questions précisées dans l'entente fédérale-provinciale-territoriale de partage des coûts en matière d'aide juridique au criminel. Ces dépenses comprennent les coûts afférents aux services juridiques et les frais administratifs connexes. Ce montant est diminué des contributions et des frais recouvrés des clients. Les dépenses nettes admissibles au partage des coûts sont calculées selon la province ou le territoire; Par conséquent, il faut faire preuve de prudence au moment de l'établissement de comparaisons entre les provinces ou territoires.

³ **Territoires du Nord-Ouest et Territoire du Yukon** La contribution fédérale à l'aide juridique en matière criminelle a diminué sensiblement en 1995-1996 parce qu'il n'y a pas eu de contributions pour des adultes. Cela a été entraîné par la conversion de la méthode de paiements en retard d'un an à une méthode de paiements pour l'année en cours pour l'aide juridique en matière criminelle dans les territoires. Le financement des services d'aide juridique dans les territoires inclut l'aide juridique en matière civile par le biais des ententes de partages des coûts.

⁴ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1^{er} avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1^{er} avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément. Les ressources du personnel un centre de consultation communautaire au Maliiganik Tukisiiniakvik, Nunavut sont rapportées dans les données des Territoires du Nord-Ouest et ne peuvent ainsi être séparés.

⁵ **Le taux pour le niveau territorial** Avec l'introduction de l'accord "Accès à la Justice", les taux pour les contributions au programme d'aide juridique aux niveaux territorial et fédérale en 1999-00, incluent les prestations assignés à deux programmes additionnels soit, aux Tribunaux Aborigène et à l'Éducation et l'Information Juridique pour le Publique. Puisque le montant pour ces programmes ne peuvent être distingués des prestations accordés au programme d'aide juridique, le montant reporté sera quelques peu plus élevés que le montant réelle alloué au programme d'aide juridique.

Tableau 4
Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique

Province/territoire et année	Dollars courants			Dollars constants			IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population '000
	Total	Variation en %	Par habitant	Total	Variation %	Par habitant		
	'000 \$		\$	'000 \$		\$		
Terre-Neuve								
1995-1996	5 731	--	10,09 ^r	5 505	-2	9,69	104,1 ^r	567,9 ^r
1996-1997	5 545	-3	9,89 ^r	5 236	-5	9,34	105,9 ^r	560,6 ^r
1997-1998	5 524	--	9,97 ^r	5 148	-2	9,29	107,3	554,0 ^r
1998-1999	5 674	3	10,40	5 239	2	9,61	108,3	545,4 ^r
1999-2000	..	..	..	..	..	..	111,2	541,0
Île-du-Prince-Édouard¹								
1995-1996	534 ^r	2	3,96 ^r	513	-0	3,81	104,1 ^r	134,8 ^r
1996-1997	598 ^r	12	4,39 ^r	565	10	4,15	105,9 ^r	136,2 ^r
1997-1998	543 ^r	-9	3,97 ^r	506	-10	3,70	107,3	136,9 ^r
1998-1999	595 ^r	10	4,34 ^r	549	9	4,01	108,3	137,0 ^r
1999-2000	695	17	5,04	625	14	4,53	111,2	138,0
Nouvelle-Écosse²								
1995-1996	11 064	-1	11,93 ^r	10 628	-3	11,46	104,1 ^r	927,7 ^r
1996-1997	10 599	-4	11,38 ^r	10 008	-6	10,75	105,9 ^r	931,2 ^r
1997-1998	10 111	-5	10,82 ^r	9 423	-6	10,08	107,3	934,5 ^r
1998-1999	10 965	8	11,71	10 125	7	10,82	108,3	936,1 ^r
1999-2000	11 117	1	11,83	9 997	-1	10,64	111,2	939,8
Nouveau-Brunswick³								
1995-1996	2 972	3	3,95 ^r	2 855	--	3,80	104,1 ^r	751,8 ^r
1996-1997	3 608	21	4,79 ^r	3 407	19	4,52	105,9 ^r	753,0 ^r
1997-1998	3 551	-2	4,71 ^r	3 309	-3	4,39	107,3	754,2 ^r
1998-1999	4 038	14	5,36	3 729	13	4,95	108,3	753,5 ^r
1999-2000	4 087	1	5,41	3 675	-1	4,87	111,2	755,0
Québec⁴								
1995-1996	120 641	1	16,66 ^r	115 890	-1	16,00	104,1 ^r	7 241,4 ^r
1996-1997	114 238	-5	15,70 ^r	107 873	-7	14,83	105,9 ^r	7 274,0 ^r
1997-1998	108 856	-5	14,91 ^r	101 450	-6	13,89	107,3	7 302,6 ^r
1998-1999	121 180	11	16,55	111 893	10	15,28	108,3	7 323,0 ^r
1999-2000	101 943	-16	13,88	91 675	-18	12,48	111,2	7 345,4
Ontario⁵								
1995-1996	327 294	-6	29,85 ^r	314 403	-8	28,67	104,1 ^r	10 964,9 ^r
1996-1997	250 142	-24	22,53 ^r	236 206	-25	21,28	105,9 ^r	11 100,9 ^r
1997-1998	186 861	-25	16,61 ^r	174 148	-26	15,48	107,3	11 249,5 ^r
1998-1999	217 208	16	19,08	200 561	15	17,62	108,3	11 384,4 ^r
1999-2000	223 608	3	19,42	201 086	0	17,46	111,2	11 513,8
Manitoba								
1995-1996	14 959	-2	13,24 ^r	14 370	-4	12,72	104,1 ^r	1 129,8 ^r
1996-1997	15 060	1	13,28 ^r	14 221	-1	12,54	105,9 ^r	1 134,3 ^r
1997-1998	15 747	5	13,85 ^r	14 676	3	12,91	107,3	1 136,6 ^r
1998-1999	15 160	-4	13,32	13 998	-5	12,30	108,3	1 138,0 ^r
1999-2000	17 637	16	15,42	15 861	13	13,87	111,2	1 143,5
Saskatchewan⁶								
1995-1996	8 829	2	8,71	8 481	--	8,36	104,1 ^r	1 014,2 ^r
1996-1997	8 909	1	8,74	8 413	-1	8,25	105,9 ^r	1 019,5 ^r
1997-1998	9 560	7	9,35 ^r	8 910	6	8,72	107,3	1 022,0 ^r
1998-1999	10 111	6	9,86	9 336	5	9,11	108,3	1 025,2 ^r
1999-2000	10 616	5	10,33	9 547	2	9,29	111,2	1 027,8
Alberta								
1995-1996	20 957	-18	7,65 ^r	20 132	-20	7,35	104,1 ^r	2 739,9 ^r
1996-1997	24 445	17	8,79 ^r	23 083	15	8,30	105,9 ^r	2 780,6 ^r
1997-1998	22 342	-9	7,87 ^r	20 822	-10	7,34	107,3	2 837,2 ^r
1998-1999	22 903	3	7,88	21 148	2	7,28	108,3	2 906,9 ^r
1999-2000	26 142	14	8,82	23 509	11	7,93	111,2	2 964,7

Tableau 4
Dépenses totales au chapitre de l'aide juridique – fin

Province/territoire et année	Dollars courants			Dollars constants			IPC Moyenne financière 1992-93=100	Population '000
	Total	Variation en %	Par habitant	Total	Variation en %	Par habitant		
	'000 \$		\$	'000 \$		\$		
Colombie-Britannique⁷								
1995-1996	102 339	1	27,05 ^f	98 308	-1	25,98	104,1 ^f	3 784,0 ^f
1996-1997	96 989	-5	24,98 ^f	91 585	-7	23,59	105,9 ^f	3 882,0 ^f
1997-1998	85 270	-12	21,53 ^f	79 469	-13	20,07	107,3	3 959,7 ^f
1998-1999	80 335	-6	20,09	74 178	-7	18,55	108,3	3 998,3 ^f
1999-2000	83 650	4	20,79	75 225	1	18,70	111,2	4 023,1
Territoires du Nord-Ouest⁸								
1995-1996	5 470	--	82,13 ^f	5 255	-2	78,90	104,1 ^f	66,6 ^f
1996-1997	5 126	-6	75,83 ^f	4 840	-8	71,60	105,9 ^f	67,6 ^f
1997-1998	5 397	5	79,72 ^f	5 030	4	74,30	107,3	67,7 ^f
1998-1999	5 207	-4	77,14	4 808	-4	71,23	108,3	67,5
1999-2000	3 714	-29	54,14	3 340	-31	48,69	111,2	68,6
Territoire du Yukon								
1995-1996	1 093	-1	35,37	1 050	-3	33,98	104,1 ^f	30,9 ^f
1996-1997	887	-19	27,81 ^f	838	-20	26,26	105,9 ^f	31,9 ^f
1997-1998	881	-1	27,36 ^f	821	-2	25,50	107,3	32,2 ^f
1998-1999	1 033	17	32,69	954	16	30,18	108,3	31,6
1999-2000	1 245	21	40,69	1 120	17	36,59	111,2	30,6
Nunavut⁹								
1999-2000	2651	..	95,70	..	..	..	..	27,7
Canada								
1995-1996	621 883	-4	21,19^f	597 390	-6	20,35	104,1^f	29 353,9^f
1996-1997	536 146	-14	18,07^f	506 276	-15	17,06	105,9^f	29 671,9^f
1997-1998	454 643	-15	15,16^f	423 712	-16	14,13	107,3	29 987,2^f
1998-1999	494 409	9	16,35	456 518	8	15,09	108,3	30 246,9^f
1999-2000	487 105	-1	15,98	438 044	-4	14,37	111,2	30 491,3

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Île-du-Prince-Édouard** Le ministère provincial des Affaires communautaires et Procureur général fournit le personnel et les fonds nécessaires au régime d'aide juridique. Tous les services relatifs aux achats, aux locaux, à la rémunération du personnel et au paiement des honoraires d'avocats de pratique privée sont traités et payés par la Section de l'administration du ministère. Bon nombre de ces services ne sont pas inclus dans les dépenses au chapitre de l'aide juridique. L'accroissement des dépenses en 1999-2000, est lié à l'augmentation des loyers suivant le déplacement du bureau de Charlottetown, en plus de l'augmentation des salaires et des pensions ainsi que la révision des procédures de comptabilité. À cause d'une erreur dans les calculs antérieurs, les figures pour les revenus totales, les contributions gouvernementales, ainsi que les dépenses ont été révisées pour l'Île du Prince Édouard.

² **Nouvelle-Écosse** La méthode de comptabilité de caisse et de comptabilité d'exercice est utilisée pour faciliter l'inclusion des honoraires à payer des avocats de pratique privée.

³ **Nouveau-Brunswick** Depuis 1996-1997, les dépenses comprennent le coût total de l'aide juridique en matière de droit de la famille, qui n'était pas compris en entier dans les recettes des années précédentes.

⁴ **Québec** La diminution des dépenses en 1996-1997 est attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique en septembre 1996, lesquelles ont resserré le champ d'application et les critères d'admissibilité (qui ont résulté en une réduction du nombre de demandes approuvées).

⁵ **Ontario** Comprend les fonds consacrés à la Société d'aide juridique pour étudiants, «Northern Legal Services», et le «Refugee Law Office». Le financement du gouvernement est strictement plafonné jusqu'à 1999-2000. En 1996, l'Ontario a adopté un système de comptabilité d'exercice.

⁶ **Saskatchewan** Les chiffres comprennent les comptes créditeurs et les dettes courues qui totalisent :

1995-1996	400 791 \$
1996-1997	414 292 \$
1997-1998	589 098 \$
1998-1999	889 902 \$
1999-2000	770 030 \$

Le personnel offre des services de vulgarisation juridique dans le cadre de leurs fonctions normales.

⁷ **Colombie-Britannique** Les chiffres sont fondés sur une méthode modifiée de comptabilité d'exercice. Le régime loue à prix réduit les locaux du bureau central en raison du soutien de la ville de Vancouver. Figures représentant les dépenses sur une base accrue.

⁸ **Territoires du Nord-Ouest** Les locaux et les services d'administration financière fournis par l'administration du territoire ne sont pas inclus. Les dépenses totales pour 1999-2000 incluent l'argent dépensé pour les prestations d'aide juridique et les contributions des clinique au Nunavut et au Territoires du Nord-Ouest. Malgré le fait que la division des Territoires a eu lieu officiellement le 1 avril, 1999, le Bureau des Prestations Juridique au Territoire du Nord-Ouest offrira ses services au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000.

⁹ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 5
Dépenses par objet au chapitre de l'aide juridique

Province/territoire et année	Total		Total des dépenses directes d'aide juridique		Affaires criminelles		Affaires civiles		Autres dépenses au chapitre des programmes		Dépenses administratives centrales	
	'000 \$	'000 \$	% du total	% des dépenses directes d'aide juridique	'000 \$	% des dépenses directes d'aide juridique	'000 \$	% des dépenses directes d'aide juridique	'000 \$	% du total	'000 \$	% du total
Terre-Neuve												
1995-1996	5 731	5 731	100	3 527	62	2 204	38	-	-	-	-	
1996-1997	5 545	5 545	100	3 247	59	2 298	41	-	-	-	-	
1997-1998	5 524	5 524	100	3 363	61	2 161	39	-	-	-	-	
1998-1999	5 674	5 674	100	3 489	61	2 185	39	-	-	-	-	
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard¹												
1995-1996	543	543	100	410	76	133	24	-	-	..	..
1996-1997	593	593	100	464	78	129	22	-	-	..	..
1997-1998	527	527	100	396	75	131	25	-	-	..	..
1998-1999	543	509	94	380	75	129	25	34	6	..	..
1999-2000	695	610	88	492	81	118	19	85	12	..	..
Nouvelle-Écosse												
1995-1996	11 064	10 311	93	5 163	50	5 148	50	51	--	702	6	
1996-1997	10 599	9 986	94	5 030	50	4 956	50	51	--	562	5	
1997-1998	10 111	9 435	93	4 809	51	4 626	49	51	1	625	6	
1998-1999	10 965	10 241	93	5 291	52	4 950	48	7	--	717	7	
1999-2000	11 117	10 222	92	5 454	53	4 768	47	-	-	895	8	
Nouveau-Brunswick²												
1995-1996	2 972	2 390	80	1 770	74	620	26	87	5	495	17	
1996-1997	3 608	3 090	86	1 779	58	1 311	42	-	-	518	14	
1997-1998	3 551	3 026	85	1 680	56	1 346	44	-	-	525	15	
1998-1999	4 038	3 277	81	1 936	59	1 341	41	-	-	761	19	
1999-2000	4 087	3 362	82	1 992	59	1 370	41	-	-	725	18	
Québec³												
1995-1996	120 641	111 201	92	36 418 ^e	33 ^e	74 783 ^e	67 ^e	731	1	8 709	7	
1996-1997	114 238	104 040 ^e	91	34 541 ^e	33 ^e	69 499 ^e	67 ^e	1 026	1	9 172	8	
1997-1998	108 856	96 225 ^e	88	35 382 ^e	37 ^e	60 843 ^e	63 ^e	876	1	11 755	11	
1998-1999	121 180	91 159 ^e	75	32 749 ^e	36 ^e	58 410 ^e	64 ^e	866	1	29 155	24	
1999-2000	101 943	92 018	90	32 326	35	59 692	65	750	1	9 175	9	
Ontario⁴												
1995-1996	327 294	286 036	87	120 321	42	165 715	58	6 156	2	35 102	11	
1996-1997	250 142	208 386	83	91 636	44	116 750	56	6 261	3	35 495	14	
1997-1998	186 861	148 290	79	78 875	53	69 415	47	5 840	3	32 731	18	
1998-1999	217 208	176 422	81	77 988	44	98 434	56	6 157	3	34 629	16	
1999-2000	223 608	173 555	78	82 881	48	90 674	52	9 040	4	41 013	18	
Manitoba⁵												
1995-1996	14 959	12 745	85	6 620	52	6 125	48	380	3	1 834	12	
1996-1997	15 060	12 606	84	5 662	45	6 944	55	430	3	2 024	13	
1997-1998	15 747	12 850	82	6 725	52	6 125	48	392	2	2 505	16	
1998-1999	15 160	12 541	83	5 558	44	6 983	56	425	3	2 194	14	
1999-2000	17 637	13 689	78	6 346	46	7 343	54	534	3	3 414	19	
Saskatchewan⁶												
1995-1996	8 829	8 180	93	5 336	65	2 844	35	...	...	649	7
1996-1997	8 909	8 280	93	5 263	64	3 017	36	...	...	629	7
1997-1998	9 560	8 747	91	5 395	62	3 352	38	...	...	813	9
1998-1999	10 111	9 230	91	5 788	63	3 442	37	...	...	881	9
1999-2000	10 616	9 709	91	6 294	65	3 415	35	...	...	907	9
Alberta⁷												
1995-1996	20 957	17 940	86	11 766	66	6 174	34	...	...	3 017	14
1996-1997	24 445	21 621	88	14 116	65	7 505	35	...	...	2 824	12
1997-1998	22 342	19 429	87	12 457	64	6 972	36	...	...	2 913	13
1998-1999	22 903	19 857	87	12 926	65	6 931	35	...	...	3 046	13
1999-2000	26 142	22 919	88	13 911	61	9 008	39	...	...	3 223	12
Colombie-Britannique⁸												
1995-1996	102 339	92 776	91	37 919	41	54 857	59	1 864	2	7 699	8	
1996-1997	96 989	87 411	90	36 657	42	50 754	58	1 808	2	7 770	8	
1997-1998	85 270	76 751	90	31 611	41	45 140	59	1 515	2	7 004	8	
1998-1999	80 335	72 293	90	30 278	42	42 015	58	1 655	2	6 387	8	
1999-2000	83 650	74 712	89	31 434	42	43 278	58	1 713	2	7 225	9	

Tableau 5
Dépenses par objet au chapitre de l'aide juridique

Province/territoire et année	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Autres dépenses au chapitre des programmes		Dépenses administratives centrales	
	'000 \$	% du total	'000 \$	% des dépenses directes d'aide juridique	'000 \$	% des dépenses directes d'aide juridique	'000 \$	% du total	'000 \$	% du total
Territoires du Nord-Ouest⁹										
1995-1996	5 470	49	2 694	..	..	..	2 228	41	548	10
1996-1997	5 126	57	2 932	..	..	..	1 639	32	555	11
1997-1998	5 397	44	2 390	1 551	65	839	35	1 638	30	1 369
1998-1999	5 207	29	1 495	782	52	713	48	1 578	30	2 134
1999-2000	6 366	17	1 112	472	42	640	58	4 247	67	1 007
Territoire du Yukon										
1995-1996	1 092	66	718	531	74	187	26	-	-	374
1996-1997	887	74	657	501	76	156	24	-	-	230
1997-1998	881	77	680	484	71	196	29	-	-	201
1998-1999	1 033	77	796	663	83	133	17	-	-	237
1999-2000	1 245	76	941	718	76	223	24	-	-	304
Nunavut¹⁰										
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada										
1995-1996	621 891	89	551 265	..	..	..	..	11 497	2	59 129
1996-1997	536 141	87	465 147	..	..	..	..	11 215	2	59 779
1997-1998	454 627	84	383 874	182 728	48	201 146	52	10 312	2	60 441
1998-1999	494 357	82	403 494	177 828	44	225 666	56	10 722	2	80 141
1999-2000	487 106	83	402 849	182 320	45	220 529	55	16 369	3	67 888

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Île-du-Prince-Édouard** Le ministère provincial des Affaires communautaires et Procureur général assure la dotation et le financement du régime. Les achats, les installations, les salaires et le paiement des dépenses des avocats de pratique privée ne sont généralement pas comptabilisés comme des dépenses de l'aide juridique.
- ² **Nouveau-Brunswick** En 1988-1989, le Nouveau-Brunswick a créé un programme d'aide juridique en matière de droit de la famille pour remplacer l'aide juridique en matière civile. En mai 1993, le ministère de la Justice a repris à la Société du Barreau l'administration du programme. On peut y avoir recours pour obtenir et faire exécuter des ordonnances alimentaires, pour demander la modification d'obligations alimentaires, et pour se faire représenter par le ministre de la Famille et des Services communautaires relativement à des demandes de garde; les victimes de violence conjugale peuvent obtenir l'aide du programme relativement à des ordonnances de pensions alimentaires, pour elles-mêmes ou pour leurs enfants, de garde et de droit de visite, d'ordonnances restrictives et de partage de certains biens. Des services de médiation sont également offerts dans les cas où il n'y a eu aucun abus. En 1993-1994, lorsque le ministère de la Justice s'est chargé de l'administration du programme d'aide juridique en matière de droit de la famille, les renseignements sur les services et les dépenses du programme n'étaient pas inclus. En 1994-1995 et 1995-1996, ces dépenses étaient comprises en partie dans les chiffres. Depuis 1996-1997, les dépenses comprennent le coût total de l'aide juridique en matière de droit de la famille. Les dépenses en matière civile comprennent les dépenses liées aux travailleurs sociaux du ministère de la Justice qui interviennent devant les tribunaux dans des affaires civiles et des affaires relevant du droit de la famille.
- ³ **Québec** Les dépenses pour l'aide juridique civil en Ontario inclus 34, 263\$ pour services provenant du système de clinique.
- ⁴ **Ontario** Les dépenses des centres communautaires sont principalement déclarées sous l'aide juridique en matière civile, mais une faible proportion est déclarée sous l'aide juridique en matière criminelle.
- ⁵ **Manitoba** Les dépenses au chapitre des infractions à des lois provinciales figurent dans la catégorie des affaires criminelles, sauf celles traitées par les centres juridiques qui figurent dans la catégorie des affaires civiles. Une taxe pour la santé et l'éducation est incluse.
- ⁶ **Saskatchewan** Les dépenses des services d'avocats nommés d'office fournis en dehors des heures normales de travail sont incluses dans la catégorie des cabinets d'avocats de pratique privée et sont réparties parmi les affaires criminelles de juridiction fédérale. N'est pas comprise dans le total une subvention de 121 400 \$ versée par la Fondation du droit de la Saskatchewan pour l'achat d'un ordinateur.
- ⁷ **Alberta** Une nouvelle politique de comptabilité a été adoptée au cours de l'exercice financier 1997-1998 permettant de capitaliser les biens immobilisés et de les amortir sur la durée utile des biens.
- ⁸ **Colombie-Britannique** Grâce à une entente avec la ville de Vancouver, l'administration centrale bénéficie d'une réduction de son loyer pour une partie de l'espace qu'elle occupe. Les subventions accordées aux cliniques juridiques communautaires s'élevaient à :
- | | |
|-----------|---------------|
| 1995-1996 | 18 055 546 \$ |
| 1996-1997 | 23 707 468 \$ |
| 1998-1998 | 22 930 477 \$ |
| 1999-1999 | 22 270 575 \$ |
| 1999-2000 | 24 483 000 \$ |
- Ci-inclus sont les subventions aux cabinets d'avocat communautaires et aux cabinets d'avocats communautaires pour les Autochtones et les dépenses de la société relatives au fonctionnement des directions régionales. Au cours des années précédentes, seules les subventions aux cabinets d'avocat communautaires et aux cabinets d'avocat communautaires pour Autochtones étaient déclarées. Les dépenses d'administration centrale inclus les dépenses relative au modèle d'avocats salariés.
- ⁹ **Territoires du Nord-Ouest** Les autres dépenses au chapitre des programmes comprennent les sommes dépensées pour le «Keewatin Legal Services Centre», «Maliiganik Tukisiiniakvik», «Mackenzie Court Workers», «Kitikmeot Law Center», et «Beaufort Delta Legal Services». Les dépenses au chapitre des services administratifs centraux excluent le coût des locaux et des services financiers, lesquels sont assurés gratuitement par l'administration du territoire.
- ¹⁰ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 6
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Affaires criminelles					Affaires civiles						
							Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	\$'000	%	'000 \$	%	\$'000	\$'000	%	'000 \$	%		
Terre-Neuve																		
1995-1996	5 731	86	4 909	86	822	14	3 527	3 075	87	452	13	2 204	1 834	83	370	17		
1996-1997	5 545	89	4 949	89	596	11	3 247	2 946	91	301	9	2 298	2 003	87	295	13		
1997-1998	5 524	95	5 264	95	260	5	3 363	3 206	95	157	5	2 161	2 058	95	103	5		
1998-1999	5 674	98	5 537	98	137	2	3 489	3 378	97	111	3	2 185	2 159	99	26	1		
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard¹																		
1995-1996	543	79	430	79	113	21	410	338	82	72	18	133	92	69	41	31		
1996-1997	593	74	438	74	155	26	464	337	73	127	27	129	101	78	28	22		
1997-1998	527	81	426	81	101	19	396	341	86	55	14	131	85	65	46	35		
1998-1999	509	87	441	87	68	13	380	333	88	47	12	129	108	84	21	16		
1999-2000	610	85	516	85	94	15	492	435	88	57	12	118	81	69	37	31		
Nouvelle-Écosse²																		
1995-1996	10 311	77	7 916	77	2 395	23	5 163	4 100	79	1 063	21	5 148	3 816	74	1 332	26		
1996-1997	9 986	80	7 993	80	1 993	20	5 030	4 211	84	819	16	4 956	3 782	76	1 174	24		
1997-1998	9 435	80	7 571	80	1 864	20	4 809	3 997	83	812	17	4 626	3 574	77	1 052	23		
1998-1999	10 241	80	8 183	80	2 058	20	5 291	4 395	83	896	17	4 950	3 788	77	1 162	23		
1999-2000	10 222	81	8 292	81	1 930	19	5 454	4 508	83	946	17	4 768	3 784	79	984	21		
Nouveau-Brunswick³																		
1995-1996	2 390	26	620	26	1 770	74	1 770	...	...	1 770	100	620	620	100	...	...
1996-1997	3 090	20	630	20	2 460	80	1 779	...	...	1 779	100	1 311	630	48	681	52
1997-1998	3 026	34	1 034	34	1 992	66	1 680	...	...	1 680	100	1 346	1 034	77	312	23
1998-1999	3 277	31	1 029	31	2 248	69	1 936	...	...	1 936	100	1 341	1 029	77	312	23
1999-2000	3 362	32	1 068	32	2 294	68	1 992	...	...	1 992	100	1 370	1 068	78	302	22
Québec																		
1995-1996	111 201	55	60 835	55	50 366	45	36 418 ^e	14 360 ^e	39 ^e	22 058	61	74 783 ^e	46 475 ^e	62 ^e	28 308	38		
1996-1997	104 040	56	58 566	56	45 474	44	34 541 ^e	15 271 ^e	44 ^e	19 270	56	69 499 ^e	43 295 ^e	62 ^e	26 204	38		
1997-1998	96 225	57	55 039	57	41 186	43	35 382 ^e	18 143 ^e	51 ^e	17 239	49	60 843 ^e	36 896 ^e	61 ^e	23 947	39		
1998-1999	91 159	60	54 906	60	36 253	40	32 749 ^e	18 168 ^e	55 ^e	14 581	45	58 410 ^e	36 738 ^e	63 ^e	21 672	37		
1999-2000	92 018	59	54 611	59	37 407	41	32 326 ^e	17 903 ^e	55 ^e	14 423	45	59 692 ^e	36 708 ^e	61 ^e	22 984	39		
Ontario																		
1995-1996	286 036	12	32 992	12	253 044	88	120 321	2 099	2	118 222	98	165 715	30 893	19	134 822	81		
1996-1997	208 386	16	33 016	16	175 370	84	91 636	2 372	3	89 264	97	116 750	30 644	26	86 106	74		
1997-1998	148 290	22	33 092	22	115 198	78	78 875	2 534	3	76 341	97	69 415	30 558	44	38 857	56		
1998-1999	176 422	22	38 329	22	138 093	78	77 988	2 788	4	75 200	96	98 434	35 541	36	62 893	64		
1999-2000	173 555	21	36 963	21	136 592	79	82 881	2 700	3	80 181	97	90 674	34 263	38	56 411	62		
Manitoba																		
1995-1996	12 745	42	5 386	42	7 359	58	6 620	2 962	45	3 658	55	6 125	2 424	40	3 701	60		
1996-1997	12 606	46	5 841	46	6 765	54	5 662	2 336	41	3 326	59	6 944	3 505	50	3 439	50		
1997-1998	12 850	48	6 107	48	6 743	52	6 725	3 264	49	3 461	51	6 125	2 843	46	3 282	54		
1998-1999	12 541	49	6 155	49	6 386	51	5 558	2 073	37	3 485	63	6 983	4 082	58	2 901	42		
1999-2000	13 689	49	6 760	49	6 929	51	6 346	2 545	40	3 801	60	7 343	4 215	57	3 128	43		
Saskatchewan																		
1995-1996	8 180	94	7 686	94	494	6	5 336	4 908	92	428	8	2 844	2 778	98	66	2		
1996-1997	8 280	94	7 787	94	493	6	5 263	4 856	92	407	8	3 017	2 931	97	86	3		
1997-1998	8 747	91	8 001	91	746	9	5 395	5 022	93	373	7	3 352	2 979	89	373	11		
1998-1999	9 230	92	8 447	92	783	8	5 788	5 342 ^e	92	446	8	3 442	3 105 ^e	90	337	10		
1999-2000	9 709	91	8 832	91	877	9	6 294	5 627	89	667	11	3 415	3 205	94	210	6		
Alberta																		
1995-1996	17 940	9	1 620	9	16 320	91	11 766	1 434	12	10 332	88	6 174	186	3	5 988	97		
1996-1997	21 621	8	1 715	8	19 906	92	14 116	1 527	11	12 589	89	7 505	188	3	7 317	97		
1997-1998	19 429	9	1 690	9	17 739	91	12 457	1 517	12	10 940	88	6 972	173	2	6 799	98		
1998-1999	19 857	9	1 832	9	18 025	91	12 926	1 652	13	11 274	87	6 931	180	3	6 751	97		
1999-2000	22 919	9	2 090	9	20 829	91	13 911	1 883	14	12 028	86	9 008	207	2	8 801	98		
Colombie-Britannique																		
1995-1996	92 776	29	26 933	29	65 843	71	37 919	8 530	22	29 389	78	54 857	18 403	34	36 454	66		
1996-1997	87 411	29	24 985	29	62 426	71	36 657	7 927	22	28 730	78	50 754	17 058	34	33 696	66		
1997-1998	76 751	31	24 002	31	52 749	69	31 611	7 973	25	23 638	75	45 140	16 029	36	29 111	64		
1998-1999	72 293	34	24 541	34	47 752	66	30 278	8 098	27	22 180	73	42 015	16 443	39	25 572	61		
1999-2000	74 712	34	25 670	34	49 042	66	31 434	8 509	27	22 925	73	43 278	17 161	40	26 117	60		
Territoires du Nord-Ouest																		
1995-1996	2 694	19	499	19	2 195	81	..	..	..	1 551	..	..	..	..	644	..
1996-1997	2 932	23	676	23	2 256	77	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	2 390	..	..	..	..	..	1 551	..	..	..	..	839	..	..	..	..
1998-1999	1 495	..	..	..	..	..	782	..	..	..	..	713	..	..	..	..
1999-2000	1 112	..	..	..	..	..	472	..	..	..	..	640	..	..	..	..

Tableau 6
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles et civiles – fin

Province/territoire et année	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Affaires criminelles					Affaires civiles							
							Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		
	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	
Territoire du Yukon																			
1995-1996	718		177	25	541	75	531	150	28	381	72	187	27	14	160	86			
1996-1997	657		289	44	368	56	501	252	50	249	50	156	37	24	119	76			
1997-1998	680		421	62	259	38	484	300	62	184	38	196	121	62	75	38			
1998-1999	796		434	55	362	45	663	376	57	287	43	133	58	44	75	56			
1999-2000	941		484	51	457	49	718	347	48	371	52	223	137	62	86	38			
Nunavut⁴																			
1999-2000	..		..		..		..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada																			
1995-1996	551 265		150 003	27	401 262	73	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	465 147		146 885	32	318 262	68	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	383 874		..	..	..	..	182 728	..	..	..	..	201 146	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	403 494		..	..	..	..	177 828	..	..	..	..	225 666	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	402 849		..	..	..	..	182 320	..	..	..	..	220 529	..	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Île-du-Prince-Édouard** Les dépenses encourues pour les avocats de pratique privée comprennent uniquement les montants réellement payés aux avocats de pratique privée. Les coûts administratifs relatifs au processus des demandes allant aux avocats de pratique privée et les comptes pour les avocats de pratique privée ne sont pas inclus dans les dépenses pour avocats de pratique privée. Une partie substantielle de ces coûts est inclus dans les dépenses d'avocats salariés.
- ² **Nouvelle-Écosse** En 1998-1999, les paiements aux avocats nommés d'office sont compris aux dépenses des avocats de pratique privée.
- ³ **Nouveau-Brunswick** Des services de médiation sont fournis dans le cadre de l'aide juridique en matière de droit de la famille. Bien qu'ils ne fassent pas partie du présent rapport, les différends entre propriétaires et locataires sont réglés en vertu des dispositions de la Loi sur la location de locaux d'habitation, et le Nouveau-Brunswick finance également d'autres mécanismes de règlement des différends, aux termes de divers textes législatifs dans le domaine du travail.
- ⁴ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 7
Effectifs de l'aide juridique au 31 mars

Province/territoire et année	Tous les employés	Total				Professionnels salariés qui assurent des services directs					Autres employés				
		Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats	
		%	%	%	%		%	%							
Terre-Neuve															
1995-1996	83	37	45	46	55	45	37	82	8	18	38	-	-	38	100
1996-1997	96	45	47	51	53	..	45	..	..	..	..	-	-	..	..
1997-1998	102	40	39	62	61	62	40	65	22	35	40	-	-	40	100
1998-1999	90	44	49	46	51	90	44	49	46	51	-	-	-	-	
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard¹															
1995-1996	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
1996-1997	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
1997-1998	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
1998-1999	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
1999-2000	7	4	57	3	43	4	4	100	-	-	3	-	-	3	100
Nouvelle-Écosse²															
1995-1996	122	62	51	60	49	65	62	95	3	5	57	-	-	57	100
1996-1997	124	63	51	61	49	62	62	100	-	-	62	1	2	61	98
1997-1998	119	66	55	53	45	65	65	100	-	-	54	1	2	53	98
1998-1999	120	66	55	54	45	64	64	100	-	-	56	2	4	54	96
1999-2000	121	67	55	54	45	65	65	100	-	-	56	2	4	54	96
Nouveau-Brunswick³															
1995-1996	23	9	39	14	61	10	8	80	2	20	13	1	8	12	92
1996-1997	35	9	26	26	74	23	8	35	15	65	12	1	8	11	92
1997-1998	35	9	26	26	74	21	9	43	12	57	14	-	-	14	100
1998-1999	35	9	26	26	74	8	8	100	-	-	27	1	4	26	96
1999-2000	38	9	24	29	76	8	8	100	-	-	30	1	3	29	97
Québec⁴															
1995-1996	1 001	405	40	596	60	424	379	89	45	11	577	26	5	551	95
1996-1997	963	389	40	574	60	402	363	90	39	10	561	26	5	535	95
1997-1998	846 ^r	352 ^r	42	494 ^r	58	339 ^r	323 ^r	95	16	5	507 ^r	29	6	478 ^r	94
1998-1999	795 ^r	335 ^r	42	460	58	321 ^r	306 ^r	95	15	5	474	29	6	445	94
1999-2000	778	330	42	448	58	324	303	94	21	6	454	27	6	427	94
Ontario⁵															
1995-1996	911	304	33	607	67	340	217	64	123	36	571	87	15	484	85
1996-1997	949	302	32	647	68	329	213	65	116	35	620	89	14	531	86
1997-1998	958	308	32	650	68	336	224	67	112	33	622	84	14	538	86
1998-1999	950	308	32	642	68	334	222	66	112	34	616	86	14	530	86
1999-2000	1 045	326	31	719	69	359	238	66	121	34	686	88	13	598	87
Manitoba															
1995-1996	119	47	39	72	61	54	42	78	12	22	65	5	8	60	92
1996-1997	120	47	39	73	61	55	42	76	13	24	65	5	8	60	92
1997-1998	129	47	36	82	64	57	41	72	16	28	72	6	8	66	92
1998-1999	136	50	37	86	63	64	42	66	22	34	72	8	11	64	89
1999-2000	142	53	37	89	63	68	45	66	23	34	74	8	11	66	89
Saskatchewan															
1995-1996	131	61	47	70	53	82	60	73	22	27	49	1	2	48	98
1996-1997	131	61	47	70	53	82	60	73	22	27	49	1	2	48	98
1997-1998	132	61	46	71	54	81	60	74	21	26	51	1	2	50	98
1998-1999	132	63	48	69	52	83	62	75	21	25	49	1	2	48	98
1999-2000	130	62	48	68	52	80	61	76	19	24	50	1	2	49	98
Alberta															
1995-1996	127	25	20	102	80	22	22	100	...	...	105	3	3	102	97
1996-1997	122	24	20	98	80	21	21	100	...	...	101	3	3	98	97
1997-1998	121	23	19	98	81	20	20	100	...	...	101	3	3	98	97
1998-1999	128	29	23	99	77	26	26	100	...	...	102	3	3	99	97
1999-2000	136	28	21	108	79	25	25	100	...	...	111	3	3	108	97
Colombie-Britannique															
1995-1996	391	73	19	318	81	195	67	34	128	66	196	6	3	190	97
1996-1997	344	84	24	260	76	198	65	33	133	67	146	19	13	127	87
1997-1998	368	81	22	287	78	187	77	41	110	59	181	4	2	177	98
1998-1999	331	84	25	247	75	181	80	44	101	56	150	4	3	146	97
1999-2000	315	73	23	242	77	96	66	69	30	31	219	7	3	212	97

Tableau 7
Effectifs de l'aide juridique au 31 mars – fin

Province/territoire et année	Tous les employés	Total				Professionnels salariés qui assurent des services directs				Autres employés					
		Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats	
			%		%			%		%			%		%
Territoires du Nord-Ouest⁶															
1995-1996	40	9	23	31	78	33	8	24	25	76	7	1	14	6	86
1996-1997	34	8	24	26	76	26	7	27	19	73	8	1	13	7	88
1997-1998	44	9	20	35	80	29	8	28	21	72	15	1	7	14	93
1998-1999	51	11	22	40	78	35	11	31	24	69	16	-	-	16	100
1999-2000	45	9	20	36	80	32	9	28	23	72	13	-	-	13	100
Territoire du Yukon⁷															
1995-1996	5	2	40	3	60	2	2	100	-	-	3	-	-	3	100
1996-1997	7	4	57	3	43	4	3	75	1	25	3	1	33	2	67
1997-1998	9	5	56	4	44	6	4	67	2	33	3	1	33	2	67
1998-1999	9	5	56	4	44	6	4	67	2	33	3	1	33	2	67
1999-2000	8	4	50	4	50	5	3	60	2	40	3	1	33	2	67
Nunavut⁸															
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada															
1995-1996	2 960	1 038	35	1 922	65	1 276	908	71	368	29	1 684	130	8	1 554	92
1996-1997	2 932	1 040	35	1 892	65	..	893	..	..	..	..	147	..	..	..
1997-1998	2 870	1 005	35	1 865	65	1 207	875	72	332	28	1 663	130	8	1 533	92
1998-1999	2 784	1 008	36	1 776	64	1 216	873	72	343	28	1 568	135	9	1 433	91
1999-2000	2 765	965	35	1 800	65	1 066	827	78	239	22	1 699	138	8	1 561	92

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Île-du-Prince-Édouard** Le total ne comprend ni les remplaçants des employés de bureau en congé annuel ni les suppléants occasionnels. Les commis de paye, de comptabilité et autre personnel administratif de la province sont exclus.

² **Nouvelle-Écosse** Les non-avocats assurant des services juridiques directs comprenaient les stagiaires en droit, les agents de liaison auprès des prisonniers, les travailleurs communautaires, le personnel administratif (non-avocats) et de soutien. «Les autres employés» désignent le personnel administratif.

³ **Nouveau-Brunswick** Les ressources en personnel consacrées à divers autres mécanismes de règlement de différends ne sont pas incluses dans les totaux figurant dans ce tableau. Les données pour les non-avocats avant 1996-1997 ont été sous-estimées.

⁴ **Québec** Les stagiaires et techniciens judiciaires affectés au service à la clientèle sont classés comme professionnels non-avocats assurant des services directs. Les cadres avocats avec fonctions administratives sont classés comme avocats dans «Autres employés».

⁵ **Ontario** Comprend le personnel des cliniques communautaires :

	Avocats	Techniciens	Soutien
1995-1996	178	115	152
1996-1997	173	111	148
1997-1998	176	109	151
1998-1999	176	109	151
1999-2000	177	113	145

Le ministère des Services sociaux et communautaires fournit ces ressources supplémentaires.

⁶ **Territoires du Nord-Ouest** Comprend le personnel des cliniques de Keewatin Legal Services Centre de Malliganik Tukisiiniakvik, Mackenzie Court Workers, Kitikmeot Law Center, et Beaufort Delta Legal Services. Les ressources du personnel au Malliganik Tukisiiniakvik est rapporté dans les données des Territoires du Nord-Ouest et ne peuvent ainsi être séparés.

⁷ **Territoire du Yukon** Comprend le personnel permanent et temporaire.

⁸ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 8
Participation des membres du Barreau, à la prestation des services d'aide juridique

Province/territoire et année	Total des membres du Barreau ¹	Avocats qui ont assuré des services d'aide juridique		Avocats de pratique privée qui ont assuré des services d'aide juridique	Avocats salariés
		Total	%	Total	Total
Terre-Neuve²					
1995-1996	538	195	36	158	37
1996-1997	430	120	28	75	45
1997-1998	435	55	13	15	40
1998-1999	439	59	13	15	44
1999-2000	447	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard					
1995-1996	136	24	18	20	4
1996-1997	142	38	27	34	4
1997-1998	148	36	24	32	4
1998-1999	156	25	16	21	4
1999-2000	153	25	16	21	4
Nouvelle-Écosse					
1995-1996	1 208	401	33	339	62
1996-1997	1 154	376	33	313	63
1997-1998	1 442	380	26	314	66
1998-1999	1 567	368	23	302	66
1999-2000	1 605	345	21	278	67
Nouveau-Brunswick³					
1995-1996	1 117	250	22	241	9
1996-1997	1 172	267	23	258	9
1997-1998	1 239	386	31	377 ^e	9
1998-1999	993	319	32	310	9
1999-2000	1 008	229	23	220	9
Québec⁴					
1995-1996	14 260	4 594	32	4 189	405
1996-1997	13 128	4 405	34	4 016	389
1997-1998	13 407	3 744	28	3 382	362
1998-1999	14 357	3 465	24	3 123	342
1999-2000	15 356	3 351	22	3 014	337
Ontario⁵					
1995-1996	16 513	6 485	39	6 181	304
1996-1997	16 396	6 028	37	5 726	302
1997-1998	17 144	5 319	31	5 011	308
1998-1999	17 220	5 353	31	5 045	308
1999-2000	17 576	5 101	29	4 775	326
Manitoba					
1995-1996	1 671	586	35	539	47
1996-1997	1 698	581	34	534	47
1997-1998	1 711	541	32	494	47
1998-1999	1 474	594	40	544	50
1999-2000	1 492	490	33	437	53
Saskatchewan					
1995-1996	1 039	187	18	126	61
1996-1997	1 054	175	17	114	61
1997-1998	1 075	230	21	169	61
1998-1999	1 349	261	19	198	63
1999-2000	1 451	293	20	231	62
Alberta⁶					
1995-1996	5 872	1 247	21	1 222	25
1996-1997	6 011	2 001	33	1 977	24
1997-1998	6 176	1 395	23	1 372	23
1998-1999	5 156	1 228	24	1 199	29
1999-2000	5 333	1 167	22	1 139	28

Tableau 8
Participation des membres du Barreau, à la prestation des services d'aide juridique – fin

Province/territoire et année	Total des membres du Barreau	Avocats qui ont assuré des services d'aide juridique		Avocats de pratique privée qui ont assuré des services d'aide juridique	Avocats salariés
		Total	%	Total	Total
Colombie-Britannique					
1995-1996	7 948	1 994	25	1 921	73
1996-1997	8 216	1 907	23	1 823	84
1997-1998	6 966	1 743	25	1 662	81
1998-1999	6 895	1 718	25	1 634	84
1999-2000	7 040	1 593	23	1 520	73
Territoires du Nord-Ouest					
1995-1996	277	65	23	56	9
1996-1997	279	53	19	45	8
1997-1998	287	64	22	55	9
1998-1999	244	56	23	45	11
1999-2000	251	52	21	43	9
Territoire du Yukon					
1995-1996	163	25	15	23	2
1996-1997	155	14	9	10	4
1997-1998	155	29	19	24	5
1998-1999	171	25	15	20	5
1999-2000	181	16	9	12	4
Nunavut⁷					
1999-2000	..	..	..	..	..
Canada					
1995-1996	50 742	16 053	32	15 015	1 038
1996-1997	49 835	15 965	32	14 925	1 040
1997-1998	50 185	13 922	28	12 907	1 015
1998-1999	50 021	13 471	27	12 456	1 015
1999-2000	51 893	12 662	24	11 690	972

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Les données sur le nombre des membres du Barreau sont fournies par la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada et représentent les avocats en assurés et en exercice. Les données sont basées sur le compte à la fin de décembre de chaque année.

² **Terre-Neuve** La baisse du nombre d'avocats de pratique privée qui fournissent des services d'aide juridique tient en partie à la mise sur pied d'un bureau de règlement des conflits en 1996. Ce bureau réunit des avocats payés par l'aide juridique, mais il est techniquement distinct des bureaux de l'aide juridique.

³ **Nouveau-Brunswick** Depuis 1997-1998, les données comprennent les avocats actifs de pratique privée, qui ont fourni des services d'aide juridique dans le cadre du Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille, à titre d'avocats nommés d'office ou d'avocats suppléants. Outre le total, 168 avocats de pratique privée ont fait fonction de remplaçants en vertu d'un contrat signé avec le Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille du ministère de la Justice.

⁴ **Québec** Comprend les avocats et les notaires. Les chiffres pour 1996-1997 ne comprennent pas les avocats non-résidents.

⁵ **Ontario** Sont exclus les avocats qui assurent les services d'avocats nommés d'office. Avant 1997-1998, le nombre total d'avocats de pratique privée pour l'Ontario ne comprend pas les avocats travaillant pour des entreprises. Ces avocats sont inclus dans les données de 1997-1998. Les données pour 1996-1997 ne comprennent pas les avocats non-résidents. Ces avocats comptent pour moins de 1 % de tous les avocats qui exercent en Ontario.

⁶ **Alberta** Depuis le 1^{er} septembre 1994, des avocats salariés (à Calgary et Edmonton) assurent des services d'avocats nommés d'office. Ils offrent également des services aux jeunes.

⁷ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1^{er} avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1^{er} avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 9
Total des demandes¹ d'aide juridique reçues, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Demandes totales		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	% de variation	Total	% de variation	% du total	Total	% de variation	% du total
Terre-Neuve								
1995-1996	16 485	3	9 276	3	56	7 209	2	44
1996-1997	18 097	10	10 151	9	56	7 946	10	44
1997-1998	15 648	-14	9 069	-11	58	6 579	-17	42
1998-1999	14 553 ^e	-7	8 435 ^e	-7	58	6 118 ^e	-7	42
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse								
1995-1996	23 263	-7	11 491	-3	49	11 772	-10	51
1996-1997	21 661	-7	11 649	1	54	10 012	-15	46
1997-1998	20 684	-5	11 499	-1	56	9 185	-8	44
1998-1999	19 734	-5	11 449	--	58	8 285	-10	42
1999-2000	24 003	22	15 653	37	65	8 350	1	35
Nouveau-Brunswick²								
1995-1996	2 440	-6	2 292	-4	94	148	-24	6
1996-1997	2 522	3	2 338	2	93	184	24	7
1997-1998	5 454	116	2 436	4	45	3 018	1,540	55
1998-1999	5 055	-7	1 969	-19	39	3 086	2	61
1999-2000	5 186	3	2 026	3	39	3 160	2	61
Québec								
1995-1996	331 043	--	122 469	-3	37	208 574	2	63
1996-1997	284 537	-14	102 871	-16	36	181 666	-13	64
1997-1998	261 269	-8	96 917	-6	37	164 352	-10	63
1998-1999	258 763	-1	95 209	-2	37	163 554	--	63
1999-2000	257 673	--	95 625	--	37	162 048	-1	63
Ontario								
1995-1996	386 001	-21	..	..	..	..	..	..
1996-1997	307 315	-20	..	..	..	..	..	..
1997-1998	311 502	1	..	..	..	..	..	..
1998-1999	347 522	12	..	..	..	..	..	..
1999-2000	350 658	1	..	..	..	..	..	..
Manitoba³								
1995-1996	30 978	-1	17 852	..	58	13 126	..	42
1996-1997	23 867	-23	12 592	-29	53	11 275	-14	47
1997-1998	22 308	-7	11 429	-9	51	10 879	-4	49
1998-1999	22 155	-1	11 572	1	52	10 583	-3	48
1999-2000	22 042	-1	11 838	2	54	10 204	-4	46
Saskatchewan								
1995-1996	23 186	-4	16 885	-1	73	6 301	-9	27
1996-1997	23 027	-1	16 560	-2	72	6 467	3	28
1997-1998	23 618	3	17 662	7	75	5 956	-8	25
1998-1999	23 981	2	17 985	2	75	5 996	1	25
1999-2000	24 469	2	17 858	-1	73	6 611	10	27
Alberta								
1995-1996	34 971	-4	25 352	-5	72	9 619	-1	28
1996-1997	35 659	2	25 076	-1	70	10 583	10	30
1997-1998	35 713	--	24 802	-1	69	10 911	3	31
1998-1999	39 409	10	27 370	10	69	12 039	10	31
1999-2000	42 365	8	29 019	6	68	13 346	11	32
Colombie-Britannique⁴								
1995-1996	122 824	2	55 250	7	45	67 574	-2	55
1996-1997	103 406	-16	44 974	-19	43	58 432	-14	57
1997-1998	102 336	-1	41 697	-7	41	60 639	4	59
1998-1999	99 331	-3	39 523	-5	40	59 808	-1	60
1999-2000	98 535	-1	38 409	-3	39	60 126	1	61

Tableau 9
Total des demandes¹ d'aide juridique reçues, affaires criminelles et civiles – fin

Province/territoire et année	Demandes totales		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	% de variation	Total	% de variation	% du total	Total	% de variation	% du total
Territoires du Nord-Ouest⁵								
1995-1996	2 919	-12	1 990	-17	68	929	3	32
1996-1997	2 889	-1	1 972	-1	68	917	-1	32
1997-1998	2 196	-24	1 167	-41	53	1 029	12	47
1998-1999	1 752	-20	802	-31	46	950	-8	54
1999-2000	1 707	-3	862	7	50	845	-11	50
Territoire du Yukon⁶								
1995-1996	1 467	..	1 117	..	76	350	..	24
1996-1997	1 471	--	1 130	1	77	341	-3	23
1997-1998	1 176	-20	739	-35	63	437	28	37
1998-1999	1 186	1	743	1	63	443	1	37
1999-2000	1 015	-14	774	4	76	241	-46	24
Nunavut⁷								
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada								
1995-1996	975 577	-9	..	..	..	..	..	..
1996-1997	824 451	-15	..	..	..	..	..	..
1997-1998	801 904	-3	..	..	..	..	..	..
1998-1999	833 441	4	..	..	..	..	..	..
1999-2000	827 653	-1	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Autres données ayant trait au tableau 9 Les données qui suivent s'appliquent aux secteurs de compétence qui ont fourni le nombre de demandes de services relatifs à des affaires relevant de la compétence des provinces/territoires (incluses dans les affaires en matière criminelle au tableau 9).

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Terre-Neuve	260	131	114	..	..
Nouvelle-Écosse	153	105	121	113	128
Nouveau-Brunswick	..	..	..	44	66
Québec	15 181	10 815	8 530	8 889	8 649
Saskatchewan	33	16	24	36	14
Alberta	261	195	252	187	154
Colombie-Britannique	..	..	..	840	929
Territoires du Nord-Ouest	80	52	28	15	18

¹ **Demandes** Les données sur les demandes approuvées et refusées qui figurent aux tableaux 10 et 12 peuvent ne pas correspondre aux comptes provinciaux et territoriaux déclarés au tableau 9 pour deux raisons : premièrement, la décision d'accepter ou de refuser une demande peut ne pas être prise durant la période où la demande est présentée. En général, la plupart des demandes sont présentées et évaluées durant la même période, et le nombre reporté à l'exercice financier suivant est donc relativement petit. Deuxièmement, le compte des demandes approuvées figurant aux tableaux 10 et 11 ne s'applique qu'aux demandes de services complets, à moins d'indication contraire dans les notes. Le compte total des demandes (tableau 9), par contre, est la somme des demandes approuvées (services complets et services sommaires) et des demandes refusées. Les tableaux 9 et 12 ne contiennent pas les données pour l'Île-du-Prince-Édouard, étant donné que, dans cette province, seules les données sur les demandes approuvées sont conservées.

² **Nouveau-Brunswick** Les chiffres sur les demandes en matière civile pour les années antérieures à 1997-1998 sont incomplets. Étant donné que le Régime d'aide juridique en matière de droit de la famille administré par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick n'exige pas le dépôt de demandes, le chiffre se rapportant aux demandes d'aide en matière civile pour le Nouveau-Brunswick en 1997-1998 représente le nombre de demandes d'aide juridique en matière de droit de la famille retenues (ou « acceptées ») par le ministère de la justice du Nouveau-Brunswick, en plus des demandes d'aide juridique en matière de droit de la famille déposées auprès du Régime d'aide juridique du Nouveau-Brunswick. Il serait bon aussi de tenir compte de ce fait en examinant les données sur le nombre total de demandes. Le Nouveau-Brunswick offre d'autres mécanismes de règlement des différends pour les conflits entre propriétaires et locataires, et les conflits régis par la législation du travail. Les taux d'approbation dans le cas des affaires civiles ne tiennent pas compte des renvois, qui peuvent être faits à ces autres mécanismes de règlement de différends.

³ **Manitoba** Si le nombre total de demandes en 1996-1997 a diminué de 23 %, c'est parce que des clients ont commencé à recevoir une aide directe d'avocats nommés d'office offrant un service complet dans la salle du tribunal plutôt que dans des bureaux d'aide juridique. La baisse du nombre de demandes traitées dans les bureaux d'aide juridique tient à la baisse générale du nombre de demandes inscrites.

⁴ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.

⁵ **Territoires du Nord-Ouest** Les données portent sur le nombre de personnes ayant demandé des services d'aide juridique. Les comptes relatifs aux avocats nommés d'office sont compris. En 1999-2000, au total 4 672 personnes ont comparu devant un tribunal sans se faire représenter par un avocat (admissibilité présumée), en 1998-1999 le total était de 4 456 personnes. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'« admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes.

⁶ **Territoire du Yukon** On ne fait aucune distinction entre les demandes de services sommaires et les demandes de services complets. Tous les services sont considérés comme des services complets. Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes. Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants.

⁷ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques aux Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront comprises séparément.

Tableau 10
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total des demandes approuvées			Affaires criminelles				Affaires civiles				Population '000
	Total	% de variation	Taux pour 1,000 habitants	Total criminelles	% de variation	% du total	Taux pour 1,000 habitants	Total civiles	% de variation	% du total	Taux pour 1,000 habitants	
Terre-Neuve ¹												
1995-1996	9 969	4	18 ^r	7 095	8	71	12	2 874	-3	29	5	567,9 ^r
1996-1997	10 880	9	19	7 823	10	72	14	3 057	6	28	5	560,6 ^r
1997-1998	9 838	-10	18	7 173	-8	73	13	2 665	-13	27	5	554,4 ^r
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	545,4 ^r
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	541,0
Île-du-Prince-Édouard												
1995-1996	1 103	-12	8	1 028	-12	93	8	75	-16	7	1	134,8 ^r
1996-1997	1 210	10	9	1 134	10	94	8	76	1	6	1	136,2 ^r
1997-1998	1 274	5	9	1 193	5	94	9	81	7	6	1	136,9 ^r
1998-1999	1 098	-14	8	1 019	-15	93	7	79	-2	7	1	137,0 ^r
1999-2000	1 209	10	9	1 133	11	94	8	76	-4	6	1	138,0
Nouvelle-Écosse												
1995-1996	18 067	-7	19	9 729	-4	54	10	8 338	-11	46	9	927,7 ^r
1996-1997	16 529	-9	18	9 737	--	59	10	6 792	-19	41	7	931,2 ^r
1997-1998	15 744	-5	17	9 718	--	62	10	6 026	-11	38	6	934,5 ^r
1998-1999	14 575	-7	16	8 996	-7	62	10	5 579	-7	38	6	936,1 ^r
1999-2000	15 481	6	16	9 745	8	63	10	5 736	3	37	6	939,8
Nouveau-Brunswick ²												
1995-1996	1 550	-2	2	1 433	-1	92	2	117	-11	8	--	751,8 ^r
1996-1997	1 629	5	2	1 487	4	91	2	142	21	9	--	753,0 ^r
1997-1998	3 932	141	5	1 400	-6	36	2	2 532	1 683	64	3	754,2 ^r
1998-1999	3 965	1	5	1 278	-9	32	2	2 687	6	68	4	753,5 ^r
1999-2000	4 637	17	6	1 285	1	28	2	3 352	25	72	4	755,0
Québec ³												
1995-1996	302 155	--	42 ^r	115 812	-3	38	16	186 343	2	62	26 ^r	7 241,4 ^r
1996-1997	240 178	-21	33 ^r	85 651	-26	36	12	154 527	-17	64	21	7 274,0 ^r
1997-1998	214 254	-11	29	77 071	-10	36	11 ^r	137 183	-11	64	19 ^r	7 302,6 ^r
1998-1999	216 790	1	30	78 084	1	36	11	138 706	1	64	19	7 323,0 ^r
1999-2000	215 991	--	29	77 525	-1	36	11	138 466	--	64	19	7 345,4
Ontario												
1995-1996	172 655	-21	16 ^r	73 464	-19	43	7	99 191	-23	57	9	10 964,9 ^r
1996-1997	111 889	-35	10	51 347	-30	46	5	60 542	-39	54	5	11 100,9 ^r
1997-1998	115 620	3	10	54 890	7	47	5	60 730	--	53	5	11 249,5 ^r
1998-1999	131 512	14	12	61 250	12	47	5	70 262	16	53	6	11 384,4 ^r
1999-2000	140 903	7	12	62 054	1	44	5	78 849	12	56	7	11 513,8
Manitoba												
1995-1996	22 464	-1	20	12 583	1	56	11	9 881	-3	44	9	1 129,8 ^r
1996-1997	18 349	-18	16	9 283	-26	51	8	9 066	-8	49	8	1 134,3 ^r
1997-1998	17 009	-7	15	7 959	-14	47	7	9 050	--	53	8	1 136,6 ^r
1998-1999	17 306	2	15	8 580	8	50	8	8 726	-4	50	8	1 138,0 ^r
1999-2000	17 374	--	15	8 871	3	51	8	8 503	-3	49	7	1 143,5
Saskatchewan												
1995-1996	21 651	-4	21	15 832	-2	73	16	5 819	-10	27	6	1 014,2 ^r
1996-1997	21 484	-1	21	15 515	-2	72	15	5 969	3 ^r	28	6	1 019,5 ^r
1997-1998	21 980	2	22	16 550	7	75	16	5 430	-9	25	5	1 022,0 ^r
1998-1999	22 401	2	22	16 971	3	76	17	5 430	-	24	5	1 025,2 ^r
1999-2000	21 891	-2	21	16 419	-3	75	16	5 472	1	25	5	1 027,8
Alberta												
1995-1996	26 915	-5	10	20 463	-7	76	7	6 452	1	24	2	2 739,9 ^r
1996-1997	28 014	4	10	20 853	2	74	7	7 161	11	26	3	2 780,6 ^r
1997-1998	28 316	1	10	20 646	-1	73	7	7 670	7	27	3	2 837,2 ^r
1998-1999	30 294	7	10	22 253	8	73	8	8 041	5	27	3	2 906,9 ^r
1999-2000	32 051	6	11	23 378	5	73	8	8 673	8	27	3	2 964,7
Colombie-Britannique ⁴												
1995-1996	61 881	-12	16	..	..	..	..	..	..	..	..	3 784,0 ^r
1996-1997	56 018	-9	14	31 226	..	56	8	24 792	..	44	6	3 882,0 ^r
1997-1998	51 871	-7	13	28 702	-8	55	7	23 169	-7	45	6	3 959,7 ^r
1998-1999	50 738	-2	13	28 043	-2	55	7	22 695	-2	45	6	3 998,3 ^r
1999-2000	51 534	2	13	27 479	-2	53	7	24 055	6	47	6	4 023,1

Tableau 10
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles et civiles – fin

Province/territoire et année	Total des demandes approuvées			Affaires criminelles				Affaires civiles				'000
	Total	% de variation	Taux pour 1,000 habitants	Total criminelles	% de variation	% du total	Taux pour 1,000 habitants	Total civiles	% de variation	% du total	Taux pour 1,000 habitants		Population
Territoires du Nord-Ouest⁵												
1995-1996	2 854	10	43	2 368	16	83	36	486	-10	17	7	66,6 ^f
1996-1997	2 007	-30	30	1 595	-33	79	24	412	-15	21	6	67,6 ^f
1997-1998	1 321	-34	20 ^f	870	-45	66	13	451	9	34	7	67,7 ^f
1998-1999	1 131	-14	17	660	-24	58	10	471	4	42	7	67,5
1999-2000	1 000	-12	15	659	--	66	10	341	-28	34	5	68,6
Territoire du Yukon⁶												
1995-1996	1 478	18	48	1 164	20	79	38	314	11	21	10	30,9 ^f
1996-1997	1 372	-7	43 ^f	1 079	-7	79	34	293	-7	21	9	31,9 ^f
1997-1998	1 045	-24	32 ^f	693	-36	66	22	352	20	34	11	32,2 ^f
1998-1999	1 032	-1	33	685	-1	66	22	347	-1	34	11	31,6
1999-2000	1 003	-3	33	767	12	76	25	236	-32	24	8	30,6
Nunavut⁸												
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada⁷												
1995-1996	642 742	-8	22	..	..	..	..	..	..	..	..	29 353,9 ^f
1996-1997	509 559	-21	17	236 730	..	46	8	272 829	..	54	9	29 671,9 ^f
1997-1998	482 204	-5	16	226 865	-4	47	8 ^f	255 339	-6	53	9 ^f	29 987,2 ^f
1998-1999	490 842	2	16	227 819	--	46	8	263 023	3	54	9	30 246,9 ^f
1999-2000	503 074	2	16	229 315	--	46	8	273 759	4	54	9	30 491,3

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Autres données ayant trait au tableau 10 Les données qui suivent s'appliquent aux secteurs de compétence qui ont fourni le nombre de demandes de services sommaires qui ont été approuvées (non incluses dans le tableau 10).

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Nouvelle-Écosse	2 243	2 352	2 228	1 644	1 586
Nouveau-Brunswick	..	..	9 875	..	..
Ontario	184 609	159 590	167 538	177 493	183 826
Manitoba	20 188	21 917	19 421	23 108	21 572
Saskatchewan	7 769	7 061	6 483	6 210	5 816
Colombie-Britannique	41 495	26 639	26 269	23 735	30 460

- Terre-Neuve** On a obtenu les chiffres des demandes approuvées (total, matière criminelle et matière civile, tous les exercices) pour Terre-Neuve en soustrayant le nombre de demandes rejetées du nombre total de demandes présentées pendant l'exercice.
- Nouveau-Brunswick** Les chiffres des demandes en matière civile (total et nombre de demandes approuvées) pour les exercices antérieurs à 1997-1998 sont incomplets. Les chiffres sur le nombre de demandes présentées en 1995-1996 et 1996-1997 ne comprennent pas les cas visés par le Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille qui est administré par le ministère de la Justice.
- Québec** Les données n'incluent pas les attestations conditionnelles dont l'admissibilité des bénéficiaires n'avait pas été établie au 31 mars. La diminution du nombre de demandes approuvées en 1996-1997 était attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont resserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.
- Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.
- Territoires du Nord-Ouest** En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'«admissibilité présumée», selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes. En 1998-1999, au total, 4 456 personnes ont comparu devant un tribunal sans se faire représenter par un avocat (admissibilité présumée).
- Territoire du Yukon** Toutes les demandes approuvées sont considérées comme des demandes de services complets. Depuis 1993-1994, le chiffre fourni représente le nombre de certificats délivrés. Comme un certificat peut viser plus d'une demande, le lecteur devrait prendre garde de ne pas additionner ensemble les chiffres figurant aux tableaux 10 et 12 pour le Yukon. Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes.
- Canada** En matière civile, une seule affaire peut être incluse dans une demande. En matière criminelle, plusieurs chefs d'accusation peuvent figurer sur la même demande, et ils peuvent être traités séparément. Comme il n'est pas obligatoire d'utiliser l'infraction la plus grave comme principale infraction, le nombre d'infractions énumérées est supérieur au nombre de demandes approuvées et attribuées. Le nombre total de demandes individuelles approuvées est détaillé selon le nombre de certificats. Lorsqu'une affaire reliée à l'objet d'une demande originale survient à une date ultérieure (y compris un appel), une nouvelle demande doit en général être présentée et un nouveau certificat est approuvé. Le total comprend plus d'un certificat par demande.
- Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 11
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total des demandes approuvées				Affaires criminelles					Affaires civiles					
	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Avocats salariés		Avocats de pratique privée			Avocats salariés		Avocats de pratique privée			
	Nombre	% du total	Nombre	% du total	Nombre	% des affaires criminelles approuvées	Nombre	% des affaires criminelles approuvées	Nombre	% des affaires civiles approuvées	Nombre	% des affaires civiles approuvées	Nombre	% des affaires civiles approuvées	
Terre-Neuve¹															
1995-1996	9 969	..	..	..	..	7 095	..	..	..	2 874	..	..	..	..
1996-1997	10 880	..	..	..	..	7 823	..	..	..	3 057	..	..	..	..
1997-1998	9 838	..	..	..	..	7 173	..	..	..	2 665	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard²															
1995-1996	1 103	1 016 ^e	92 ^e	87 ^e	8 ^e	1 028	954 ^e	93 ^e	74 ^e	7 ^e	75	62	83	13	17
1996-1997	1 210	991 ^e	82 ^e	219 ^e	18 ^e	1 134	940 ^e	83 ^e	194 ^e	17 ^e	76	51	67	25	33
1997-1998	1 274	1 127 ^e	88 ^e	147 ^e	12 ^e	1 193	1 077 ^e	90 ^e	116 ^e	10 ^e	81	50	62	31	38
1998-1999	1 098	992	90	106	10	1 019	935	92	84	8	79	57	72	22	28
1999-2000	1 209	1 045	86	164	14	1 133	995	88	138	12	76	50	66	26	34
Nouvelle-Écosse															
1995-1996	18 067	15 059	83	3 008	17	9 729	8 805	91	924	9	8 338	6 254	75	2 084	25
1996-1997	16 529	14 129	85	2 400	15	9 737	8 932	92	805	8	6 792	5 197	77	1 595	23
1997-1998	15 744	13 501	86	2 243	14	9 718	8 904	92	814	8	6 026	4 597	76	1 429	24
1998-1999	14 575	12 095	83	2 480	17	8 996	7 959	88	1 037	12	5 579	4 136	74	1 443	26
1999-2000	15 481	12 567	81	2 914	19	9 745	8 583	88	1 162	12	5 736	3 984	69	1 752	31
Nouveau-Brunswick³															
1995-1996	1 550	...	...	1 550	100	1 433	...	...	1 433	100	117	...	...	117	100
1996-1997	1 629	...	...	1 629	100	1 487	...	...	1 487	100	142	...	...	142	100
1997-1998	3 932	1 183	30	2 749	70	1 400	...	...	1 400	100	2 532	1 183	47	1 349	53
1998-1999	3 965	1 253	32	2 712	68	1 278	...	...	1 278	100	2 687	1 253	47	1 434	53
1999-2000	4 637	1 311	28	3 326	72	1 285	...	...	1 285	100	3 352	1 311	39	2 041	61
Québec															
1995-1996	302 155	157 588	52	144 567	48	115 812	54 142	47	61 670	53	186 343	103 446	56	82 897	44
1996-1997	240 178	127 969	53	112 209	47	85 651	39 684	46	45 967	54	154 527	88 285	57	66 242	43
1997-1998	214 254	105 836	49	108 418	51	77 071	29 325	38	47 746	62	137 183	76 511	56	60 672	44
1998-1999	216 790	103 733	48	113 057	52	78 084	28 760	37	49 324	63	138 706	74 973	54	63 733	46
1999-2000	215 991	103 390	48	112 601	52	77 525	28 514	37	49 011	63	138 466	74 876	54	63 590	46
Ontario															
1995-1996	172 655	37 473	22	135 182	78	73 464	...	...	73 464	100	99 191	37 473	38	61 718	62
1996-1997	111 889	37 097	33	74 792	67	51 347	...	...	51 347	100	60 542	37 097	61	23 445	39
1997-1998	115 620	32 409	28	83 211	72	54 890	...	...	54 890	100	60 730	32 409	53	28 321	47
1998-1999	131 512	29 365	22	102 147	78	61 250	...	...	61 250	100	70 262	29 365	42	40 897	58
1999-2000	140 903	33 359	24	107 544	76	62 054	...	...	62 054	100	78 849	33 359	42	45 490	58
Manitoba															
1995-1996	22 464	6 907	31	15 557	69	12 583	3 848	31	8 735	69	9 881	3 059	31	6 822	69
1996-1997	18 349	5 253	29	13 096	71	9 283	2 086	22	7 197	78	9 066	3 167	35	5 899	65
1997-1998	17 009	4 664	27	12 345	73	7 959	1 550	19	6 409	81	9 050	3 114	34	5 936	66
1998-1999	17 306	4 806	28	12 500	72	8 580	1 633	19	6 947	81	8 726	3 173	36	5 553	64
1999-2000	17 374	4 746	27	12 628	73	8 871	1 732	20	7 139	80	8 503	3 014	35	5 489	65
Saskatchewan															
1995-1996	21 651	21 310	98	341	2	15 832	15 590	98	242	2	5 819	5 720	98	99	2
1996-1997	21 484	21 047	98	437	2	15 515	15 234	98	281	2	5 969	5 813	97	156	3
1997-1998	21 980	20 789	95	1 191	5	16 550	16 247	98	303	2	5 430	4 542	84	888	16
1998-1999	22 401	21 251	95	1 150	5	16 971	16 604	98	367	2	5 430	4 647	86	783	14
1999-2000	21 891	20 722	95	1 169	5	16 419	15 624	95	795	5	5 472	5 098	93	374	7
Alberta															
1995-1996	26 915	2 717	10	24 198	90	20 463	2 584	13	17 879	87	6 452	133	2	6 319	98
1996-1997	28 014	2 846	10	25 168	90	20 853	2 731	13	18 122	87	7 161	115	2	7 046	98
1997-1998	28 316	2 915	10	25 401	90	20 646	2 845	14	17 801	86	6 670	70	1	7 600	99
1998-1999	30 294	2 823	9	27 471	91	22 253	2 748	12	19 505	88	8 041	75	1	7 966	99
1999-2000	32 051	3 035	9	29 016	91	23 378	2 827	12	20 551	88	8 673	208	2	8 465	98
Colombie-Britannique⁴															
1995-1996	61 881	12 967	21	48 914	79	..	..	..	30 203	..	..	..	..	18 711	..
1996-1997	56 018	12 939	23	43 079	77	31 226	5 251	17	25 975	83	24 792	7 688	31	17 104	69
1997-1998	51 871	13 311	26	38 560	74	28 702	4 623	16	24 079	84	23 169	8 688	37	14 481	63
1998-1999	50 738	12 905	25	37 833	75	28 043	4 793	17	23 250	83	22 695	8 112	36	14 583	64
1999-2000	51 534	12 244	24	39 290	76	27 479	4 390	16	23 089	84	24 055	7 854	33	16 201	67
Territoires du Nord-Ouest⁵															
1995-1996	2 854	566	20	2 288	80	2 368	547	23	1 821	77	486	19	4	467	96
1996-1997	2 007	433	22	1 574	78	1 595	430	27	1 165	73	412	3	1	409	99
1997-1998	1 321	241	18	1 080	82	870	234	27	636	73	451	7	2	444	98
1998-1999	1 131	409	36	722	64	660	262	40	398	60	471	147	31	324	69
1999-2000	1 000	265	27	735	74	659	193	29	466	71	341	72	21	269	79

Tableau 11
Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, affaires criminelles et civiles – fin

Province/territoire et année	Total des demandes approuvées				Affaires criminelles				Affaires civiles						
	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Avocats salariés		Avocats de pratique privée				
	Nombre	% du total	Nombre	% du total	% des affaires criminelles approuvées	% des affaires criminelles approuvées	Nombre	% des affaires civiles approuvées	Nombre	% des affaires civiles approuvées					
Territoire du Yukon⁶															
1995-1996	1 478	627	42	851	58	1 164	567	49	597	51	314	60	19	254	81
1996-1997	1 372	828	60	544	40	1 079	698	65	381	35	293	130	44	163	56
1997-1998	1 045	702	67	343	33	693	504	73	189	27	352	198	56	154	44
1998-1999	1 032	647	63	385	37	685	426	62	259	38	347	221	64	126	36
1999-2000	1 003	592	59	411	41	767	423	55	344	45	236	169	72	67	28
Nunavut⁷															
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada															
1995-1996	642 742	..	..	..	..	297 459	..	..	..	..	345 283	..	..	..	..
1996-1997	509 559	..	..	..	..	236 730	..	..	..	..	272 829	..	..	..	..
1997-1998	482 204	..	..	..	..	226 865	..	..	..	..	255 339	..	..	..	..
1998-1999	490 842	..	..	..	..	227 819	..	..	..	..	263 023	..	..	..	..
1999-2000	503 074	..	..	..	..	229 315	..	..	..	..	273 759	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Autres données relatives au tableau 11 Les données qui suivent s'appliquent aux secteurs de compétence qui ont fourni le nombre de demandes approuvées en faveur de jeunes personnes (incluses dans les affaires en matière criminelle au tableau 11).

	1995-1996		1996-1997		1997-1998		1998-1999		1999-2000	
	Avocats salariés	Avocats de pratique privée	Avocats salariés	Avocats de pratique privée	Avocats salariés	Avocats de pratique privée	Avocats salariés	Avocats de pratique privée	Avocats salariés	Avocats de pratique privée
Île-du-Prince-Édouard	267	-	248	-	251	20	226	24	224	29
Nouvelle-Écosse	2 473	284	2 226	173	2 056	181	1 765	241	1 978	279
Nouveau-Brunswick	...	...	...	...	...	...	-	251	-	155
Québec	7 814	4 967	6 917	4 967	6 564	6 368	6 089	6 388	5 936	6 260
Manitoba	1 510	1 668	521	1 289	267	1 219	244	1 301	240	1 259
Saskatchewan	3 979	42	3 842	56	4 330	61	3 951	64	2 601	103
Alberta	-	3 898	2 731	4 117	2 845	3 844	2 743	4 073	2 713	4 069
Colombie-Britannique	...	...	...	...	...	...	1 510	4 940	1 409	4 502
Yukon	-	158	-	62	147	31	135	60	131	54

¹ **Terre-Neuve** On a obtenu les chiffres des demandes approuvées (total, matière criminelle et matière civile, tous les exercices) pour Terre-Neuve en soustrayant le nombre de demandes rejetées du nombre total de demandes présentées pendant l'exercice.

² **Île-du-Prince-Édouard** On a procédé à des estimations du nombre de demandes approuvées par des avocats salariés et des avocats de pratique privée jusqu'en 1997-1998. Les estimations étaient fondées sur la proportion d'affaires criminelles et civiles dont se sont occupés des avocats salariés et des avocats de pratique privées. Les pourcentages ont été arrondis aux fins de présentation.

³ **Nouveau-Brunswick** Les chiffres des demandes en matière civile pour les exercices antérieurs à 1997-1998 sont incomplets.

⁴ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.

⁵ **Territoires du Nord-Ouest** En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'«admissibilité présumée», selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes. En 1999-2000, au total 4 672 personnes ont comparu devant un tribunal sans se faire représenter par un avocat (admissibilité présumée), en 1998-1999 le total était de 4 456 personnes.

⁶ **Territoire du Yukon** Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes. Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants.

⁷ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 12
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, raisons

Province/territoire et année	Total	Total des demandes rejetées				Total	Inadmissibilité financière				Total	Autres raisons			
	No.	Affaires criminelles		Affaires civiles		No.	Affaires criminelles		Affaires civiles		No.	Affaires criminelles		Affaires civiles	
		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%
Terre-Neuve²															
1995-1996	6 516	2 181	33	4 335	67	767	347	45	420	55	5 749	1 834	32	3 915	68
1996-1997	7 217	2 328	32	4 889	68	917	386	42	531	58	6 300	1 942	31	4 358	69
1997-1998	5 810	1 896	33	3 914	67	800	289	36	511	64	5 010	1 607	32	3 403	68
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse															
1995-1996	2 576	842	33	1 734	67	1 223	274	22	949	78	1 353	568	42	785	58
1996-1997	2 375	898	38	1 477	62	971	274	28	697	72	1 404	624	44	780	56
1997-1998	2 312	877	38	1 435	62	961	315	33	646	67	1 351	562	42	789	58
1998-1999	1 997	749	38	1 248	62	847	249	29	598	71	1 150	500	43	650	57
1999-2000	2 120	833	39	1 287	61	966	344	36	622	64	1 154	489	42	665	58
Nouveau-Brunswick³															
1995-1996	890	859	97	31	3	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	893	851	95	42	5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	784	784	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	780	691	89	89	11	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	793	745	94	48	6	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Québec⁴															
1995-1996	28 888	6 657	23	22 231	77	20 269	4 686	23	15 583	77	8 619	1 971	23	6 648	77
1996-1997	42 859	16 095	38	26 764	62	18 346	4 328	24	14 018	76	24 513	11 767	48	12 746	52
1997-1998	43 324	17 009	39	26 315	61	18 541	7 048	38	11 493	62	24 783	9 961	40	14 822	60
1998-1999	38 178	13 901	36	24 277	64	18 789	6 954	37	11 835	63	19 389	6 947	36	12 442	64
1999-2000	36 390	13 681	38	22 709	62	19 017	7 626	40	11 391	60	17 373	6 055	35	11 318	65
Ontario⁵															
1995-1996	54 111	27 745	51	26 366	49	7 047	2 560	36	4 487	64	47 064	25 185	54	21 879	46
1996-1997	35 836	20 995	59	14 841	41	3 463	2 153	62	1 310	38	32 373	18 842	58	13 531	42
1997-1998	28 911	18 971	66	9 940	34	5 387	3 535	66	1 852	34	23 524	15 436	66	8 088	34
1998-1999	38 517	23 096	60	15 421	40	6 737	4 040	60	2 697	40	31 780	19 056	60	12 724	40
1999-2000	30 057	17 343	58	12 714	42	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Manitoba															
1995-1996	5 565	3 007	54	2 558	46	846	406	48	440	52	4 719	2 601	55	2 118	45
1996-1997	3 077	1 397	45	1 680	55	480	176	37	304	63	2 597	1 221	47	1 376	53
1997-1998	3 061	1 292	42	1 769	58	307	83	27	224	73	2 754	1 209	44	1 545	56
1998-1999	2 102	858	41	1 244	59	302	101	33	201	67	1 800	757	42	1 043	58
1999-2000	2 380	1 003	42	1 377	58	319	108	34	211	66	2 061	895	43	1 166	57
Saskatchewan															
1995-1996	1 535	1 053	69	482	31	1 045	723	69	322	31	490	330	67	160	33
1996-1997	1 543	1 045	68	498	32	1 112	769	69	343	31	431	276	64	155	36
1997-1998	1 638	1 112	68	526	32	1 192	848	71	344	29	446	264	59	182	41
1998-1999	1 580	1 014	64	566	36	1 165	773	66	392	34	415	241	58	174	42
1999-2000	1 429	925	65	504	35	1 072	712	66	360	34	357	213	60	144	40
Alberta															
1995-1996	8 067	4 900	61	3 167	39	2 758	1 786	65	972	35	5 309	3 114	59	2 195	41
1996-1997	7 645	4 223	55	3 422	45	3 200	2 024	63	1 176	37	4 445	2 199	49	2 246	51
1997-1998	7 397	4 156	56	3 241	44	3 141	1 937	62	1 204	38	4 256	2 219	52	2 037	48
1998-1999	9 115	5 117	56	3 998	44	2 559	1 512	59	1 047	41	6 556	3 605	55	2 951	45
1999-2000	10 314	5 641	55	4 673	45	2 833	1 595	56	1 238	44	7 481	4 046	54	3 435	46
Colombie-Britannique⁶															
1995-1996	60 826	18 695	31	42 131	69	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	47 252	13 603	29	33 649	71	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	32 411	12 995	40	19 416	60	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	27 867	11 480	41	16 387	59	8 135	3 141	39	4 994	61	19 732	8 339	42	11 393	58
1999-2000	25 865	10 930	42	14 935	58	7 915	3 172	40	4 743	60	17 950	7 758	43	10 192	57
Territoires du Nord-Ouest															
1995-1996	877	481	55	396	45	107	40	37	67	63	770	441	57	329	43
1996-1997	776	321	41	455	59	113	51	45	62	55	663	270	41	393	59
1997-1998	673	..	..	..	..	100	32	32	68	68	573	..	..	..	..
1998-1999	627	..	..	..	..	83	..	..	..	..	544	..	..	..	..
1999-2000	380	..	..	..	..	55	..	..	..	..	310	..	..	..	..

Tableau 12
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, raisons – fin

Province/territoire et année	Total	Total des demandes rejetées				Total	Inadmissibilité financière				Total	Autres raisons				
		Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles		
		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%	
Territoire du Yukon ⁷																
1995-1996	172	81	47	91	53	117	54	46	63	54	55	27	49	28	51	
1996-1997	125	53	42	72	58	69	34	49	35	51	56	19	34	37	66	
1997-1998	130	45	35	85	65	71	29	41	42	59	59	16	27	43	73	
1998-1999	154	58	38	96	62	86	31	36	55	64	68	27	40	41	60	
1999-2000	12	7	58	5	42	5	2	40	3	60	7	5	71	2	29	
Nunavut ⁹																
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada⁸																
1995-1996	170 023	66 501	39	103 522	61	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	149 598	61 809	41	87 789	59	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	126 451	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	120 917	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	109 740	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Demandes rejetées** La plupart des régimes procèdent à un certain tri des requérants avant que ceux-ci présentent une demande officielle. C'est pourquoi le nombre de demandes rejetées ne tient pas compte des personnes à qui on a refusé les services avant qu'elles aient présenté une demande. Le tableau 12 ne contient pas les données pour l'Île-du-Prince-Édouard. Dans cette province, seules les données sur les demandes approuvées sont conservées.

² **Terre-Neuve** Les demandes de services sommaires sont incluses.

³ **Nouveau-Brunswick** Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires relatifs à des affaires civiles. Les chiffres ne comprennent pas les demandes présentées au Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille qui est administré par le ministère de la Justice.

⁴ **Québec** L'augmentation du nombre de demandes refusées en 1996-1997 est attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont reserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.

⁵ **Ontario** Les données sur les centres de consultation communautaires son exclues. Ces centres traitent les affaires civiles ainsi que les affaires criminelles relatives aux adultes et jeunes personnes.

⁶ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.

⁷ **Territoire du Yukon** Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants.

⁸ **Canada** Les totaux partiels pour les affaires criminelles et civiles ne comprennent pas l'Île-du-Prince-Édouard pour toutes les années.

⁹ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 13
Services d'avocats nommés d'office, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total			Affaires criminelles		Affaires civiles	
	No.	No.	%	No.	%	No.	%
Terre-Neuve							
1995-1996	4 858	4 855	100	3	--		
1996-1997	4 652	4 646	100	6	--		
1997-1998	3 983	3 980	100	3	--		
1998-1999	4 649	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse¹							
1995-1996	287	285	99	2	1		
1996-1997	311	301	97	10	3		
1997-1998	141	134	95	7	5		
1998-1999	1 234	1 230	100	4	--		
1999-2000	4 518	4 507	100	11	--		
Nouveau-Brunswick²							
1995-1996	17 018	15 386	90	1 632	10		
1996-1997	17 016	15 818	93	1 198	7		
1997-1998	17 059	15 809	93	1 250	7		
1998-1999	15 413	14 335	93	1 078	7		
1999-2000	16 336	14 695	90	1 641	10		
Ontario³							
1995-1996	493 798	408 749	83	85 049	17		
1996-1997	579 500	487 230	84	92 270	16		
1997-1998	581 028	491 974	85	89 054	15		
1998-1999	600 559	505 754	84	94 805	16		
1999-2000	615 028	513 996	84	101 032	16		
Manitoba							
1995-1996	34 468	..	..	..	..
1996-1997	43 506	..	..	..	..
1997-1998	45 182	..	..	..	..
1998-1999	50 686	..	..	..	..
1999-2000	41 993	..	..	..	..
Saskatchewan⁴							
1995-1996	7 818	7 458	95	360	5		
1996-1997	7 999	7 694	96	305	4		
1997-1998	8 671	8 340	96	331	4		
1998-1999	8 435	8 423	100	12	--		
1999-2000	8 602	8 354	97	248	3		
Alberta⁵							
1995-1996	49 738	49 433	99	305	1		
1996-1997	47 496	47 227	99	269	1		
1997-1998	54 692	54 410	99	282	1		
1998-1999	57 019	56 723	99	296	1		
1999-2000	61 053	60 700	99	353	1		
Colombie-Britannique							
1995-1996	70 989	60 478	85	10 511	15		
1996-1997	75 114	..	..	..	..
1997-1998	75 499	..	..	..	..
1998-1999	61 058	..	..	..	..
1999-2000	60 361	..	..	..	..
Territoire du Yukon⁷							
1995-1996	379	327	86	52	14		
1996-1997	..	..	..	..	..
1997-1998	445	445	100	..	..
1998-1999	533	533	100	..	..
1999-2000	601	600	100	1	-		
Nunavut⁸							
1999-2000	..	..	..	..	..

Île-du-Prince-Édouard Depuis 1991, il n'existe plus de système de consultation tel que défini par la Cour suprême du Canada dans la cause *Brydges*. Les services d'avocats salariés sont fournis durant les heures normales de travail. Les avocats salariés peuvent à leur discrétion répondre aux appels après les heures, mais ils ne sont pas payés. Des services d'avocat peuvent être fournis à un tribunal, mais seulement aux personnes financièrement admissibles. Les services fournis à un tribunal sont comptés comme des demandes de services complets, même s'ils sont tous assurés le jour du dépôt de la demande (c.-à-d. lorsque la cause se termine par un plaidoyer, l'imposition d'une peine ou une autre décision, à la suite d'une seule comparution).

Québec Les données pour le Québec ne sont pas disponibles.

Territoires du Nord-Ouest Les avocats nommés d'office et les avocats des tribunaux itinérants ont rendu des services aux demandeurs approuvés de services complets qui sont dénombrés dans les tableaux 9, 10 et 11, ainsi que d'autres demandeurs comparissant en cour. Aucun dossier n'est conservé toutefois sur ces autres demandeurs.

¹ **Nouvelle-Écosse** L'augmentation notable des services d'avocats nommés d'office peut s'expliquer par le fait d'avoir embauché un avocat à plein temps en mai 1998. Les services d'avocats nommés d'office sont maintenant fournis par les tribunaux de juridiction criminelle aux personnes arrêtées et détenues.

² **Nouveau-Brunswick** Toutes les personnes qui reçoivent une aide sont comptées. En raison des problèmes de collecte de données en 1995-1996, le nombre d'avocats affectés aux affaires civiles est sous-estimé. Depuis 1996-1997, les services d'avocat nommé d'office en matière civile comprennent les services fournis à des clients dans le cadre du Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille du ministère de la Justice.

³ **Ontario** Des services d'avocats nommés d'office en matière civile sont offerts dans les tribunaux de la famille. Les services d'avocats nommés d'office sont offerts dans les tribunaux provinciaux mais ne sont pas offerts dans les tribunaux itinérants. Les chiffres des services d'avocats nommés d'office en matière criminelle comprennent les services d'avocats salariés nommés d'office pour toutes les années.

⁴ **Saskatchewan** Ne comprend pas les causes entendues par les tribunaux itinérants, lesquelles sont prises en compte dans les demandes de services complets assignées aux avocats salariés. Après les heures de bureau, les services d'aide juridique sont fournis par des avocats de pratique privée.

⁵ **Alberta** Comprend les services rendus pour les comités de révision en santé mentale.

⁶ **Colombie-Britannique** Les formulaires de déclaration remplis par les avocats nommés d'office ne permettent pas de faire une distinction nette entre les services en matière civile et les services en matière criminelle, ni entre les services en matière criminelle fournis à des adultes et ceux qui le sont à des adolescents.

⁷ **Territoire du Yukon** Avant 1996-1997, les chiffres représentent le nombre de jours de travail des avocats nommés d'office à Whitehorse seulement. Les jours d'audience des tribunaux itinérants ayant siégé en dehors de Whitehorse ne sont pas inclus. Depuis 1996-1997, les services d'avocats nommés d'office étaient disponibles tous les jours au cours desquels le tribunal siégeait à Whitehorse. Les avocats nommés d'office ont fourni des services liés aux audiences à comparution justificative en 533 occasions en 1998-1999, 445 occasions en 1997-1998 et en 508 occasions en 1996-1997.

⁸ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 14
Appels¹ approuvés et rejetés pour des services d'aide juridique, affaires criminelles et civiles

Province/territoire et année	Total	Total des appels				Total	Approuvés				Total	Rejetés				
		Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles			Affaires criminelles		Affaires civiles		
		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%		No.	%	No.	%	
Nouvelle-Écosse																
1999-2000	175	57	33	118	67	125	49	39	76	61	50	8	16	42	84	
Québec																
1995-1996	6 468	670	10	5 798	90	5 746	453	8	5 293	92	722	217	30	505	70	
1996-1997	1 678	684	41	994	59	901	418	46	483	54	777	266	34	511	66	
1997-1998	1 502	577	38	925	62	941	374	40	567	60	561	203	36	358	64	
1998-1999	1 430	681	48	749	52	937	452	48	485	52	493	229	46	264	54	
1999-2000	1 201	521	43	680	57	820	357	44	463	56	381	164	43	217	57	
Ontario																
1995-1996	2 836	..	..	..	..	1 633	..	..	..	..	1 203	..	..	..	..
1996-1997	1 706	..	..	..	..	541	..	..	..	..	1 165	..	..	..	..
1997-1998	1 764	1 157	66	607	34	723	474	66	249	34	1 041	683	66	358	34	
1998-1999	4 967 ^r	2 979 ^r	60 ^r	1 988 ^r	40 ^r	3 847 ^r	2 307 ^r	60 ^r	1 540 ^r	40 ^r	1 120 ^r	672 ^r	60 ^r	448 ^r	40 ^r	
1999-2000	5 035	2 905	58	2 130	42	3 995	2 305	58	1 690	42	1 040	600	58	440	42	
Manitoba																
1995-1996	..	..	..	..	..	212	148	70	64	30	..	..	..	..	..
1996-1997	..	..	..	..	..	229	177	77	52	23	..	..	..	..	..
1997-1998	..	..	..	..	..	216	169	78	47	22	..	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	168	136	81	32	19	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	141	111	79	30	21	..	..	..	..	..
Saskatchewan																
1995-1996	31	31	100	..	..	29	29	100	..	..	2	2	100	..	..
1996-1997	31	31	100	..	..	25	25	100	..	..	6	6	100	-	-	
1997-1998	19	16	84	3	16	19	16	84	3	16	-	-	-	-	-	
1998-1999	11	11	100	-	-	8	8	100	-	-	3	3	100	-	-	
1999-2000	51	51	100	-	-	47	47	100	-	-	4	4	100	-	-	
Alberta																
1995-1996	918	693	75	225	25	576	427	74	149	26	342	266	78	76	22	
1996-1997	857	692	81	165	19	617	454	74	163	26	240	238	99	2	1	
1997-1998	860	687	80	173	20	554	381	69	173	31	306	306	100	-	-	
1998-1999	779	637	82	142	18	476	334	70	142	30	303	303	100	-	-	
1999-2000	971	606	62	365	38	530	325	61	205	39	441	281	64	160	36	
Colombie-Britannique ²																
1995-1996	1 845	884	48	961	52	828	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	1 734	796	46	938	54	1 020	368	36	652	64	739	428	58	311	42	
1997-1998	1 836	898	49	938	51	1 041	418	40	623	60	795	480	60	315	40	
1998-1999	1 964	834	42	1 130	58	1 250	412	33	838	67	714	422	59	292	41	
1999-2000	2 640	880	33	1 760	67	1 570	425	27	1 145	73	1 070	455	43	615	57	
Territoires du Nord-Ouest																
1995-1996	46	46	100	-	-	..	..	..	-	-	..	..	..	..	..
1996-1997	89	89	100	-	-	58	58	100	-	-	31	31	100	-	-	
1997-1998	53	53	100	-	-	29	29	100	-	-	24	24	100	-	-	
1998-1999	54	54	100	-	-	33	33	100	-	-	21	21	100	-	-	
1999-2000	47	47	100	-	-	29	29	100	-	-	18	18	100	-	-	
Territoire du Yukon																
1995-1996	16	14	88	2	13	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	7	5	71	2	29	6	5	83	1	17	1	-	-	1	100	
1997-1998	21	15	71	6	29	15	12	80	3	20	6	3	50	3	50	
1998-1999	14	13	93	1	7	9	8	89	1	11	5	5	100	-	-	
1999-2000	21	20	95	1	5	20	19	95	1	5	1	1	100	-	-	
Nunavut ³																
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Terre-Neuve Six demandes d'aide en vue du dépôt d'un appel ont été présentées en 1997-1998. On ne dispose pas de données sur les demandes qui ont été approuvées et sur celles qui ont été rejetées.

Île-du-Prince-Édouard Seules les données sur les appels approuvés sont conservées :

1995-1996	8
1996-1997	12
1997-1998	5
1998-1999	13
1999-2000	13

Nouvelle-Écosse Depuis 1996-1997, la Nouvelle-Écosse exige des avocats qu'ils tiennent des dossiers sur les demandes d'aide juridique relatives à des appels qui ont été approuvés. Aucun dossier n'est conservé sur les demandes rejetées. Seuls les chiffres des demandes d'aide visant un appel en matière criminelle et en matière civile qui ont été approuvés sont conservés.

	Total	Criminelle	Civile
1996-1997	30	21	9
1997-1998	42	29	13
1998-1999	38	29	9

Manitoba Seuls les chiffres des demandes d'aide visant un appel en matière criminelle et en matière civile qui ont été approuvés sont conservés.

¹ **Appels** Par appel, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de première instance ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même si l'affaire en cause a déjà été traité par le régime dans le passé.

² **Colombie-Britannique** Les appels rejetés en matière civile comprennent les affaires où des services sommaires ont été rendus.

³ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront comprises séparément.

Tableau 15
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(À/Au)	(De)														
	Province/territoire et année	Total	T. N.-O.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.-N.	Yn.	Extérieur du Canada
Terre-Neuve															
1995-1996	7	...	-	-	2	-	3	-	-	2	-	-	-	-	-
1996-1997	4	...	-	-	1	-	2	-	-	1	-	-	-	-	-
1997-1998	5	...	-	-	1	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-
1998-1999	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard															
1995-1996	5	1	...	-	1	2	-	-	1	-	-	-	-	-	-
1996-1997	5	-	...	-	1	-	-	-	1	1	2	-	-	-	-
1997-1998	6	1	...	4	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
1998-1999	5	-	...	1	-	-	1	-	-	1	2	-	-	-	-
1999-2000	3	-	...	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-
Nouvelle-Écosse															
1995-1996	116	15	1	...	13	7	44	3	1	9	22	-	-	-	1
1996-1997	93	8	1	...	8	11	24	2	1	11	25	1	1	-	-
1997-1998	60	5	3	...	7	6	17	2	1	11	8	-	-	-	-
1998-1999	66	11	1	...	7	6	18	4	2	8	7	1	-	-	1
1999-2000	67	4	-	...	3	4	32	3	1	10	9	1	-	-	-
Nouveau-Brunswick¹															
1995-1996	1	-	-	-	...	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1996-1997	31	2	-	5	...	9	6	-	-	3	6	-	-	-	-
1997-1998	35	1	-	9	...	5	11	2	3	3	1	-	-	-	-
1998-1999	46	-	-	15	...	13	10	1	1	3	3	-	-	-	-
1999-2000	34	1	-	2	...	15	9	-	-	6	-	1	-	-	-
Québec															
1995-1996	330	3	2	8	11	...	256	4	2	8	35	-	1	-	-
1996-1997	149	-	-	8	6	...	90	6	-	6	33	-	-	-	-
1997-1998	124	5	-	9	12	...	65	4	1	6	21	-	-	-	1
1998-1999	140	2	-	9	13	...	88	2	2	3	20	1	-	-	-
1999-2000	154	3	-	11	6	...	103	2	2	6	21	-	-	-	-
Ontario															
1995-1996	..	..	..	..	..	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	..	..	..	..	..	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	206	8	1	21	6	42	...	24	5	33	51	1	-	-	14
1998-1999	268	7	1	29	2	75	...	25	13	47	54	2	1	-	12
1999-2000	294	15	-	21	5	87	...	34	16	46	68	2	-	-	-
Manitoba															
1995-1996	223	2	1	5	1	3	56	...	38	42	68	4	-	-	3
1996-1997	137	2	-	-	-	3	26	...	23	28	54	1	-	-	-
1997-1998	84	-	-	-	1	1	13	...	23	28	18	-	-	-	-
1998-1999	47	-	-	3	-	-	9	...	9	10	15	-	-	-	1
1999-2000	37	-	-	1	1	-	6	...	7	11	10	-	-	-	1
Saskatchewan															
1995-1996	120	-	-	4	1	-	13	23	...	43	33	3	-	-	-
1996-1997	94	-	-	-	-	2	4	23	...	33	31	1	-	-	-
1997-1998	92	-	-	2	1	2	1	24	...	36	25	1	-	-	-
1998-1999	94	1	-	2	-	2	10	15	...	42	21	1	-	-	-
1999-2000	117	-	-	3	-	1	8	17	...	60	26	2	-	-	-
Alberta															
1995-1996	478	7	-	9	4	18	72	42	61	...	254	8	3	-	-
1996-1997	358	4	-	6	2	6	25	35	59	...	213	1	7	-	-
1997-1998	373	7	-	11	3	8	27	32	73	...	208	4	-	-	-
1998-1999	413	10	-	9	3	11	50	33	95	...	192	7	3	-	-
1999-2000	368	10	-	7	1	11	45	31	83	...	169	7	2	-	2

Tableau 15
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité – fin

(À/Au)	(De)														
	Province/territoire et année	Total	T. N.-O.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.-N.	Yn.	Extérieur du Canada
Colombie-Britannique²															
1995-1996
1996-1997	238	3	-	10	-	15	38	25	32	105	...	-	4	6	
1997-1998	262	4	-	11	2	17	37	25	49	100	...	6	11	-	
1998-1999	302	5	1	8	2	18	60	25	28	141	...	3	7	4	
1999-2000	234	3	-	8	2	13	31	27	29	109	...	8	4	-	
Territoires du Nord-Ouest															
1995-1996	23	1	..	1	..	..	3	1	1	9	5	...	2	..
1996-1997	16	..	..	2	..	1	2	1	1	4	4	...	1	..
1997-1998	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	...	..	..
Territoire du Yukon															
1995-1996	9	-	-	-	-	-	2	1	-	1	5	-	...	-	
1996-1997	12	-	-	-	-	-	-	1	-	2	8	1	...	-	
1997-1998	13	-	-	1	1	-	-	1	-	1	8	1	...	-	
1998-1999	16	-	-	-	-	-	-	2	1	1	11	1	...	-	
1999-2000	20	-	-	-	-	-	-	-	-	6	11	3	...	-	
Nunavut³															
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Nouveau-Brunswick** Avant 1996-1997, les données produites pour le Nouveau-Brunswick n'incluent pas les dossiers de droit de la famille qui sont administrés par le Ministère de la Justice.

² **Colombie-Britannique** Les données pour 1996-1997 sont extraites du nouveau système informatique qui a instauré graduellement au cours de cette période. Les données sont donc incomplètes et elles doivent être considérées, tout au plus, comme des données approximatives.

³ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 16
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(De)	(À/Au)													
	Total	T.N.-O.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.	Yn.	Extérieur du Canada
Terre-Neuve														
1995-1996	5	...	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-
1996-1997	5	...	-	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-
1997-1998	5	...	-	1	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-
1988-1999	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard														
1995-1996	1	-	...	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1996-1997	4	-	...	1	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-
1997-1998	4	-	...	3	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
1988-1999	2	-	...	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
1999-2000	-	-	...	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Écosse														
1995-1996	130	14	-	...	9	8	70	2	4	9	12	1	1	-
1996-1997	88	6	1	...	5	9	38	6	-	9	12	2	-	-
1997-1998	99	11	4	...	8	11	41	1	2	12	8	-	1	-
1988-1999	107	13	2	...	16	9	44	3	2	9	9	-	-	-
1999-2000	81	7	3	...	2	11	34	2	4	7	8	3	-	-
Nouveau-Brunswick¹														
1995-1996	..	..	..	..	...	..	..	..	..	..	..	-	-	-
1996-1997	31	2	1	6	...	5	12	-	1	3	1	-	-	-
1997-1998	38	2	-	7	...	13	10	-	-	4	2	-	-	-
1988-1999	23	1	-	5	...	9	2	-	-	4	1	1	-	-
1999-2000	24	2	-	3	...	7	7	3	-	-	2	-	-	-
Québec														
1995-1996	227	2	-	8	15	...	155	2	-	11	34	-	-	-
1996-1997	184	3	-	12	10	...	122	4	2	11	18	2	-	-
1997-1998	144	1	-	6	5	...	100	4	2	7	18	-	1	-
1988-1999	148	1	-	6	10	...	99	-	2	11	19	-	-	-
1999-2000	187	1	-	6	15	...	129	3	2	12	17	2	-	-
Ontario														
1995-1996	..	..	..	..	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	..	..	..	..	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	139	12	1	11	4	54	...	13	-	20	24	-	-	-
1988-1999	275	12	2	13	11	83	...	21	10	45	43	2	8	25
1999-2000	248	17	1	27	4	91	...	33	9	33	31	-	-	2
Manitoba														
1995-1996	140	-	1	2	2	4	39	...	25	31	31	2	-	3
1996-1997	116	-	-	-	-	5	32	...	17	29	30	-	1	2
1997-1998	68	1	-	1	2	-	23	...	12	19	9	1	-	-
1988-1999	65	1	-	1	-	2	15	...	7	18	18	2	-	1
1999-2000	71	-	-	1	-	1	27	...	8	14	18	-	-	2
Saskatchewan														
1995-1996	163	-	-	-	-	2	11	36	...	73	40	1	-	-
1996-1997	128	-	1	1	-	2	7	26	...	64	27	-	-	-
1997-1998	132	1	1	-	2	1	4	28	...	66	28	1	-	-
1988-1999	153	1	-	1	-	1	13	34	...	84	18	-	1	-
1999-2000	158	1	-	1	-	2	18	34	...	78	23	1	-	-
Alberta														
1995-1996	296	3	-	7	3	16	56	38	43	...	118	9	3	-
1996-1997	224	6	-	7	2	6	26	26	37	...	108	5	1	-
1997-1998	268	2	-	12	4	7	46	42	46	...	101	4	4	-
1988-1999	304	6	2	7	2	3	50	36	56	...	132	8	2	-
1999-2000	354	7	2	10	7	8	70	46	66	...	125	7	6	-

Tableau 16
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité – fin

(De)	(À/Au)													
	Total	T.N.-O.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.	Yn.	Extérieur du Canada
Colombie-Britannique²														
1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	529	8	-	19	8	33	122	63	40	223	..	-	5	8
1997-1998	553	10	1	10	4	22	128	48	48	265	..	12	5	-
1988-1999	477	8	3	9	2	30	115	52	28	213	..	1	11	5
1999-2000	297	5	-	7	1	17	66	27	24	138	..	3	9	-
Territoires du Nord-Ouest														
1995-1996	17	..	..	..	..	..	5	2	2	3	3	..	2	..
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1988-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Territoire du Yukon														
1995-1996	12	-	-	-	-	2	2	-	-	2	5	1	..	-
1996-1997	15	-	-	1	-	1	1	-	-	7	5	-	..	-
1997-1998	12	-	-	-	-	-	1	-	-	3	7	1	..	-
1988-1999	11	-	-	-	-	-	2	-	-	4	4	1	..	-
1999-2000	16	-	-	-	-	-	-	-	-	5	11	-	..	-
Nunavut³														
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ **Nouveau-Brunswick** Avant 1996-1997, les données produites pour le Nouveau-Brunswick n'incluent pas les dossiers de droit de la famille qui sont administrés par le Ministère de la Justice.

² **Colombie-Britannique** Les données pour 1996-1997 sont extraites du nouveau système informatique qui a instauré graduellement au cours de cette période. Les données sont donc incomplètes et elles doivent être considérées, tout au plus, comme des données approximatives.

³ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 17
Contributions fédérales¹ au titre de l'aide juridique en matière civile

Province	Année										
	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996
	'000 \$										
Terre-Neuve	-	1 426	426	547	798	840	1 078	1 077	1 129	1 517	1 119
Nouvelle-Écosse	751	835	1 349	1 577	1 398	1 963	2 519	2 759	2 832	2 674	2 757
Nouveau-Brunswick	75	106	104	56	45	73	97	64	37	10	-
Québec	19 482	17 989	18 248	21 986	25 168	31 130	30 994	29 652	33 403	34 601	38 625
Ontario ²	7 581	9 900	11 908	12 687	17 207	19 400	17 800	16 400	15 900	21 800	18 300
Manitoba	922	1 095	1 219	1 409	1 730	1 834	2 051	2 288	2 126	2 209	1 919
Saskatchewan	603	848	1 255	591	765	1 151	1 160	887	1 138	1 261	..
Colombie-Britannique ³	3 598	3 220	4 716	4 815	6 369	9 800	14 800	22 100	24 000	21 240	...
Total	33 012	35 420	39 225	43 668	53 480	66 191	70 499	75 227	80 565	85 312	...

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Régime d'assistance public du Canada En 1980, Santé et Bien-être social (maintenant Développement des ressources humaines Canada) a officiellement commencé à partager les coûts de l'aide juridique en matière civile avec les provinces et territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Le 1^{er} avril 1996, le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) a essentiellement remplacé le Régime d'assistance publique du Canada, continuant à fournir des fonds fédéraux pour un certain nombre de programmes sociaux, y compris l'aide juridique en matière civile. Le nouveau financement global donne aux provinces davantage de souplesse dans leur propres priorités de financement. Comme les provinces sont maintenant responsables de l'affectation des fonds reçus du Transfert, le gouvernement fédéral ne contribue plus directement au coût de l'aide juridique en matière civile. Le tableau 17 a été conservé à des fins de comparaison et des fins chronologiques.

¹ **Contributions fédérales** Les paiements fédéraux aux provinces, à l'exception de l'Ontario et de la Colombie-Britannique pour l'exercice 1995-1996, ont été déclarés par Développement des ressources humaines Canada depuis le 3 mars 1997.

² **Ontario** En 1989-1990, un plafond de 5 % a été imposé aux termes de la Loi sur la compression des dépenses publiques à tous les programmes ayant droit à des subventions en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Les dépenses depuis 1990-1991 reflètent l'affectation à l'aide juridique par la province, des sommes versées par le gouvernement fédéral, telle qu'elle figure dans les Comptes publics de l'Ontario.

³ **Colombie-Britannique** En 1989-1990, un plafond de 5 % a été imposé aux termes de la Loi sur la compression des dépenses publiques à tous les programmes ayant droit à des subventions en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Les données pour la Colombie-Britannique ont été fournies par le gouvernement provincial et représentent les dépenses réclamées par la province afin d'atteindre le plafond de 5 %. En 1995-1996, aucune réclamation relative à l'aide juridique n'a été faite étant donné que le plafond de 5 % avait été atteint sans une telle réclamation. Il est à noter qu'en Colombie-Britannique, les sommes reçues du Régime d'assistance publique du Canada ne sont pas redistribuées aux programmes pour lesquels on a demandé des fonds; les sommes sont plutôt versées dans un fonds consolidé.

⁴ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1^{er} avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques aux Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Dès le 1^{er} avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableaux supplémentaire

Le numéro des tableaux de cette section correspond aux tableaux de la partie principale du rapport.

Tableau 6(a)
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles (adultes, jeunes et affaires provinciales)

Province/territoire et année	Total des dépenses sur les affaires criminelles					Affaires criminelles - adultes					Affaires criminelles - jeunes					Affaires de juridiction provinciale				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée			
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%		
Terre-Neuve																				
1995-1996	3 527	3 075	87	452	13	3 097	2 646	85	451	15	430	429	100	1	--	-	-	-	-	
1996-1997	3 247	2 946	91	301	9	2 754	2 456	89	298	11	493	490	99	3	1	-	-	-	-	
1997-1998	3 363	3 206	95	157	5	2 871	2 715	95	156	5	492	491	100	1	--	-	-	-	-	
1998-1999	3 489	3 378	97	111	3	2 981	2 880	97	101	3	508	498	98	10	2	-	-	-	-	
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard¹																				
1995-1996	410	338	82	72	18	369	302	82	67	18	41	36	88	5	12	..	..	..	..
1996-1997	464	337	73	127	27	407	295	72	112	28	57	42	74	15	26	..	..	..	..
1997-1998	396	341	86	55	14	343	293	85	50	15	53	48	91	5	9	..	..	..	..
1998-1999	380	333	88	47	12	327	292	89	35	11	53	41	77	12	23	..	..	..	..
1999-2000	492	435	88	57	12	427	379	89	48	11	65	56	86	9	14	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse																				
1995-1996	5 163	4 100	79	1 063	21	3 919	3 098	79	821	21	1 236	994	80	242	20	8	8	100	-	-
1996-1997	5 030	4 211	84	819	16	3 966	3 265	82	701	18	1 064	946	89	118	11	-	-	-	-	-
1997-1998	4 809	3 997	83	812	17	3 870	3 135	81	735	19	939	862	92	77	8	-	-	-	-	-
1998-1999	5 291	4 395	83	896	17	4 269	3 489	82	780	18	1 022	906	89	116	11	-	-	-	-	-
1999-2000	5 454	4 508	83	946	17	4 402	3 607	82	795	18	1 052	901	86	151	14	-	-	-	-	-
Nouveau-Brunswick²																				
1995-1996	1 770	..	..	1 770	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-	-	-	-	-
1996-1997	1 779	..	..	1 779	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-	-	-	-	-
1997-1998	1 680	..	..	1 680	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-	-	-	-	-
1998-1999	1 936	..	..	1 936	100	..	..	..	1 771	..	..	..	..	135	..	-	-	-	30	..
1999-2000	1 992	..	..	1 992	100	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-	-	-	43	..
Québec																				
1995-1996	36 418 ^e	14 360 ^e	39	22 058	61	..	..	..	18 255	..	..	..	..	1 307	..	..	..	..	2 496	..
1996-1997	34 541 ^e	15 271 ^e	44	19 270	56	27 466 ^e	11 613 ^e	42	15 853	58	4 162 ^e	2 927 ^e	70	1 235	30	2 913 ^e	731 ^e	25	2 182	75
1997-1998	35 382 ^e	18 143 ^e	51	17 239	49	28 478 ^e	14 215 ^e	50	14 263	50	4 661 ^e	3 033 ^e	65	1 628	35	2 243 ^e	895 ^e	40	1 348	60
1998-1999	32 749 ^e	18 168 ^e	55	14 581	45	25 699 ^e	13 985 ^e	54	11 714	46	4 655 ^e	3 028 ^e	65	1 627	35	2 395 ^e	1 155 ^e	48	1 240	52
1999-2000	32 326 ^e	17 903 ^e	55	14 423	45	25 029 ^e	13 723 ^e	55	11 306	45	4 581 ^e	2 999 ^e	65	1 582	35	2 716 ^e	1 181 ^e	43	1 535	57
Ontario																				
1995-1996	120 321	2 099	2	118 222	98	110 610	1 532	1	109 078	99	16 823	567	3	16 256	97	-7 112	-	-	-7 112	100
1996-1997	91 636	2 372	3	89 264	97	87 911	1 827	2	86 084	98	11 735	545	5	11 190	95	-8 010	-	-	-8 010	100
1997-1998	78 875	2 534	3	76 341	97	73 325	1 986	3	71 339	97	8 851	548	6	8 303	94	-3 301	-	-	-3 301	100
1998-1999	77 988	2 788	4	75 200	96	67 807	2 185	3	65 622	97	9 447	603	6	8 844	94	734	-	-	734	100
1999-2000	82 881	2 700	3	80 181	97	72 912	2 106	3	70 806	97	9 074	594	7	8 480	93	895	-	-	895	100
Manitoba																				
1995-1996	6 620	2 962	45	3 658	55	..	..	..	3 066	..	..	..	..	581	..	11	-	-	11	100
1996-1997	5 662	2 336	41	3 326	59	..	..	..	2 792	..	..	..	..	526	..	8	8	100	-	-
1997-1998	6 725	3 264	49	3 461	51	5 189	2 247	43	2 942	57	1 516	1 010	67	506	33	20	7	35	13	65
1998-1999	5 558	2 073	37	3 485	63	4 454	1 506	34	2 948	66	1 088	565	52	523	48	16	2	13	14	88
1999-2000	6 346	2 545	40	3 801	60	5 235	1 930	37	3 305	63	1 085	594	55	491	45	26	21	81	5	19
Saskatchewan																				
1995-1996	5 336	4 908	92	428	8	4 310	3 934	91	376	9	1 018	969	95	49	5	8	5	63	3	38
1996-1997	5 263	4 856	92	407	8	4 192	3 868	92	324	8	1 066	985	92	81	8	5	3	60	2	40
1997-1998	5 395	5 022	93	373	7	..	4 008	..	..	..	..	1 011	..	..	..	5	3	60	2	40
1998-1999	5 788	5 342	92	446	8	..	4 266	..	..	..	..	1 074	..	..	..	5	2	40	3	60
1999-2000	6 294	5 627	89	667	11	4 859	4 279	88	580	12	1 430	1 345	94	85	6	5	3	60	2	40
Alberta																				
1995-1996	11 766	1 434	12	10 332	88	8 769	210	2	8 559	98	2 928	1 224	42	1 704	58	69	-	-	69	100
1996-1997	14 116	1 527	11	12 589	89	10 555	215	2	10 340	98	3 523	1 312	37	2 211	63	38	-	-	38	100
1997-1998	12 457	1 517	12	10 940	88	9 182	209	2	8 973	98	3 242	1 308	40	1 934	60	33	-	-	33	100
1998-1999	12 926	1 652	13	11 274	87	9 414	215	2	9 199	98	3 448	1 437	42	2 011	58	64	-	-	64	100
1999-2000	13 911	1 883	14	12 028	86	10 237	380	4	9 857	96	3 607	1 503	42	2 104	58	67	-	-	67	100
Colombie-Britannique																				
1995-1996	37 919	8 530	22	29 389	78	31 009	6 365	21	24 644	79	6 476	2 059	32	4 417	68	434	106	24	328	76
1996-1997	36 657	7 927	22	28 730	78	30 647	6 195	20	24 452	80	5 560	1 634	29	3 926	71	450	98	22	352	78
1997-1998	31 611	7 973	25	23 638	75	25 483	5 348	21	20 135	79	5 866	2 577	44	3 289	56	262	48	18	214	82
1998-1999	30 278	8 098	27	22 180	73	24 484	5 518	23	18 966	77	5 571	2 532	45	3 039	55	223	48	22	175	78
1999-2000	31 434	8 509	27	22 925	73	25 548	5 724	22	19 824	78	5 609	2 735	49	2 874	51	277	50	18	227	82

Tableau 6(a)
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires criminelles (adultes, jeunes et affaires provinciales) – fin

Province/territoire et année	Total des dépenses sur les affaires criminelles					Affaires criminelles - adultes					Affaires criminelles - jeunes					Affaires de juridiction provinciale				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%
Territoires du Nord-Ouest																				
1995-1996	..	..	..	1 551	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	1 551	..	..	..	..	1 407	..	..	..	..	144	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	782	..	..	..	..	772	..	..	..	..	10	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	472	..	..	..	..	452	..	..	..	..	19	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Territoire du Yukon																				
1995-1996	531	150	28	381	72	477	112	23	365	77	54	38	70	16	30	-	-	-	-	-
1996-1997	501	252	50	249	50	365	187	51	178	49	136	65	48	71	52	-	-	-	-	-
1997-1998	484	300	62	184	38	374	217	58	157	42	109	82	75	27	25	-	-	-	-	-
1998-1999	663	376	57	287	43	475	231	49	244	51	188	145	77	43	23	-	-	-	-	-
1999-2000	719	347	48	372	52	573	246	43	327	57	146	101	69	45	31	-	-	-	-	-
Nunavut³																				
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada																				
1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	182 728	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	177 828	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	182 321	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Île-du-Prince-Édouard** Les dépenses encourues pour les avocats de pratique privée comprennent uniquement les montants réellement payés aux avocats de pratique privée. Les coûts administratifs relatifs au processus des demandes allant aux avocats de pratique privée et les comptes pour les avocats de pratique privée ne sont pas inclus dans les dépenses pour avocats de pratique privée. Une partie substantielle de ces coûts est inclus dans les dépenses d'avocats salariés.
- ² **Nouveau-Brunswick** Des services de médiation sont fournis dans le cadre de l'aide juridique en matière de droit de la famille. Bien qu'ils ne fassent pas partie du présent tableau, les différends entre propriétaires et locataires sont réglés en vertu des dispositions de la Loi sur la location de locaux d'habitation, et le Nouveau-Brunswick finance également d'autres mécanismes de règlement des différends, aux termes de divers textes législatifs dans le domaine du travail.
- ³ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Pour cette année, le Nunavut est encore inclut dans les données provenant des Territoires du Nord-Ouest. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 6(b)
Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires civiles (adultes, jeunes et affaires provinciales)

Province/territoire et année	Total des dépenses sur les affaires civiles					Affaires civiles - tribunal de la famille					Autres affaires civiles				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%
Terre-Neuve															
1995-1996	2 204	1 834	83	370	17	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	2 298	2 003	87	295	13	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	2 161	2 058	95	103	5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	2 185	2 159	99	26	1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard¹															
1995-1996	133	92	69	41	31	133	92	69	41	31	..	..	..	..	..
1996-1997	129	101	78	28	22	129	101	78	28	22	..	..	..	..	..
1997-1998	131	85	65	46	35	131	85	65	46	35	..	..	..	..	..
1998-1999	129	108	84	21	16	129	108	84	21	16	..	..	..	..	..
1999-2000	118	81	69	37	31	118	81	69	37	31	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse															
1995-1996	5 148	3 816	74	1 332	26	5 148	3 816	74	1 332	26	-	-	-	-	-
1996-1997	4 956	3 782	76	1 174	24	4 956	3 782	76	1 174	24	-	-	-	-	-
1997-1998	4 626	3 574	77	1 052	23	4 626	3 574	77	1 052	23	-	-	-	-	-
1998-1999	4 950	3 788	77	1 162	23	4 950	3 788	77	1 162	23	-	-	-	-	-
1999-2000	4 768	3 784	79	984	21	4 768	3 784	79	984	21	-	-	-	-	-
Nouveau-Brunswick²															
1995-1996	620	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	1 311	630	48	681	52	1 305	630	48	675	52	6	-	-	6	100
1997-1998	1 346	1 034	77	312	23	1 346	1 034	77	312	23	-	-	-	-	-
1998-1999	1 341	1 029	77	312	23	702	390	56	312	44	639	639	100	-	-
1999-2000	1 370	1 067	78	303	22	665	362	54	303	46	705	705	100	-	-
Québec															
1995-1996	74 783 ^e	46 475 ^e	62	28 308	38	..	..	..	15 015	..	..	..	..	13 293	..
1996-1997	69 499 ^e	43 295 ^e	62	26 204	38	43 385 ^e	29 218 ^e	67	14 167	33	26 114 ^e	14 077 ^e	54	12 037	46
1997-1998	60 843 ^e	36 896 ^e	61	23 947	39	37 190 ^e	22 695 ^e	61	14 495	39	23 653 ^e	14 201 ^e	60	9 452	40
1998-1999	58 410 ^e	36 738 ^e	63	21 672	37	36 765 ^e	23 261 ^e	63	13 504	37	21 645 ^e	13 477 ^e	62	8 168	38
1999-2000	59 692 ^e	36 708 ^e	61	22 984	39	38 470 ^e	24 058 ^e	63	14 412	37	21 222 ^e	12 650 ^e	60	8 572	40
Ontario															
1995-1996	165 715	30 893	19	134 822	81	81 984	927	1	81 057	99	83 731	29 966	36	53 765	64
1996-1997	116 750	30 644	26	86 106	74	67 398	919	1	66 479	99	49 352	29 725	60	19 627	40
1997-1998	69 415	30 558	44	38 857	56	23 349	917	4	22 432	96	46 066	29 641	64	16 425	36
1998-1999	98 434	35 541	36	62 893	64	32 845	1 066	3	31 779	97	65 589	34 475	53	31 114	47
1999-2000	90 674	34 263	38	56 411	62	35 179	1 028	3	34 151	97	55 495	33 235	60	22 260	40
Manitoba															
1995-1996	6 125	2 424	40	3 701	60	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	6 944	3 505	50	3 439	50	6 944	3 505	50	3 439	50	..	..	..	..	..
1997-1998	6 125	2 843	46	3 282	54	6 125	2 843	46	3 282	54	..	..	..	..	..
1998-1999	6 983	4 082	58	2 901	42	6 983	4 082	58	2 901	42	..	..	..	..	..
1999-2000	7 343	4 215	57	3 128	43	7 343	4 215	57	3 128	43	..	..	..	..	..
Saskatchewan															
1995-1996	2 844	2 778	98	66	2	2 833	2 767	98	66	2	11	11	100	-	-
1996-1997	3 017	2 931	97	86	3	3 006	2 920	97	86	3	11	11	100	-	-
1997-1998	3 352	2 979	89	373	11	3 346	2 973	89	373	11	6	6	100	-	-
1998-1999	3 442	3 105	90	337	10	3 435	3 098	90	337	10	7	7	100	-	-
1999-2000	3 415	3 205	94	210	6	3 409	3 199	94	210	6	6	6	100	-	-
Colombie-Britannique															
1995-1996	54 857	18 403	34	36 454	66	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	50 754	17 058	34	33 696	66	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	45 140	16 029	36	29 111	64	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	42 015	16 443	39	25 572	61	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	43 278	17 161	40	26 117	60	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Alberta															
1995-1996	6 174	186	3	5 988	97	4 228	180	4	4 048	96	1 946	6	--	1 940	100
1996-1997	7 505	188	3	7 317	97	4 969	182	4	4 787	96	2 536	6	--	2 530	100
1997-1998	6 972	173	2	6 799	98	4 599	151	3	4 448	97	2 373	22	1	2 351	99
1998-1999	6 931	180	3	6 751	97	4 510	116	3	4 394	97	2 421	64	3	2 357	97
1999-2000	9 008	207	2	8 801	98	5 773	174	3	5 599	97	3 235	33	1	3 202	99

Tableau 6(b)

Dépenses directes au chapitre des services juridiques, avocats salariés et de pratique privée, affaires civiles (adultes, jeunes et affaires provinciales) – fin

Province/territoire et année	Total des dépenses sur les affaires civiles					Affaires civiles - tribunal de la famille					Autres affaires civiles				
	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%
Territoires du Nord-Ouest															
1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	839	..	..	..	..	776	..	..	..	..	63	..	..	..	..
1998-1999	713	..	..	..	..	654	..	..	..	..	59	..	..	..	..
1999-2000	640	..	..	..	..	620	..	..	..	..	20	..	..	..	..
Territoire du Yukon															
1995-1996	187	27	14	160	86	187	27	14	160	86	-	-	-	-	-
1996-1997	156	37	24	119	76	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	196	121	62	75	38	185	110	59	75	41	11	11	100	..	..
1998-1999	133	58	44	75	56	123	53	43	70	57	11	6	55	5	45
1999-2000	223	137	62	86	38	210	129	62	81	38	13	8	62	5	38
Nunavut³															
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada															
1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	201 146	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	225 666	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	220 529	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- Île-du-Prince-Édouard** Les dépenses encourues pour les avocats de pratique privée comprennent uniquement les montants réellement payés aux avocats de pratique privée. Les coûts administratifs relatifs au processus des demandes allant aux avocats de pratique privée et les comptes pour les avocats de pratique privée ne sont pas inclus dans les dépenses pour avocats de pratique privée. Une partie substantielle de ces coûts est inclus dans les dépenses d'avocats salariés.
- Nouveau-Brunswick** Des services de médiation sont fournis dans le cadre de l'aide juridique en matière de droit de la famille. Bien qu'ils ne fassent pas partie du présent tableau, les différends entre propriétaires et locataires sont réglés en vertu des dispositions de la Loi sur la location de locaux d'habitation, et le Nouveau-Brunswick finance également d'autres mécanismes de règlement des différends, aux termes de divers textes législatifs dans le domaine du travail.
- Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Pour cette année, le Nunavut est encore inclus dans les données provenant des Territoires du Nord-Ouest. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 9(a)
Total des demandes¹ d'aide juridique reçues (adultes, jeunes et affaires provinciales) affaires civiles (droit de la famille, autres affaires civiles)

Province/territoire et année	Demandes		Affaires criminelles						Affaires civiles							
	Total		Total		Adultes		Jeunes		Provinciale		Total		Affaires relevant du droit de la famille		Autres affaires civiles	
	'000 \$	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%
Terre-Neuve																
1995-1996	16 485	9 276	6 999	75	2 017	22	260	3	7 209	5 394	75	1 815	25			
1996-1997	18 097	10 151	7 620	75	2 400	24	131	1	7 946	5 720	72	2 226	28			
1997-1998	15 648	9 069	6 740	74	2 215	24	114	1	6 579	4 975	76	1 604	24			
1998-1999	14 553 ^e	8 435 ^e	..	..	..	..	..	..	6 118 ^e	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse																
1995-1996	23 263	11 491	8 458	74	2 880	25	153	1	11 772	10 622	90	1 150	10			
1996-1997	21 661	11 649	8 991	77	2 553	22	105	1	10 012	9 076	91	936	9			
1997-1998	20 684	11 499	9 015	78	2 363	21	121	1	9 185	8 385	91	800	9			
1998-1999	19 734	11 449	9 163	80	2 173	19	113	1	8 285	7 708	93	577	7			
1999-2000	24 003	15 653	12 712	81	2 813	18	128	1	8 350	7 663	92	687	8			
Nouveau-Brunswick²																
1995-1996	2 440	2 292	..	..	..	..	..	..	148	148	100	-	-
1996-1997	2 522	2 338	2 003	86	333	14	2	--	184	184	100	-	-			
1997-1998	5 454	2 436	..	..	..	..	..	..	3 018	3 018	100	-	-
1998-1999	5 055	1 969	1 674	85	251	13	44	2	3 086	2 819	91	267	9			
1999-2000	5 186	2 026	1 723	85	237	12	66	3	3 160	3 160	100	-	-			
Québec																
1995-1996	331 043	122 469	94 390	77	12 898	11	15 181	12	208 574	102 529	49	106 045	51			
1996-1997	284 537	102 871	79 964	78	12 092	12	10 815	11	181 666	86 086	47	95 580	53			
1997-1998	261 269	96 917	75 319	78	13 068	13	8 530	9	164 352	96 531	59	67 821	41			
1998-1999	258 763	95 209	73 697	77	12 623	13	8 889	9	163 554	97 881	60	65 673	40			
1999-2000	257 673	95 625	74 542	78	12 434	13	8 649	9	162 048	100 423	62	61 625	38			
Ontario																
1995-1996	386 001	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	307 315	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	311 502	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	347 522	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	350 658	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Manitoba³																
1995-1996	30 978	17 852	13 372	75	4 480	25	-	-	13 126	..	..	..	..
1996-1997	23 867	12 592	9 979	79	2 613	21	-	-	11 275	..	..	..	..
1997-1998	22 308	11 429	9 220	81	2 209	19	-	-	10 879	10 879	100	-	-			
1998-1999	22 155	11 572	9 366	81	2 206	19	-	-	10 583	10 583	100	-	-			
1999-2000	22 042	11 838	9 742	82	2 096	18	-	-	10 204	10 204	100	-	-			
Saskatchewan																
1995-1996	23 186	16 885	12 432	74	4 420	26	33	--	6 301	6 275	100	26	--			
1996-1997	23 027	16 560	12 188	74	4 356	26	16	--	6 467	6 445	100	22	--			
1997-1998	23 618	17 662	12 731	72	4 907	28	24	--	5 956	5 942	100	14	--			
1998-1999	23 981	17 985	13 567	75	4 382	24	36	--	5 996	5 980	100	16	--			
1999-2000	24 469	17 858	14 784	83	3 060	17	14	--	6 611	6 597	100	14	--			
Alberta																
1995-1996	34 971	25 352	18 080	71	7 011	28	261	1	9 619	5 782	60	3 837	40			
1996-1997	35 659	25 076	18 033	72	6 848	27	195	1	10 583	5 634	53	4 949	47			
1997-1998	35 713	24 802	17 861	72	6 689	27	252	1	10 911	6 579	60	4 332	40			
1998-1999	39 409	27 370	20 367	74	6 816	25	187	1	12 039	10 936	91	1 103	9			
1999-2000	42 365	29 019	22 083	76	6 782	23	154	1	13 346	12 324	92	1 022	8			
Colombie-Britannique⁴																
1995-1996	122 824	55 250	..	..	..	..	..	..	67 574	38 803	57	28 771	43
1996-1997	103 406	44 974	38 388	85	6 586	15	-	-	58 432	29 523	51	28 909	49			
1997-1998	102 336	41 697	..	..	..	..	..	..	60 639	26 721	44	33 918	56
1998-1999	99 331	39 523	32 029	81	6 654	17	840	2	59 808	24 556	41	35 252	59			
1999-2000	98 535	38 409	31 379	82	6 101	16	929	2	60 126	24 386	41	35 740	59			

Tableau 9(a)
Total des demandes d'aide juridique reçues (adultes, jeunes et affaires provinciales) affaires civiles (droit de la famille, autres affaires civiles) – fin

Province/territoire et année	Demandes		Affaires criminelles						Affaires civiles				
	Total	Total	Adultes		Jeunes		Provinciale		Total	Affaires relevant du droit de la famille		Autres affaires civiles	
	'000 \$	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%
Territoires du Nord-Ouest⁵													
1995-1996	2 919	1 990	1 617	81	293	15	80	4	929	796	86	133	14
1996-1997	2 889	1 972	1 601	81	319	16	52	3	917	827	90	90	10
1997-1998	2 196	1 167	997	85	142	12	28	2	1 029	924	90	105	10
1998-1999	1 752	802	731	91	56	7	15	2	950	888	93	62	7
1999-2000	1 707	862	782	91	62	7	18	2	845	803	95	42	5
Territoire du Yukon⁶													
1995-1996	1 467	1 117	808	72	309	28	-	-	350	321	92	29	8
1996-1997	1 471	1 130	818	72	312	28	-	-	341	300	88	41	12
1997-1998	1 176	739	559	76	179	24	1	--	437	392	90	45	10
1998-1999	1 186	743	545	73	198	27	-	-	443	387	87	56	13
1999-2000	1 015	774	589	76	185	24	-	-	241	222	92	19	8
Nunavut⁷													
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada													
1995-1996	975 577	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	824 451	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	801 904	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	833 441	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	827 653	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Autres données ayant trait au tableau 9 Les données qui suivent s'appliquent aux secteurs de compétence qui ont fourni le nombre de demandes de services relatifs à des affaires relevant de la compétence des provinces/territoires (incluses dans les affaires en matière criminelle au tableau 9).

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Terre-Neuve	260	131	114	..	..
Nouvelle-Écosse	153	105	121	113	128
Nouveau-Brunswick	..	..	..	44	66
Québec	15 181	10 815	8 530	8 889	8 649
Saskatchewan	33	16	24	36	14
Alberta	261	195	252	187	154
Colombie-Britannique	..	..	..	840	929
Territoires du Nord-Ouest	80	52	28	15	18

¹ **Demandes** Les données sur les demandes approuvées et refusées qui figurent aux tableaux 10 et 12 peuvent ne pas correspondre aux comptes provinciaux et territoriaux déclarés au tableau 9 pour deux raisons : premièrement, la décision d'accepter ou de refuser une demande peut ne pas être prise durant la période où la demande est présentée. En général, la plupart des demandes sont présentées et évaluées durant la même période, et le nombre reporté à l'exercice financier suivant est donc relativement petit. Deuxièmement, le compte des demandes approuvées figurant aux tableaux 10 et 11 ne s'applique qu'aux demandes de services complets, à moins d'indication contraire dans les notes. Le compte total des demandes (tableau 9), par contre, est la somme des demandes approuvées (services complets et services sommaires) et des demandes refusées. Les tableaux 9 et 12 ne contiennent pas les données pour l'Île-du-Prince-Édouard, étant donné que, dans cette province, seules les données sur les demandes approuvées sont conservées.

² **Nouveau-Brunswick** Les chiffres sur les demandes en matière civile pour les années antérieures à 1997-1998 sont incomplets. Étant donné que le Régime d'aide juridique en matière de droit de la famille administré par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick n'exige pas le dépôt de demandes, le chiffre se rapportant aux demandes d'aide en matière civile pour le Nouveau-Brunswick en 1997-1998 représente le nombre de demandes d'aide juridique en matière de droit de la famille retenues (ou « acceptées ») par le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick, en plus des demandes d'aide juridique en matière de droit de la famille déposées auprès du Régime d'aide juridique du Nouveau-Brunswick. Il serait bon de tenir compte de ce fait en examinant les données sur le nombre total de demandes. Le Nouveau-Brunswick offre d'autres mécanismes de règlement des différends pour les conflits entre propriétaires et locataires, et les conflits régis par la législation du travail. Les taux d'approbation dans le cas, des affaires civiles ne tiennent pas compte des renvois, qui peuvent être faits à ces autres mécanismes de règlement de différends.

³ **Manitoba** Si le nombre total de demandes en 1996-1997 a diminué de 23 %, c'est parce que des clients ont commencé à recevoir une aide directe d'avocats nommés d'office offrant un service complet dans la salle du tribunal plutôt que dans des bureaux d'aide juridique. La baisse du nombre de demandes traitées dans les bureaux d'aide juridique tient à la baisse générale du nombre de demandes inscrites.

⁴ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.

⁵ **Territoires du Nord-Ouest** Les données portent sur le nombre de personnes ayant demandé des services d'aide juridique. Les comptes relatifs aux avocats nommés d'office sont compris. En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'« admissibilité présumée » selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes. En 1998-1999, au total, 4 456 personnes ont comparu devant un tribunal sans se faire représenter par un avocat (admissibilité présumée). Cela explique la diminution du nombre de demandes d'aide juridique. En 1999-2000, 4 672 personnes ont comparu devant un tribunal sans se faire représenter par un avocat.

⁶ **Territoire du Yukon** On ne fait aucune distinction entre les demandes de services sommaires et les demandes de services complets. Tous les services sont considérés comme des services complets. Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes. Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants.

⁷ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Pour cette année, le Nunavut est encore inclus dans les données provenant des Territoires du Nord-Ouest. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront comprises séparément.

Tableau 10(a)
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles (adultes, jeunes, matières provinciales) avocats salariés et de pratique privée

Province/territoire et année	Total Criminelles		Niveau fédéral				Affaires de juridiction provinciale		Avocats salariés				Avocats de pratique privée								
	Total		Adultes	Jeunes	Total	Total	Adultes	Jeunes	Affaires de juridiction provinciale	Total	Adultes	Jeunes	Affaires de juridiction provinciale	Total	Adultes	Jeunes					
	'000 \$	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%					
Terre-Neuve¹																					
1995-1996	7 095	7 000	..	..	..	..	95	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	7 823	7 786	..	..	..	..	37	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	7 173	7 173	..	..	..	..	52	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard																					
1995-1996	1 028	1 028	761	74	267	26	-	954	706	74	248	26	-	-	74	55	19	2	-	-	
1996-1997	1 134	1 134	808	71	326	29	-	940	665	71	275	29	-	-	194	143	74	51	4	-	
1997-1998	1 193	1 193	922	77	271	23	-	1 077	826	77	251	23	-	-	116	96	83	20	17	-	
1998-1999	1 019	1 019	769	75	250	25	-	935	709	76	226	24	-	-	84	60	71	24	29	-	
1999-2000	1 133	1 133	880	78	253	22	-	995	771	77	224	23	-	-	138	109	79	29	21	-	
Nouvelle-Écosse																					
1995-1996	9 729	9 711	6 954	72	2 757	28	18	8 805	6 315	72	2 473	28	17	--	924	639	69	284	31	1	--
1996-1997	9 737	9 726	7 327	75	2 399	25	11	8 932	6 695	75	2 226	25	11	--	805	632	79	173	21	-	-
1997-1998	9 718	9 707	7 470	77	2 237	23	11	8 904	6 837	77	2 056	23	11	--	814	633	78	181	22	-	-
1998-1999	8 996	8 971	6 965	78	2 006	22	25	7 959	6 170	78	1 765	22	24	--	1 037	795	77	241	23	1	--
1999-2000	9 745	9 716	7 459	77	2 257	23	29	8 583	6 576	77	1 978	23	29	--	1 162	883	76	279	24	-	-
Nouveau-Brunswick																					
1995-1996	1 433	..	..	..	..	..	-	..	..	..	..	..	..	..	1 433	..	..	..	..	..	..
1996-1997	1 487	1 485	1 280	86	205	14	2	..	..	..	..	..	..	..	1 487	1 280	86	205	14	2	--
1997-1998	1 400	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1 400	..	..	..	..	..	..
1998-1999	1 278	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1 278	1 000	78	251	20	27	2
1999-2000	1 285	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1 285	1 100	86	155	12	30	2
Québec²																					
1995-1996	115 812	101 740	88 959	87	12 781	13	14 072	54 052	40 453	75	7 814	14	5 785	11	61 670	48 416	79	4 967	8	8 287	13
1996-1997	85 651	..	..	..	..	..	..	39 684	..	..	..	..	..	..	45 967	..	..	..	..	..	..
1997-1998	77 071	71 212	58 354	82	12 858	18	5 859	29 325	21 592	74	6 528	22	1 205	4	47 746	36 762	77	6 330	13	4 654	10
1998-1999	78 084	71 206	58 748	83	12 458	17	6 878	28 760	21 037	73	6 073	21	1 650	6	49 324	37 711	76	6 385	13	5 228	11
1999-2000	77 525	70 490	58 294	83	12 196	17	7 035	28 514	20 708	73	5 936	21	1 870	7	49 011	37 586	77	6 260	13	5 165	11
Ontario																					
1995-1996	73 464	73 464	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	73 464	53 693	73	19 771	27	-	-
1996-1997	51 347	51 347	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	51 347	40 139	78	11 208	22	..	..
1997-1998	54 890	54 890	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	54 890	..	..	..	..	..	..
1998-1999	61 250	61 250	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	61 250	45 595	74	15 655	26	..	..
1999-2000	62 054	62 054	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	62 054	50 981	82	11 073	18	..	..
Manitoba																					
1995-1996	12 583	12 488	9 310	75	3 178	25	95	3 848	2 313	60	1 510	39	25	1	8 735	6 997	80	1 668	19	70	1
1996-1997	9 283	9 215	7 405	80	1 810	20	68	2 086	1 541	74	521	25	24	1	7 197	5 864	81	1 289	18	44	1
1997-1998	7 959	7 895	6 409	81	1 486	19	64	1 550	1 258	81	267	17	25	2	6 409	5 151	80	1 219	19	39	1
1998-1999	8 580	8 540	6 995	82	1 545	18	40	1 633	1 377	84	244	15	12	1	6 947	5 618	81	1 301	19	28	--
1999-2000	8 871	8 850	7 351	83	1 499	17	21	1 732	1 483	86	240	14	9	1	7 139	5 868	82	1 259	18	12	--
Saskatchewan																					
1995-1996	15 832	15 815	11 794	75	4 021	25	17	15 590	11 594	74	3 979	26	17	--	242	200	83	42	17	-	-
1996-1997	15 515	15 498	..	..	..	..	17	15 234	..	..	..	..	17	--	281	225	80	56	20	-	-
1997-1998	16 550	16 534	12 143	73	4 391	27	16	16 247	11 901	73	4 330	27	16	--	303	242	80	61	20	-	-
1998-1999	16 971	16 954	12 939	76	4 015	24	17	16 604	12 636	76	3 951	24	17	--	367	303	83	64	17	-	-
1999-2000	16 419	16 415	13 711	84	2 704	16	4	15 624	13 019	83	2 601	17	4	--	795	692	87	103	13	-	-
Alberta																					
1995-1996	20 463	20 342	13 860	68	6 482	32	121	2 584	-	-	2 584	100	-	-	17 879	13 860	78	3 898	22	121	1
1996-1997	20 853	20 769	13 921	67	6 848	33	84	2 731	-	-	2 731	100	-	-	18 122	13 921	77	4 117	23	84	--
1997-1998	20 646	20 541	13 852	-	6 689	33	105	2 845	-	-	2 845	100	-	-	17 801	13 852	78	3 844	22	105	1
1998-1999	22 253	22 066	15 250	-	6 816	31	187	2 748	5	--	2 743	100	-	-	19 505	15 245	78	4 073	21	187	1
1999-2000	23 378	23 224	16 442	-	6 782	29	154	2 827	114	4	2 713	96	-	-	20 551	16 328	79	4 069	20	154	1
Colombie-Britannique³																					
1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	30 203	..	..	..	..	..	..
1996-1997	31 226	31 226	25 975	83	5 251	17	-	5 251	4 143	79	1 108	21	-	-	25 975	21 832	84	4 143	16	-	-
1997-1998	28 702	28 702	21 790	76	6 912	24	-	4 623	3 153	68	1 470	32	-	-	24 079	18 637	77	5 442	23	-	-
1998-1999	28 043	27 543	21 093	77	6 450	23	500	4 793	3 150	66	1 510	32	133	3	23 250	17 943	77	4 940	21	367	2
1999-2000	27 479	26 941	21 030	78	5 911	22	538	4 390	2 851	65	1 409	32	130	3	23 089	18 179	79	4 502	19	408	2

Tableau 10(a)
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires criminelles (adultes, jeunes, matières provinciales) avocats salariés
et de pratique privée – fin

Province/territoire et année	Total Criminelles				Niveau fédéral				Affaires de juridiction provinciale				Avocats salariés				Avocats de pratique privée				
	Total		Adultes		Jeunes		Total		Total		Adultes		Jeunes		Total		Adultes		Jeunes		
	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	
Territoires du Nord-Ouest⁴																					
1995-1996	2 368	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	1821	..	..	..	..	..	..
1996-1997	1 595	1 570	1 301	83	269	17	25	430	369	86	56	13	5	--	1 165	932	80	213	18	20	2
1997-1998	870	858	747	87	111	13	12	234	214	91	19	8	1	--	636	533	84	92	14	11	2
1998-1999	660	650	594	91	56	9	10	262	232	89	30	11	-	-	398	362	91	26	7	10	3
1999-2000	659	648	597	92	51	8	11	193	175	91	16	8	2	--	466	422	91	35	8	9	2
Territoire du Yukon⁵																					
1995-1996	1 164	1 113	804	72	309	28	51	567	365	64	151	27	51	9	597	439	74	158	26	-	-
1996-1997	1 079	1 079	769	71	310	29	-	698	494	71	204	29	-	-	381	275	72	106	28	-	-
1997-1998	693	693	515	74	178	26	-	504	357	71	147	29	-	-	189	158	84	31	16	-	-
1998-1999	685	685	490	72	195	28	-	426	291	68	135	32	-	-	259	199	77	60	23	-	-
1999-2000	767	767	582	76	185	24	-	423	292	69	131	31	-	-	344	290	84	54	16	-	-
Nunavut⁷																					
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada⁶																					
1995-1996	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	236 730	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	226 865	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	227 819	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	229 315	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

Autres données ayant trait au tableau 10 Les données qui suivent s'appliquent aux secteurs de compétence qui ont fourni le nombre de demandes de services sommaires qui ont été approuvées (non incluses dans le tableau 10).

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Nouvelle-Écosse	2,243	2,352	2,228	1,644	1,586
Nouveau-Brunswick	..	..	9,875	..	..
Ontario	184,609	159,590	167,538	177,493	183,826
Manitoba	20,188	21,917	19,421	23,108	21,572
Saskatchewan	7,769	7,061	6,483	6,210	5,816
Colombie-Britannique	41,495	26,639	26,269	23,735	30,460

¹ **Terre-Neuve** On a obtenu les chiffres des demandes approuvées (total, matière criminelle et matière civile, tous les exercices) pour Terre-Neuve en soustrayant le nombre de demandes rejetées du nombre total de demandes présentées pendant l'exercice.

² **Québec** Les données n'incluent pas les attestations conditionnelles dont l'admissibilité des bénéficiaires n'avait pas été établie au 31 mars. La diminution du nombre de demandes approuvées en 1996-1997 était attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont resserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.

³ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système.

En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.

⁴ **Territoires du Nord-Ouest** En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'«admissibilité présumée», selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes.

⁵ **Territoire du Yukon** Toutes les demandes approuvées sont considérées comme des demandes de services complets. Depuis 1993-1994, le chiffre fourni représente le nombre de certificats délivrés. Comme un certificat peut viser plus d'une demande, le lecteur devrait prendre garde de ne pas additionner ensemble les chiffres figurant aux tableaux 10 et 12 pour le Yukon. Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de services d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes.

⁶ **Canada** En matière civile, une seule affaire peut être incluse dans une demande. En matière criminelle, plusieurs chefs d'accusation peuvent figurer sur la même demande, et ils peuvent être traités séparément. Comme il n'est pas obligatoire d'utiliser l'infraction la plus grave comme principale infraction, le nombre d'infractions énumérées est supérieur au nombre de demandes approuvées et attribuées. Le nombre total de demandes individuelles approuvées est détaillé selon le nombre de certificats. Lorsqu'une affaire reliée à l'objet d'une demande originale survient à une date ultérieure (y compris un appel), une nouvelle demande doit en général être présentée et un nouveau certificat est approuvé. Le total comprend plus d'un certificat par demande.

⁷ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques aux Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Pour cette année le Nunavut est encore inclut dans les données provenant des Territoires du Nord-Ouest. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 10(b)
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires civiles (droit de la famille et autres affaires civiles) avocats salariés
et de pratique privée

Province/territoire et année	Total - Civiles			Total - Familles		Total - Autres affaires civiles		Avocats salariés					Avocats de pratique privée				
	'000 \$	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	Total	Famille	Autres affaires civiles	Total	Famille	Autres affaires civiles	Total	Famille	Autres affaires civiles	
Terre-Neuve¹																	
1995-1996	2 874	2 531	88	343	12	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	3 057	2 608	85	449	15	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	2 665	2 372	89	293	11	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard																	
1995-1996	75	75	100	-	-	62	62	100	-	-	13	13	100	-	-	-	
1996-1997	76	76	100	-	-	51	51	100	-	-	25	25	100	-	-	-	
1997-1998	81	81	100	-	-	50	50	100	-	-	31	31	100	-	-	-	
1998-1999	79	79	100	-	-	57	57	100	-	-	22	22	100	-	-	-	
1999-2000	76	76	100	-	-	50	50	100	-	-	26	26	100	-	-	-	
Nouvelle-Écosse																	
1995-1996	8 288	7 840	95	448	5	6 254	5 835	93	419	7	2 034	2 005	99	29	1	1	
1996-1997	6 792	6 457	95	335	5	5 197	4 876	94	321	6	1 595	1 581	99	14	1	1	
1997-1998	6 026	5 726	95	300	5	4 597	4 318	94	279	6	1 429	1 408	99	21	1	1	
1998-1999	5 579	5 352	96	227	4	4 136	3 928	95	208	5	1 443	1 424	99	19	1	1	
1999-2000	5 736	5 395	94	341	6	3 984	3 783	95	201	5	1 752	1 612	92	140	8	8	
Nouveau-Brunswick²																	
1995-1996	117	117	100	-	-	-	..	..	-	-	117	117	100	-	-	-
1996-1997	142	142	100	-	-	-	..	..	-	-	142	142	100	-	-	-
1997-1998	2 532	2 532	100	-	-	1 183	1 183	100	-	-	1 349	1 349	100	-	-	-	
1998-1999	2 687	2 509	93	-	-	1 253	1 253	100	-	-	1 434	1 256	88	178	12	12	
1999-2000	3 352	3 352	100	-	-	1 311	1 311	100	-	-	2 041	2 041	100	-	-	-	
Québec³																	
1995-1996	186 343	94 364	51	91 979	49	103 446	54 159	52	49 287	48	82 897	40 205	48	42 692	52	52	
1996-1997	154 527	..	..	..	..	88 285	..	..	..	..	66 242	..	..	..	..	..
1997-1998	137 183	86 476	63	50 707	37	76 511	47 591	62	28 920	38	60 672	38 885	64	21 787	36	36	
1998-1999	138 706	88 171	64	50 535	36	74 973	47 702	64	27 271	36	63 733	40 469	63	23 264	37	37	
1999-2000	138 466	90 602	65	47 864	35	74 876	49 200	66	25 676	34	63 590	41 402	65	22 188	35	35	
Ontario																	
1995-1996	99 191	..	..	..	..	37 473	..	..	..	..	61 718	38 186	62	23 532	38	38
1996-1997	60 542	..	..	..	..	37 097	..	..	..	..	23 445	13 973	60	9 472	40	40
1997-1998	60 730	..	..	..	..	32 409	..	..	..	..	28 321	..	..	..	..	..
1998-1999	70 262	..	..	..	..	29 365	..	..	..	..	40 897	28 138	69	12 759	31	31
1999-2000	78 849	34 266	43	44 583	57	33 359	4 128	12	29 231	88	45 490	30 138	66	15 352	34	34	
Manitoba																	
1995-1996	9 881	7 344	74	2 537	26	3 059	2 102	69	957	31	6 822	5 242	77	1 580	23	23	
1996-1997	9 066	6 883	76	2 183	24	3 167	2 267	72	900	28	5 899	4 616	78	1 283	22	22	
1997-1998	9 050	9 050	100	-	-	3 114	3 114	100	-	-	5 936	5 936	100	-	-	-	
1998-1999	8 726	8 726	100	-	-	3 173	3 173	100	-	-	5 553	5 553	100	-	-	-	
1999-2000	8 503	8 503	100	-	-	3 014	3 014	100	-	-	5 489	5 489	100	-	-	-	
Saskatchewan																	
1995-1996	5 819	5 808	100	11	--	5 720	5 709	100	11	--	99	99	100	-	-	-	
1996-1997	5 969	5 958	100	11	--	5 813	5 802	100	11	--	156	156	100	-	-	-	
1997-1998	5 430	5 422	100	8	--	4 542	4 534	100	8	--	888	888	100	-	-	-	
1998-1999	5 430	5 425	100	5	--	4 647	4 642	100	5	--	783	783	100	-	-	-	
1999-2000	5 472	5 470	100	2	--	5 098	5 096	100	2	--	374	374	100	-	-	-	
Alberta																	
1995-1996	6 452	3 776	59	2 676	41	133	118	89	15	11	6 319	3 658	58	2 661	42	42	
1996-1997	7 161	2 390	33	4 771	67	115	100	87	15	13	7 046	2 290	33	4 756	67	67	
1997-1998	7 670	6 579	86	1 091	14	70	61	87	9	13	7 600	6 518	86	1 082	14	14	
1998-1999	8 041	6 938	86	1 103	14	75	48	64	27	36	7 966	6 890	86	1 076	14	14	
1999-2000	8 673	7 651	88	1 022	12	208	175	84	33	16	8 465	7 476	88	989	12	12	
Colombie-Britannique⁴																	
1995-1996	25 443	18 578	73	6 865	27	6 732	2 207	33	4 525	67	18 711	16 371	87	2 340	13	13	
1996-1997	24 792	16 409	66	8 383	34	7 688	1 937	25	5 751	75	17 104	14 472	85	2 632	15	15	
1997-1998	23 169	13 532	58	9 637	42	8 688	1 787	21	6 901	79	14 481	11 745	81	2 736	19	19	
1998-1999	22 695	13 177	58	9 518	42	8 112	1 792	22	6 320	78	14 583	11 385	78	3 198	22	22	
1999-2000	24 055	13 828	57	10 227	43	7 854	1 548	20	6 306	80	16 201	12 280	76	3 921	24	24	

Tableau 10(b)
Demandes d'aide juridique approuvées, affaires civiles (droit de la famille et autres affaires civiles) avocats salariés
et de pratique privée

Province/territoire et année	Total - Civiles			Total - Familles		Total - Autres affaires civiles		Avocats salariés				Avocats de pratique privée							
			%			%			Total			Total			Total				
	'000 \$	'000 \$		'000 \$	'000 \$		'000 \$	'000 \$		'000 \$	'000 \$		'000 \$	'000 \$		'000 \$	'000 \$	'000 \$	'000 \$
Territoires du Nord-Ouest⁵																			
1995-1996	486	443	91	43	9	19	19	100	-	-	467	424	91	43	9				
1996-1997	412	401	97	11	3	3	3	100	-	-	409	398	97	11	3				
1997-1998	451	439	97	12	3	7	6	86	1	14	444	433	98	11	2				
1998-1999	471	460	98	11	2	147	140	95	7	5	324	320	99	4	1				
1999-2000	341	328	96	13	4	72	70	97	2	3	269	258	96	11	4				
Territoire du Yukon⁶																			
1995-1996	314	278	89	36	11	60	51	85	9	15	254	227	89	27	11				
1996-1997	293	256	87	37	13	130	106	82	24	18	163	150	92	13	8				
1997-1998	352	315	89	37	11	198	174	88	24	12	154	141	92	13	8				
1998-1999	347	306	88	41	12	221	194	88	27	12	126	112	89	14	11				
1999-2000	236	217	92	19	8	169	158	93	11	7	67	59	88	8	12				
Nunavut⁸																			
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada⁷																			
1995-1996	345 283	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	272 829	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	255 339	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	263 023	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	273 759	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- Terre-Neuve** On a obtenu les chiffres des demandes approuvées (total, matière criminelle et matière civile, tous les exercices) pour Terre-Neuve en soustrayant le nombre de demandes rejetées du nombre total de demandes présentées pendant l'exercice.
- Nouveau-Brunswick** Pour toutes les années avant 1997-1998, les chiffres sur les demandes de services de justice civile (totales et approuvées) sont incomplets. Les chiffres sur le nombre de demandes de 1993-1994 à 1996-1997 n'incluent pas les cas d'aide juridique en matière de droit de la famille administrés par le ministère de la Justice.
- Québec** Les données n'incluent pas les attestations conditionnelles dont l'admissibilité des bénéficiaires n'avait pas été établie au 31 mars. La diminution du nombre de demandes approuvées en 1996-1997 était attribuable aux modifications à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont resserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.
- Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997.
- Territoires du Nord-Ouest** En 1997-1998, les Territoires du Nord-Ouest ont mis en pratique l'«admissibilité présumée», selon laquelle les personnes qui comparaissent en cour sans être représentées ne sont pas tenues de soumettre une demande de services juridiques. Étant donné que les comptes des cas d'admissibilité présumée ne sont pas disponibles, les données pour 1997-1998 ne peuvent être comparées aux données pour les années précédentes. En 1998-1999, un avocat salarié a été embauché pour les affaires familiales, ce qui explique la forte augmentation au nombre de demandes.
- Territoire du Yukon** Toutes les demandes approuvées sont considérées comme des demandes de services complets. Depuis 1993-1994, le chiffre fourni représente le nombre de certificats délivrés. Comme un certificat peut viser plus d'une demande, le lecteur devrait prendre garde de ne pas additionner ensemble les chiffres figurant aux tableaux 10 et 12 pour le Yukon. Les données comprennent les avocats nommés d'office qui ont fourni des services complets. Avant 1997-1998, les demandes de service d'avocat nommé d'office pour les audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire étaient également incluses, et les chiffres ne sont donc pas comparables avec ceux des années subséquentes.
En matière civile, une seule affaire peut être incluse dans une demande. En matière criminelle, plusieurs chefs d'accusation peuvent figurer sur la même demande, et ils peuvent être traités séparément. Comme il n'est pas obligatoire d'utiliser l'infraction la plus grave comme principale infraction, le nombre d'infractions énumérées est supérieur au nombre de demandes approuvées et attribuées. Le nombre total de demandes individuelles approuvées est détaillé selon le nombre de certificats. Lorsqu'une affaire reliée à l'objet d'une demande originale survient à une date ultérieure (y compris un appel), une nouvelle demande doit en général être présentée et un nouveau certificat est approuvé. Le total comprend plus d'un certificat par demande.
- Canada** Pour les causes civiles, il y a une affaire par demande.
- Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Pour cette année, le Nunavut est encore inclus dans les données provenant des Territoires du Nord-Ouest. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 12(a)
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, selon la raison du rejet

Province/territoire et année	Total					Inadmissibilité financière					Raisons liées à l'applicabilité								
	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		
	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	
Terre-Neuve²																			
1995-1996	6 516	..	..	..	..	767	347	45	420	55	360	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	7 217	..	..	..	..	917	386	42	531	58	480	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	5 810	1 896	33	3 914	67	800	289	36	511	64	650	124	19	526	81	..	..	..	..
1998-1999	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse																			
1995-1996	2 576	..	..	..	..	1 223	274	22	949	78	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1996-1997	2 375	..	..	..	..	971	274	28	697	72	15	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	2 312	877	38	1 435	62	961	315	33	646	67	38	24	63	14	37	..	..	..	..
1998-1999	1 997	749	38	1 248	62	847	249	29	598	71	89	28	31	61	69	..	..	..	..
1999-2000	2 160	833	39	1 327	61	966	344	36	622	64	51	27	53	24	47	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick³																			
1995-1996	890	859	97	31	3	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	893	851	95	42	5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	784	784	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	780	780	..	..	..	..	..	..	..	..	30	..	..	30	100	..	..	..	..
1999-2000	793	745	94	48	6	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Québec⁴																			
1995-1996	28 888	6 657	23	22 231	77	20 269	4 686	23	15 583	77	5 736	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	42 859	16 095	38	26 764	62	18 346	4 328	24	14 018	76	17 729	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	43 324	17 009	39	26 315	61	18 541	7 048	38	11 493	62	15 949	8 985	56	6 964	44	..	..	..	..
1998-1999	38 178	13 901	36	24 277	64	18 789	6 954	37	11 835	63	10 808	5 914	55	4 894	45	..	..	..	..
1999-2000	36 390	13 681	38	22 709	62	19 017	7 626	40	11 391	60	9 207	5 006	54	4 201	46	..	..	..	..
Ontario⁵																			
1995-1996	54 111	27 745	51	26 366	49	7 047	2 560	36	4 487	64	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	35 836	20 995	59	14 841	41	3 463	2 153	62	1 310	38	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	28 911	18 971	66	9 940	34	5 387	3 535	66	1 852	34	9 919	6 509	66	3 410	34	..	..	..	..
1998-1999	38 517	23 096	60	15 421	40	6 737	4 040	60	2 697	40	10 847	6 504	60	4 343	40	..	..	..	..
1999-2000	30 057	17 343	58	12 714	42	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Manitoba																			
1995-1996	5 565	3 007	54	2 558	46	846	406	48	440	52	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1996-1997	3 077	1 397	45	1 680	55	480	176	37	304	63	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1997-1998	3 061	1 292	42	1 769	58	307	83	27	224	73	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1998-1999	2 102	858	41	1 244	59	302	101	33	201	67	67	2	3	65	97	..	..	..	..
1999-2000	2 380	1 003	42	1 377	58	319	108	34	211	66	90	9	10	81	90	..	..	..	..
Saskatchewan																			
1995-1996	1 535	1 053	69	482	31	1 045	723	69	322	31	280	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	1 543	1 045	68	498	32	1 112	769	69	343	31	236	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	1 638	1 112	68	526	32	1 192	848	71	344	29	209	170	81	39	19	..	..	..	..
1998-1999	1 580	1 014	64	566	36	1 165	773	66	392	34	206	166	81	40	19	..	..	..	..
1999-2000	1 429	925	65	504	35	1 072	712	66	360	34	191	156	82	35	18	..	..	..	..
Alberta																			
1995-1996	8 067	4 900	61	3 167	39	2 758	1 786	65	972	35	903	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	7 645	4 223	55	3 422	45	3 200	2 024	63	1 176	37	1 303	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	7 397	4 156	56	3 241	44	3 141	1 937	62	1 204	38	890	731	82	159	18	..	..	..	..
1998-1999	9 115	5 117	56	3 998	44	2 559	1 512	59	1 047	41	1 201	967	81	234	19	..	..	..	..
1999-2000	10 314	5 641	55	4 673	45	2 833	1 595	56	1 238	44	2 019	1 305	65	714	35	..	..	..	..
Colombie-Britannique⁶																			
1995-1996	60 826	18 695	31	42 131	69	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	47 252	13 603	29	33 649	71	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	32 411	12 995	40	19 416	60	9 238	3 576	39	5 662	61	13 710	5 904	43	7 806	57	..	..	..	..
1998-1999	27 867	11 480	41	16 387	59	8 135	3 141	39	4 994	61	12 065	5 333	44	6 732	56	..	..	..	..
1999-2000	25 865	10 930	42	14 935	58	7 915	3 172	40	4 743	60	10 733	4 946	46	5 787	54	..	..	..	..
Territoires du Nord-Ouest																			
1995-1996	877	..	..	..	..	107	40	37	67	63	320	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	776	..	..	..	..	113	51	45	62	55	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	673	..	..	..	..	100	32	32	68	68	95	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	627	..	..	..	..	83	..	..	..	..	50	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	380	..	..	..	..	70	15	21	55	79	19	..	..	..	..	..	..	..	..
Territoire du Yukon⁷																			
1995-1996	172	81	47	91	53	117	54	46	63	54	38	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	125	53	42	72	58	69	34	49	35	51	54	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	130	45	35	85	65	71	29	41	42	59	52	13	25	39	75	..	..	..	..
1998-1999	154	58	38	96	62	86	31	36	55	64	58	22	38	36	62	..	..	..	..
1999-2000	12	7	58	5	42	5	2	40	3	60	6	4	67	2	33	..	..	..	..

Tableau 12(a)
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, selon la raison du rejet

Total			Inadmissibilité financière						Raisons liées à l'applicabilité						Province/territoire et année
Total	Affaires criminelles	Affaires civiles	Total	Affaires criminelles	Affaires civiles	Total	Affaires criminelles	Affaires civiles	Total	Affaires criminelles	Affaires civiles	Total	Affaires criminelles	Affaires civiles	
\$'000	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	
Terre-Neuve²															
4 483	..	..	..	..	-	-	-	-	906	..	..	..	..	..
4 836	..	..	..	..	-	-	-	-	984	..	..	..	..	..
4 057	1 189	29	2 868	71	-	-	-	-	303	294	97	9	3	..	
..	
..	
Nouvelle-Écosse															
956	..	..	..	..	-	-	-	-	397	..	..	..	..	..
783	..	..	..	..	-	-	-	-	606	..	..	..	..	..
734	317	43	417	57	-	-	-	-	579	221	38	358	62	..	
576	259	45	317	55	24	9	38	15	461	204	44	257	56	..	
583	236	40	347	60	57	38	67	19	503	188	37	315	63	..	
Nouveau-Brunswick³															
..	
..	
..	
..	..	..	..	..	..	..	..	..	750	691	92	59	8	..
..	..	..	..	..	..	..	..	..	793	745	94	48	6	..
Québec⁴															
2 883	..	..	..	..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3 638	..	..	..	..	5 414	..	..	..	-	-	-	-	-	-
2 102	101	5	2 001	95	65	5	8	60	6 667	870	13	5 797	87	..	
1 784	132	7	1 652	93	53	1	2	52	6 744	900	13	5 844	87	..	
1 596	80	5	1 516	95	53	2	4	51	6 517	967	15	5 550	85	..	
Ontario⁵															
..	
..	
..	..	..	..	..	..	..	..	..	13 605	8 927	66	4 678	34	..
..	..	..	..	..	..	..	..	..	20 933	12 552	60	8 381	40	..
..	
Manitoba															
639	..	..	..	..	12	..	..	..	4 068	..	..	..	..	..
369	..	..	..	..	12	..	..	..	2 216	..	..	..	..	..
331	40	12	291	88	4	-	-	4	2 419	1 169	48	1 250	52	..	
311	46	15	265	85	..	..	..	..	1 422	709	50	713	50	..
294	39	13	255	87	7	2	29	5	1 670	845	51	825	49	..	
Saskatchewan															
96	..	..	..	..	18	..	..	..	96	..	..	..	..	..
92	..	..	..	..	26	..	..	..	77	..	..	..	..	..
119	26	22	93	78	33	24	73	9	85	44	52	41	48	..	
115	24	21	91	79	28	24	86	4	66	27	41	39	59	..	
92	18	20	74	80	21	17	81	4	53	22	42	31	58	..	
Alberta															
855	..	..	..	..	430	..	..	..	3 121	..	..	..	..	..
1 028	..	..	..	..	969	..	..	..	1 145	..	..	..	..	..
1 549	497	32	1 052	68	643	366	57	277	1 174	625	53	549	47	..	
1 547	375	24	1 172	76	621	354	57	267	3 187	1 909	60	1 278	40	..	
1 225	289	24	936	76	537	286	53	251	3 700	2 166	59	1 534	41	..	
Colombie-Britannique⁶															
..	
..	
..	..	..	..	..	..	..	..	..	9 463	3 515	37	5 948	63	..
..	..	..	..	..	..	..	..	..	7 667	3 006	39	4 661	61	..
..	..	..	..	..	..	..	..	..	7 217	2 812	39	4 405	61	..
Territoires du Nord-Ouest															
144	..	..	..	..	285	..	..	..	21	..	..	..	..	..
..	
229	..	..	..	..	242	..	..	..	7	..	..	..	..	..
177	..	..	..	..	238	..	..	..	79	..	..	..	..	..
85	..	..	..	..	206	..	..	..	-	-	-	-	-	..
Territoire du Yukon⁷															
5	..	..	..	..	4	..	..	..	8	..	..	..	..	..
1	..	..	..	..	-	..	..	..	1	..	..	..	..	..
6	3	50	3	50	-	-	-	-	1	-	-	1	100	..	
7	5	71	2	29	-	-	-	-	3	-	-	3	100	..	
1	1	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	..	

Tableau 12(a)
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, selon la raison du rejet

Province/territoire et année	Total					Inadmissibilité financière					Raisons liées à l'applicabilité							
	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles		Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%	'000 \$	%
Nunavut ⁹ 1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada⁸																		
1995-1996	170 023	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	149 598	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	126 451	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	120 917	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	109 780	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique.

- ¹ **Demandes rejetées** La plupart des régimes procèdent à un certain tri des requérants avant que ceux-ci présentent une demande officielle. C'est pourquoi le nombre de demandes rejetées ne tient pas compte de personnes à qui on a refusé les services avant qu'elles aient présenté une demande.
- ² **Terre-Neuve** Les demandes de services sommaires sont incluses.
- ³ **Nouveau-Brunswick** Les chiffres comprennent les demandes de services sommaires relatifs à des affaires civiles. Les chiffres ne comprennent pas les demandes présentées au Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille qui est administré par le ministère de la Justice.
- ⁴ **Québec** L'augmentation du nombre de demandes refusées en 1996-1997 est attribuable aux modifications apportées à la Loi sur l'aide juridique au milieu de 1996, lesquelles ont reserré le champ d'application et les critères d'admissibilité.
- ⁵ **Ontario** Les données sur les centres de consultation communautaires son exclues. Ces centres traitent les affaires civiles ainsi que les affaires criminelles relatives aux adultes et jeunes personnes.
- ⁶ **Colombie-Britannique** En 1996-1997, la Colombie-Britannique a commencé à mettre en place un nouveau Système de gestion des cas (SGC). Pour 1996-1997, les données statistiques sur les demandes proviennent à la fois de l'ancien et du nouveau système. En 1997-1998, environ 95 % des bureaux régionaux et bureaux communautaires avaient été convertis au nouveau SGC. Les données pour environ 5 % des bureaux ont été fournies par l'ancien système CORE. Le nouveau SGC applique les définitions de cas, de sorte que certains types d'affaires qui soulèvent de multiples questions apparaissent maintenant comme un seul cas, par opposition à des cas multiples, ce qui se traduit par une baisse du nombre de demandes. En raison de ces différences dans les deux systèmes de déclaration, il faudrait faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec les données d'avant 1996-1997. En 1998-1999, 18 054 inscriptions ont été exclues du nombre total de demande rejetées.
- ⁷ **Territoire du Yukon** Les données ne comprennent pas les affaires traitées par les tribunaux itinérants.
- ⁸ **Canada** Les totaux partiels pour les affaires criminelles et civiles ne comprennent pas l'Île-du-Prince-Édouard pour toutes les années.
- ⁹ **Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Pour cette année, le Nunavut est encore inclut dans les données provenant des Territoires du Nord-Ouest. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Tableau 12(a)
Demandes d'aide juridique rejetées¹, affaires criminelles et civiles, selon la raison du rejet

Total			Inadmissibilité financière						Raisons liées à l'applicabilité						Province/territoire et année
Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		
\$'000	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	\$'000	%	\$'000	%	
..	Nunavut ⁹ 1999-2000
..	Canada⁸
..	1995-1996
..	1996-1997
..	1997-1998
..	1998-1999
..	1999-2000

Tableau 13(a)
Services d'avocats nommés d'office, affaires criminelles et civiles, provinces et territoires sélectionnés

Province/territoire et année	Total		Affaires criminelles				Affaires civiles						
	Nombre total d'affaires criminelles	% du total	Adultes		Jeunes		Nombre total d'affaires civiles	% du total	Affaires relevant du droit de la famille		Autres affaires civiles		
			'000 \$	%	'000 \$	%			'000 \$	%	'000 \$	%	
Terre-Neuve													
1995-1996	4 858	4 855	100	3 615	74	1 240	26	3	--	..	..	..	..
1996-1997	4 652	4 646	100	3 162	68	1 484	32	6	--	..	..	..	..
1997-1998	3 983	3 980	100	2 963	74	1 017	26	3	--	..	..	..	..
1998-1999	4 649	..	..	..	..	..	..	..	--	..	..	..	..
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	--	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse													
1995-1996	287	285	99	262	92	23	8	2	1	..	..	..	..
1996-1997	311	301	97	273	91	28	9	10	3	..	..	..	..
1997-1998	141	134	95	110	82	24	18	7	5	..	..	..	..
1998-1999	1 234	1 230	100	1 151	94	79	6	4	--	3	75	1	25
1999-2000	4 518	4 507	100	4 041	90	466	10	11	--	10	91	1	9
Nouveau-Brunswick¹													
1995-1996	17 018	15 386	90	..	..	..	..	1 632	10	..	..	..	..
1996-1997	17 016	15 818	93	12 488	79	3 330	21	1 198	7	..	..	..	..
1997-1998	17 059	15 809	93	..	..	..	..	1 250	7	1 250	100	-	-
1998-1999	15 413	14 335	93	11 487	80	2 848	20	1 078	7	1 070	99	8	1
1999-2000	16 336	14 695	90	11 987	82	2 708	18	1 641	10	1 641	100	-	-
Ontario²													
1995-1996	493 798	408 749	83	..	..	..	..	85 049	17	..	..	..	..
1996-1997	579 500	487 230	84	..	..	..	..	92 270	16	..	..	..	..
1997-1998	581 028	491 974	85	..	..	..	..	89 054	15	..	..	..	..
1998-1999	600 559	505 754	84	..	..	..	..	94 805	16	..	..	..	..
1999-2000	615 028	513 996	84	..	..	..	..	101 032	16	..	..	..	..
Manitoba													
1995-1996	34 468	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1996-1997	43 506	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	45 182	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	50 686	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	41 993	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan³													
1995-1996	7 818	7 458	95	6 121	82	1 337	18	360	5	..	..	..	..
1996-1997	7 999	7 694	96	6 274	82	1 420	18	305	4	..	..	..	..
1997-1998	8 671	8 340	96	6 576	79	1 764	21	331	4	..	..	..	..
1998-1999	8 435	8 423	100	6 648	79	1 775	21	12	--	..	..	..	..
1999-2000	8 602	8 354	97	6 570	79	1 784	21	248	3	7	3	241	97
Alberta⁴													
1995-1996	49 738	49 433	99	36 998	75	12 435	25	305	1	..	..	..	..
1996-1997	47 496	47 227	99	35 774	76	11 453	24	269	1	..	..	..	..
1997-1998	54 692	54 410	99	40 049	74	14 361	26	282	1	-	-	282	100
1998-1999	57 019	56 723	99	47 411	84	9 312	16	296	1	-	-	296	100
1999-2000	61 053	60 700	99	47 228	78	13 472	22	353	1	-	-	353	100
Colombie-Britannique⁵													
1995-1996	70 989	60 478	85	..	..	..	..	10 511	15	..	..	..	..
1996-1997	75 114	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	75 499	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1998-1999	61 058	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1999-2000	60 361	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Tableau 13(a)
Services d'avocats nommés d'office, affaires criminelles et civiles, provinces et territoires sélectionnés

Province/territoire et année	Total	Affaires criminelles				Affaires civiles					
		Nombre total d'affaires criminelles	% du total	Adultes		Jeunes		Nombre total d'affaires civiles	% du total	Autres affaires civiles	
	'000 \$			%	'000 \$	%	'000 \$			%	
Territoire du Yukon ⁶											
1995-1996	327	327	100	270	83	57	17	-	-	-	-
1996-1997	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1997-1998	445	445	100	347	78	98	22	-	-	-	-
1998-1999	533	533	100	422	79	111	21	-	-	-	-
1999-2000	601	600	100	476	79	124	21	1	-	1	100
Nunavut ⁷											
1999-2000	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source: L'Enquête sur l'aide juridique, Centre canadien de la statistique juridique

Île-du-Prince-Édouard Depuis 1991, il n'existe plus de système de consultation tel que défini par la Cour suprême du Canada dans la cause *Brydges*. Les services d'avocats salariés sont fournis durant les heures normales de travail. Les avocats salariés peuvent à leur discrétion répondre aux appels après les heures, mais ils ne sont pas payés. Des services d'avocat peuvent être fournis à un tribunal, mais seulement aux personnes financièrement admissibles. Les services fournis à un tribunal sont comptés comme demandes de services complets, même s'ils sont tous assurés le jour du dépôt de la demande (c.-à-d. lorsque la cause se termine par un plaidoyer, l'imposition d'une peine ou une autre décision, à la suite d'une seule comparution).

Québec Les données pour le Québec ne sont pas disponibles.

Territoires du Nord-Ouest Les avocats nommés d'office et les avocats des tribunaux itinérants ont rendu des services aux demandeurs approuvés de services complets qui sont dénombrés dans les tableaux 9, 10 et 11, ainsi que d'autres demandeurs comparissant en cour. Aucun dossier n'est conservé toutefois sur ces autres demandeurs.

- Nouveau-Brunswick** Toutes les personnes qui reçoivent une aide sont comptées. En raison des problèmes de collecte de données en 1995-1996, le nombre d'avocats affectés aux affaires civiles est sous-estimé. En 1997-1998 et 1996-1997, les services d'avocat nommé d'office en matière civile comprennent les services fournis à des clients dans le cadre du Programme d'aide juridique en matière de droit de la famille du ministère de la Justice.
- Ontario** Des services d'avocats nommés d'office en matière civile sont offerts dans les tribunaux de la famille. Les services d'avocats nommés d'office sont offerts dans les tribunaux provinciaux mais ne sont pas offerts dans les tribunaux itinérants. Le chiffre des services d'avocats nommés d'office en matière criminelle comprennent les services d'avocats salariés nommés d'office pour toutes les années.
- Saskatchewan** Ne comprend pas les causes entendues par les tribunaux itinérants, lesquelles sont prises en compte dans les demandes de services complets assignées aux avocats salariés. Après les heures de bureau, les services d'aide juridique sont fournis par des avocats de pratique privée.
- Alberta** Comprend les services rendus pour les comités de révision en santé mentale.
- Colombie-Britannique** Les formulaires de déclaration remplis par les avocats nommés d'office ne permettent pas de faire une distinction nette entre les services en matière civile et les services en matière criminelle, ni entre les services en matière criminelle fournis à des adultes et ceux qui le sont à des adolescents. Voir aussi la note (5) du tableau 13 de la partie principale du rapport.
- Territoire du Yukon** Avant 1996-1997, les chiffres représentent le nombre de jours de travail des avocats nommés d'office à Whitehorse seulement. Les jours d'audience des tribunaux itinérants ayant siégé en dehors de Whitehorse ne sont pas inclus. En 1997-1998 et 1996-1997, les services d'avocats nommés d'office étaient disponibles tous les jours au cours desquels le tribunal siégeait à Whitehorse. Les avocats nommés d'office ont fourni des services liés aux audiences à comparution justificative en 445 occasions en 1997-1998 et en 508 occasions en 1996-1997.
- Nunavut** Il est à noter que la création officielle du territoire du Nunavut a eu lieu le 1er avril, 1999; toutefois, le Bureau des Prestations Juridiques au Territoires du Nord-Ouest a offert ses services d'aide juridique au Nunavut jusqu'au 30 juin, 2000. Pour cette année, le Nunavut est encore inclus dans les données provenant des Territoires du Nord-Ouest. Dès le 1er avril, 2000, les données du Nunavut seront compris séparément.

Glossaire

L'**accord interprovincial de réciprocité** désigne l'accord officieux intervenu entre les Régimes d'aide juridique du Canada en ce qui concerne le traitement des dossiers relatifs à des affaires mettant en cause des non-résidents. Aux termes de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire a été adressé au tribunal. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique. Par **dossiers reçus**, on entend les demandes d'aide juridique au civil que d'autres régimes provinciaux ou territoriaux ont approuvées et transmises au régime et à l'égard desquelles ce dernier a assuré la prestation de services. Par **dossiers transmis**, on entend les demandes d'aide juridique au civil que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux pour qu'ils assurent la prestation des services y afférents.

Les **adultes** désignent les personnes âgées de 18 ans et plus.

Les **affaires fédérales** désignent les infractions d'ordre criminel aux lois fédérales.

Les **affaires provinciales et territoriales** désignent les infractions aux lois provinciales ou territoriales, ainsi que les infractions aux règlements municipaux.

Les **affaires relevant du droit de la famille** désignent les affaires liées au divorce, à la séparation, aux pensions alimentaires, aux droits de garde et de visite, à la tutelle et à la protection de l'enfance, ainsi que toute autre affaire de cette nature (par exemple : adoption, changement de nom, médiation, filiation).

L'**année du paiement** désigne l'année au cours de laquelle les fonds ont été reçus plutôt que l'année au cours de laquelle ils ont été dépensés.

Par **appel**, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de première instance ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même si l'affaire en cause a déjà été traitée par le régime dans le passé.

Les **autres affaires civiles** désignent toutes les affaires relevant du droit civil, mais ne relevant pas du droit de la famille.

Les **autres dépenses** désignent les sommes dépensées par le régime au titre des fonctions dont il n'a pas déjà été fait état dans les catégories précédentes (par exemple les dépenses en immobilisations).

Les **autres employés** désignent les personnes non affectées à des programmes d'information du public ou de recherches juridiques et dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques et/ou de services de représentation directe des clients; il peut s'agir notamment d'avocats dont les principales fonctions sont de nature administrative, de comptables, de bibliothécaires, d'étudiants en droit et d'employés de bureau.

Par **autres raisons**, on entend toute raison autre que l'inadmissibilité financière invoquée pour rejeter une demande. Ces raisons peuvent appartenir à une des catégories suivantes : raisons liées à l'applicabilité, mérite insuffisant, non-conformité ou abus.

Les **autres sources** ont trait aux recettes dont il n'a pas déjà été fait état dans les catégories précédentes.

Avocats non résidents renvoie aux avocats qui exercent leur profession dans une province ou un territoire donné, mais qui ne demeurent pas en permanence dans cette province ou ce territoire.

Comptabilité d'exercice - cette méthode consiste à prendre en compte les revenus dans la période où ils ont été gagnés et à déduire les dépenses dans la période où elles ont été engagées.

La **comptabilité de caisse** - en vertu de cette méthode, les recettes ne sont prises en compte qu'au moment où elles sont perçues en espèces et les dépenses sont affectées à la période où le paiement en espèce a été effectué.

La **contribution à l'intention des jeunes contrevenants** désigne les montants fournis par Justice Canada dans le cadre de l'accord de partage des coûts afférents aux poursuites intentées en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants*.

La **contribution au criminel à l'intention des adultes** désigne les montants fournis par Justice Canada dans le cadre de l'accord de partage des coûts relatifs à l'aide juridique au criminel à l'intention des adultes.

La **contribution des provinces et territoires** désigne les sommes versées par les provinces et les territoires aux régimes d'aide juridique.

La **contribution en matière civile** désigne les montants fournis par Développement des ressources humaines Canada social dans le cadre de l'entente de partage des coûts au titre des services d'aide juridique en matière civile assurés en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC), qui s'est terminé le 31 mars. Le gouvernement fédéral ne contribue plus directement au coût de l'aide juridique en matière civile; cependant il accorde plus de flexibilité aux provinces pour ce qui est de l'établissement de leurs priorités de financement dans le cadre du nouveau programme du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS).

La **contribution fédérale** aux affaires criminelles de l'aide juridique désigne les fonds fournis par Justice Canada.

Par **contributions de l'État**, on entend les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux alloués au régime par l'intermédiaire de l'administration provinciale ou territoriale. Les contributions fédérales versées en vertu des ententes fédérales-provinciales ou territoriales de partage des frais en matière d'aide juridique au criminel ou dans les cas relevant de la *Loi sur les jeunes contrevenants*, de même que les contributions versées dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada ne font pas l'objet d'une déclaration distincte, puisque les fonds sont en général directement versés au Trésor de la province ou territoire et non pas directement aux régimes.

Les **contributions des avocats** désignent les sommes reçues des avocats.

Les **contributions des clients** désignent les montants reçus des bénéficiaires de l'aide juridique, y compris les cotisations fixes des utilisateurs.

Par **demande**, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Quand les données sont agrégées, le nombre total de demandes indique le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide. Les demandes d'aide officielles doivent être présentées sur la formule d'inscription utilisée par le bureau d'aide juridique. Les affaires connexes mentionnées au moment de la prise de contact avec le bureau figurent sur une même demande, que les clients soient tenus ou non de comparaître en cour. Si une affaire (autre qu'un appel) ayant trait à la demande initiale est instruite à une date ultérieure, il n'y a pas lieu de remplir une nouvelle demande. Les demandes relatives aux affaires criminelles et les demandes relatives aux affaires civiles font l'objet d'un compte distinct. Le nombre total de demandes déclarées pour l'exercice financier englobe toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Le compte exclut les demandes relatives aux services des avocats nommés d'office.

Par **demande de services complets approuvée** on entend une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, une mise en rapport ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Une fois qu'une demande de services complets a été approuvée, on ne peut la compter ultérieurement comme une demande de services sommaires même si, dans certains cas, relativement peu de services ont été rendus pour répondre à la demande. On compte le nombre d'unités de services plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants n'englobent ni les services sommaires, ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande de services sommaires approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de conseils juridiques, de renseignements ou de tout autre genre de service de base dans le cadre d'une entrevue officielle. Ces services peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Sont exclues les demandes de renseignements présentées à la réception du bureau d'aide juridique ou les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne directe). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. On n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. On ne compte pas les demandes de services étendus (services complets) dont le rejet a entraîné la prestation de services sommaires. De même, on ne tient pas compte des demandes de services complets approuvées ayant donné lieu ultérieurement à la prestation de services sommaires, non plus que des demandes verbales. On compte le nombre d'unités de services fournies plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvés, ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande refusée** on entend toute demande officielle d'aide juridique présentée par écrit, à l'égard de laquelle on a refusé d'approuver la prestation de services juridiques. Le compte de ces demandes inclut les demandes à l'égard desquelles on a refusé d'accorder des services, ainsi que les demandes de services complets ayant été rejetées, mais à l'égard desquelles on a approuvé la prestation de services sommaires. Une demande peut être rejetée, portée en appel et rejetée de nouveau. Seul le rejet initial est compté. Les raisons du rejet sont issues des restrictions imposées par la loi et par la politique.

Les **demandes rejetées pour des motifs liés à l'applicabilité** sont refusées parce que le Régime d'aide juridique n'offre pas de services pour les affaires de ce genre.

Les **dépenses** désignent les sommes brutes réelles dépensées par le régime au cours de l'exercice financier (c'est-à-dire que les comptes créditeurs ne sont pas pris en considération). Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Le total des dépenses est égal à la somme des dépenses directes au titre des services juridiques, des dépenses au titre des autres programmes, des dépenses au titre des services administratifs centraux et toute autre dépense.

Les **dépenses au titre de l'information du public** englobent les dépenses relatives aux programmes d'information en matière de droit, aux programmes de sensibilisation et à la publicité.

Les **dépenses au titre de projets externes** désignent les montants consacrés par le régime à des projets mis en oeuvre à l'extérieur du cadre du régime (par exemple dans des centres de consultation universitaires). On notera que le financement des centres de consultation communautaires est exclu de ces frais.

Les **dépenses au titre des autres programmes** comprennent les montants consacrés aux activités de recherches juridiques, à l'information du public en matière de droit et à des contributions versées à d'autres programmes.

Les **dépenses au titre des recherches juridiques** désignent les montants dépensés par le régime pour effectuer des recherches ayant trait à des questions juridiques. Ces dépenses excluent les frais engagés aux fins du fonctionnement des bibliothèques.

Les **dépenses au titre des services administratifs centraux** comprennent les sommes engagées au titre des fonctions de l'administration centrale et des bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients.

Les **dépenses directes au titre des services juridiques** désignent la somme de tous les montants versés à des cabinets d'avocats de pratique privée et les coûts afférents à la prestation des services juridiques assurés par le personnel du régime. Ces dépenses comprennent les sommes versées pour la prestation de conseils juridiques et services de représentation aux clients, au nombre desquels figurent des groupes cibles. Ces chiffres comprennent aussi les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d., le traitement du personnel, les avantages sociaux et les frais généraux). Les dépenses au titre des services administratifs centraux et autres dépenses du régime sont exclues.

Dépenses nettes partagées – Représentent les demandes de paiement provinciales et territoriales pour les dépenses encourues par chaque régime d'aide juridique relativement à des affaires précisées dans les ententes de partage de coûts fédérales/provinciales/territoriales sur l'aide juridique en matière criminelle. Celles-ci comprennent à la fois les coûts des services juridiques et les dépenses administratives connexes. Ce montant représente le total net de toutes les contributions et des sommes reçues des clients. Comme le calcul des dépenses nettes partagées se fait au niveau de chaque province et territoire, les comparaisons entre les provinces et territoires doivent être faites avec prudence.

Les **dépenses directes au titre des services juridiques assurés par le personnel du régime** désignent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation par le personnel du régime à des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces montants englobent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d., le traitement du personnel, les avantages sociaux et les frais généraux). Ainsi, les dépenses comprennent les traitements et les avantages sociaux du personnel spécialisé et du personnel de soutien, ainsi que les débours juridiques et les frais généraux des bureaux d'aide juridique directe. Les frais généraux associés incluent le coût des fournitures et du matériel de bureau ainsi que les dépenses au titre de l'entretien, des conférences, des réunions, des cotisations, des loyer, etc.. Les dépenses au titre des services administratifs centraux et les autres dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations) sont exclues.

Les **dépenses relatives aux cabinets d'avocats de pratique privée** englobent les honoraires et les débours, ainsi que certains autres frais (par exemple les frais de déplacement) assumés par les avocats de pratique privée aux fins de la prestation de services juridiques à des clients de l'aide juridique.

Par **frais recouvrés**, on entend les frais à recouvrer à la suite d'une ordonnance ou d'une entente, y compris les montants recouvrés par suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement.

Par **inadmissibilité financière**, on entend le refus d'accepter une demande d'aide juridique à cause de renseignements d'ordre financier divulgués par l'intéressé sur ses revenus, ses avoirs et ses dettes.

Conformément aux lois fédérales et provinciales, les **jeunes** désignent les personnes âgées de 12 ans ou plus, mais de moins de 18 ans. Cependant, deux provinces (l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont établi à 15 ans l'âge maximal pour la plupart des affaires relevant de la compétence de la province ou des municipalités.

Les **membres actifs du Barreau** comprennent tous les avocats jouissant d'une assurance responsabilité professionnelle accrédités à pratiquer dans le secteur de compétence visé.

Des demandes peuvent être rejetées faute de **mérite suffisant** si la nature du cas ou le manque de sérieux de l'affaire ne justifie pas la prestation de services d'aide juridique.

Le **nombre d'avocats de pratique privée ayant assuré les prestations de services** comprend les avocats de pratique privée, membres du Barreau, qui ont réellement fourni des services juridiques et présenté une demande d'honoraires au régime au cours de l'exercice financier. Les avocats au service d'une administration publique ou membres du personnel de l'aide juridique sont exclus. Les notaires sont inclus dans le dénombrement total. Les chiffres déclarés sont des chiffres sans double compte.

Le **nombre d'employés au 31 mars** désigne le nombre réel d'employés à temps plein et à temps partiel au service du régime à un moment donné, soit le 31 mars, le dernier jour de l'exercice financier.

Par **personnel affecté à l'information du public** on entend les personnes qui, à l'intérieur d'un domaine déterminé, sont chargées des programmes d'information en matière de droit, des programmes de sensibilisation et(ou) de la publicité.

Par **personnel affecté aux recherches juridiques**, on entend les personnes qui, au sein d'un domaine déterminé, effectuent des recherches relatives aux questions juridiques (sont exclues les personnes affectées aux bibliothèques des régimes).

Par **personnel affecté aux services d'aide juridique directs**, on entend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller et(ou) à représenter les clients. Les notaires sont comptés avec les avocats salariés, tandis que les techniciens judiciaires sont comptés avec les non-avocats.

Par **recettes**, on entend tous les montants reçus directement par le Régime d'aide juridique au cours de l'exercice financier. Les fonds versés par les organismes extérieurs au régime pour des projets précis ne sont pas considérés comme des recettes. Les comptes débiteurs ne sont pas pris en considération.

Le **rejet d'une demande d'aide juridique pour non-conformité ou abus** est fondé sur la façon dont le requérant a utilisé ou utilise actuellement le régime. La demande peut être rejetée parce que des services similaires ont déjà été rendus; parce que les services demandés constituent un recours abusif à la voie judiciaire; ou parce que le requérant refuse de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique.

Les **ressources en personnel** qui sont déclarées comme nombre d'employés au 31 mars, désignent le nombre réel des employés au service du régime. Ces données sont ventilées selon deux catégories: soit le genre de service offert et le genre d'employé. Les employés faisant partie des effectifs des régimes sont divisés en deux catégories : les avocats et les non-avocats. Les avocats salariés désignent les avocats qui sont embauchés par le régime d'aide juridique et qui travaillent au bureau de l'aide juridique. Les salaires de ces employés sont versés par le régime.

Par **services d'avocats nommés d'office**, on entend les services juridiques assurés par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'avait pas présenté de demande écrite. On compte le nombre d'unités de services fournis plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants ne tiennent compte ni des services sommaires, ni des demandes approuvées. Les personnes dont la cause est entendue par un tribunal itinérant reçoivent habituellement les services d'avocats nommés d'office. C'est pourquoi les services relatifs aux causes entendues par les tribunaux itinérants sont comptés avec les services d'avocats nommés d'office plutôt qu'avec les demandes acceptées. Ces services sont comptés avec les demandes acceptées uniquement lorsque l'affaire afférente a été remise à plus tard. La prestation à un client de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas ce client de présenter plus tard une demande de services d'aide juridique s'il le désire.

Les **services d'avocats nommés d'office au civil** désignent les services relatifs à des affaires civiles qui peuvent aussi être assurés ailleurs que devant un tribunal ou dans un lieu de détention (par exemple un hôpital psychiatrique ou un foyer pour personnes âgées).

Les **services d'avocats nommés d'office au criminel** désignent les services relatifs à des affaires criminelles qui sont en général assurés devant un tribunal ou dans un lieu de détention.

Par **services sommaires** on entend des services donnant lieu à la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de services de base au cours d'une entrevue officielle. Ils peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Ils excluent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne directe). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. Par **demande écrite** on entend une demande d'aide présentée par une personne ayant rempli une formule de demande. Par **demande verbale**, on entend une demande adressée en personne par un non requérant à un bureau de l'aide juridique ou par téléphone à un professionnel affecté au service d'aide juridique direct. Les services sommaires peuvent être offerts en réponse à la demande même ou ils peuvent être accordés en cas de rejet d'une demande de services plus étendus (services complets). Lorsqu'une demande de services complets est approuvée, on ne peut ultérieurement la compter comme une demande de services sommaires même si relativement peu de services ont été rendus. En outre, on n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. Le nombre des services sommaires correspond au nombre d'unités de services fournies plutôt qu'au nombre de personnes aidées. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées ni les services d'avocats nommés d'office.

Une **seule infraction ou affaire est déclarée par dossier**, soit l'infraction ou l'affaire considérée comme étant la plus grave. Les infractions traitées en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* ne doivent pas figurer dans les catégories d'infractions commises par les adultes.

Total des membres du Barreau renvoie au nombre d'avocats qui figurent sur la liste de la Fédération des professions juridiques du Canada. Sont exclus les avocats qui sont à leur retraite ou inactifs. Les avocats des secteurs publique et privé sont inclus. Les avocats non résidants sont inclus dans la province où ils travaillent.